Édouard Montpetit
Économiste, Université de Montréal (1881-1954)

(1942)

La conquête économique

Tome III

Perspectives

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, bénévole,
Chomedey, Ville Laval, Québec
Courriel: rtoussaint@aei.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Mme Réjeanne
Toussaint, bénévole, Chomedey, Ville Laval, Québec,
à partir de :

Édouard Montpetit (1881-1954)

La conquête économique. Tome III : Perspectives

Une édition électronique réalisée à partir d'Édouard Montpetit, La conquête
économique. Tome III : Perspectives. Montréal : Bernard Valiquette, Éditeur,
1942, 295 pp.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001
pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 16 novembre 2004 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

[Avant-propos](#)

[Avertissement de l'auteur](#)

I. [Introduction au civisme](#)

II. [Le milieu](#)

[I.](#)

[II.](#)

III. [La pratique et la doctrine sociale catholique](#)

IV. [L'épiscopat américain et la question sociale](#)

V. [Le rôle social des universités](#)

VI. [La politique commerciale du Canada](#)

VII. [Les deux conventions franco-canadiennes](#)

VIII. [Les expositions à l'étranger](#)

IX. [Le Canada à l'exposition de Gand](#)

Édouard Montpetit (1881-1954)
Économiste, Université de Montréal.

La conquête économique

Tome III

Perspectives

Montréal : Bernard Valiquette, Éditeur, 1942, 295 pp.

[Retour à la table des matières](#)

Ouvrages du même auteur

[Retour à la table des matières](#)

Les survivances françaises au Canada. Paris, Plon-Nourrit, 1913 (épuisé).

Au service de la tradition française. Montréal, librairie d'action canadienne-française, 1919, (épuisé).

Pour une doctrine. Montréal, Éditions Albert Lévesque, 1931, (épuisé).

Sous le signe de l'or. Montréal, Éditions Albert Lévesque, 1932, (épuisé).

Les cordons de la bourse. Montréal, Éditions Albert Lévesque, 1935.

Le front contre la vitre. Montréal, Éditions Albert Lévesque, 1936, épuisé.

D'azur à trois lys d'or. Montréal, Éditions de l'A. C.-F., 1937.

Reflets d'Amérique. Montréal, Éditions Bernard Valiquette, 1941, (épuisé).

La conquête économique, I - Les Forces essentielles. Montréal, Éditions Bernard Valiquette, 1939, (épuisé).

La conquête économique, II – Étapes. Montréal. Éditions Bernard Valiquette. 1940, (épuisé).

En préparation chez le même éditeur

Dans les serres de l'aigle.

Avant-propos

[Retour à la table des matières](#)

Ce volume clôt le dossier sur lequel j'ai inscrit, il y a bien des années, ce titre ambitieux : La Conquête économique.

J'y ai réuni, à côté de textes nouveaux parus dans des revues, quelques chapitres tirés d'ouvrages épuisés.

Je me rends compte de l'imperfection de cette oeuvre conduite au milieu d'un enseignement multiple et des préoccupations d'une tâche quotidienne.

D'autres feront mieux.

Édouard Montpetit.

Avertissement de l'auteur

[Retour à la table des matières](#)

Je réunis, en trois volumes, à la suite d'une introduction inédite, l'ensemble des études d'un caractère économique ou social que j'ai publiées depuis 1910. J'ai repris les chapitres de *Pour une doctrine* et ceux du *Front contre la vitre* qui traitent de questions nationales : ces deux ouvrages sont épuisés et je me suis laissé convaincre qu'un certain public les demande.

Je me rends compte, en relisant ces textes, combien ils sont sommaires, courts comme les moments où je m'y suis livré au milieu d'une vie d'enseignement troublée par des besognes administratives. Tels qu'ils sont, ils expriment sinon une pensée au moins une préoccupation à laquelle d'autres, plus heureux, plus libres aussi, apporteront l'intensité que je n'ai pas su leur donner.

E. M.

La conquête économique : Tome III : Perspectives

I

Introduction au civisme

[Retour à la table des matières](#)

Je me rappelle un propos d'Émile Faguet, qui doit se trouver quelque part dans son *Rousseau* : « L'homme est né libre, et partout il est dans les fers, ce qui est aussi intelligent que de dire : le mouton est né carnivore, et pourtant il mange de l'herbe. » L'homme est né libre et il reste libre, d'esprit et de volonté ; s'il s'enchaîne, s'il s'impose une contrainte, c'est pour assurer la liberté de tous dans le respect de l'autorité et la poursuite du progrès. La société apparaît ainsi comme un mélange d'initiatives et d'acceptations dont le jeu permet à l'individu de s'épanouir sous la protection des lois.

Je voudrais montrer comment l'homme profite de la société et, du même coup, comment il doit, en retour des facilités qu'il reçoit de toute part, se courber sous le devoir civique et acquérir l'esprit de *civilité*, comme on disait dans la langue savoureuse du XVIII^e siècle.

Fidèle à la méthode d'observation, j'interroge dans la réalité quotidienne l'afflux du capital, la division du travail, la circulation des êtres et des produits, le rouage des administrations, toutes choses qui montrent ce que la

société offre à l'homme, ce que trouve de concours et d'appuis l'enfant qui vient au monde et qui, pour y avoir droit, n'a que la peine de naître.

* * *

Le capital est l'instrument dont l'homme se sert pour produire ou pour intensifier la production. Une usine, une machine, un véhicule, sont du capital comme les installations où le travail accomplit son destin. Des capitaux, qui appartiennent à des individus ou à des sociétés, sont privés ; d'autres sont publics : ils sont la propriété du peuple représenté par l'État.

S'est-on arrêté à concevoir la masse des capitaux accumulés par les hommes ? Si l'on veut faire une synthèse - partielle, infime - de ces forces productives, rien ne vaut une flânerie dans un port de mer comme Londres, Paris, Hambourg, Anvers, New-York ou, simplement, Montréal. On choisira à son gré un poste d'observation : le pont Jacques Cartier, l'avant d'un bateau glissant vers Québec, ou le « Pied du Courant ».

Les navires, les *océaniques*, comme on les appelle, silencieux et amarrés à la file, attendent qu'on les vide ou qu'on les emplisse, monstres nourris au biberon. Venus de partout, leurs couleurs évoquent des pays lointains, dont on rêve. Ils dorment au bord des quais qui les gardent et où l'homme a emprisonné une force insoupçonnée qui retient et assagit les eaux. Les hangars et les entrepôts regorgent des produits les plus hétéroclites. Les appareils de manutention aux bras tendus et rigides, hébétés lorsqu'ils sont au repos, brutes dangereuses sitôt qu'ils se meuvent, doublent de leurs élancements brefs et trapus la fine silhouette des mâts.

Aux quais s'amorcent les voies de chemin de fer, les boulevards, les routes infinies. Les « réseaux », dit la langue de l'ingénieur, encerclent et divisent la terre ; ils la pénètrent aussi. Que de travaux minutieux et puissants représentent l'installation des chemins de fer à travers un continent et leur rayonnement autour des points plus peuplés. Une carte *routière* semble une toile d'araignée ; elle en offre la régularité, surtout ces cartes où les voies de communication apparaissent seule sur le fond muet. La route, quelle patience aussi ! Et quelles dépenses pour la tracer, l'aplanir, la solidifier, depuis la plus humble - le petit chemin, encore plaisant aux cœurs tendres, aux flâneries curieuses - jusqu'à l'autostrade régulière et profonde, dont on aperçoit les dures assises quand, pour les refaire ou les réparer, on ouvre au soleil leurs reflets métalliques.

Et voici la suite des installations rattachées aux voies de transport, qui les unissent ou les lient : les ponts, les tunnels, les viaducs. Ils multiplient, à la sortie des villes, leurs courbes inquiétantes.

Ce spectacle, que l'on possède dans son ensemble quand on embrasse du regard un port de mer, j'allais dire, quand on écoute seulement le bruit d'un port de mer, sa rumeur sourde que déchire le crissement des aciers, on le

retrouve si l'on contemple l'amas des immeubles groupés dans l'enceinte imprécise et mouvante de la ville, que le port nourrit et qui, à son tour, alimente le port. La couverture d'une édition populaire du livre d'André Maurois, *En Amérique*, détache, derrière la lourde et inexpressive statue de la Liberté, un profil à la sépia de la Cité moderne, faite de *sky scrapers* juxtaposés. Vision étrange, parce qu'elle est inachevée, mais puissante évocation d'audace et d'habileté. Montréal, vu de la montagne, s'affaisse sous les arbres. Des clochers et quelques gratte-ciel dispersés qui semblent des piliers d'attente émergent de la masse des toits. Tous ces immeubles pressés dans les villes sont des richesses ou des biens dont on hésite à dire s'ils sont du capital : les uns, sans aucun doute, qui - usines ou bâtiments - abritent le formidable ensemble des machines et des outils ; les autres, à un moindre titre, s'ils accueillent l'homme au repos.

À ce capital matériel, sensible sitôt qu'on l'observe et qu'on le dénombre, qui est l'instrument de la production puisqu'il multiplie l'effort humain, s'ajoute le capital intellectuel, que l'on n'a pas toujours reconnu et qui est pourtant d'une importance extrême. On ne l'a pas toujours reconnu parce qu'on n'a pas osé le distinguer, feignant de le confondre avec le travail intellectuel plutôt que de le dégager comme un admirable et nécessaire instrument de production. Il est constitué par la connaissance, par les disciplines et les enseignements qui se cristallisent dans le temps autour d'un métier ou d'une profession. On le trouve dans les livres des bibliothèques ou dans les traditions de l'atelier. Travail accumulé en vue d'une production ultérieure, cette définition classique du capital lui va comme un gant.

La nation - et c'est le point qui m'intéresse -, le monde entier plutôt ou les sociétés, accumulent ces réserves de forces intellectuelles, ces sources d'inspiration. Rappelons-nous les débuts de la colonie française en Amérique, l'installation de l'école la poursuite ou la reprise des tâches, l'épanouissement sur une terre neuve d'une civilisation ancienne. Comme le fil, par moment, était ténu ! Mais il ne s'est pas rompu. Nous évoquons avec émotion - que de fois ne l'ai-je pas fait devant des auditoires français - la grammaire des Ursulines attachée à un lutrin comme une relique dont on tournait les pages avec respect par crainte de l'user trop vite et de perdre ce signe unique, ce pauvre capital de lumière et de fidélité. Aujourd'hui, les choses ont changé mais non leur raison profonde. Nous avons reconstitué nos richesses, nous les avons défendues, multipliées. Et voilà que la guerre les menace et que nous nous inquiétons de nouveau.

Tout proche du capital intellectuel, souvent confondu avec lui, la société offre son capital d'art, l'œuvre des hommes et des siècles : littérature, musique, beaux-arts. Quelle richesse ! Et la seule qui demeure comme un signe de puissance une fois que les hommes, même les plus extraordinaires, ont passé. Par quoi témoignent l'Égypte, Rome ou la Grèce ? Et les pays modernes, de quel passé vivant se réclament-ils ? Leur commerce, si intense qu'il soit, suffit-il à leur grandeur, et que seraient les empires sans la pensée ou l'image ? De quelles précautions n'entoure-t-on pas les richesses d'art qui font la gloire

et le souci des pays qui les possèdent ; voyez comment elles voyagent s'il leur arrive de quitter leur palais : le monde est alerté, la police est sur pied, les transports sont attentifs, les assurances veillent. L'une d'elles se perd-elle, la presse universelle s'inquiète. Pendant la guerre, les oeuvres d'art sont traitées comme des humains ; on les entoure, on les déplace vers des abris. C'est quelles sont uniques et qu'elles forment un trésor d'autant plus précieux qu'il est irremplaçable. Supprimez, dit quelque part Ferdinand Brunetière, le capital spirituel de la France, ses poètes, ses écrivains, ses philosophes, ses romanciers, ses peintres et ses sculpteurs, ses musiciens, et voyez ce qui reste ! Et nous-mêmes, par quoi vivons-nous dans l'esprit et sous le regard des hommes ? - Par quelques vieilles maisons, quelques monuments (ceux qui nous ressemblent), l'expression d'une poignée d'écrivains qui ont réussi à nous donner une histoire et à nous garder un idéal.

Ce n'est pas tout. La société fonde ou dissémine d'autres oeuvres à l'usage des hommes. La religion et la charité, l'Église et aussi l'État, répandent l'assistance qui, réfugiée dans des institutions, s'emploie au service de la communauté. S'arrête-t-on à supputer ce capital de secours ménagé à ceux qui souffrent ou que la vie repousse ?

Installations matérielles, organismes collectifs de la fonction économique, foyers de pensée ou d'art, maisons de Dieu ou de la douleur, tout cela est à la portée du plus petit enfant aussi bien que du vieillard dépourvu, de l'homme tout simplement, qui n'accomplirait pas un millionnième de sa tâche, qui n'arriverait même pas à assurer son existence, sans ces appuis de chaque jour.

Première preuve, et diverse à la vérité, que l'homme a besoin de la société. Il en est d'autres.

* * *

La division du travail est de temps immémorial, c'est un fait universel. Le principe en est partout.

L'individu doit partager la tâche humaine pour l'accomplir avec plus de rapidité ; même pour l'accomplir, simplement, parce que ses gestes sont successifs et non pas simultanés. Il n'y a qu'au cinéma, ce conte de fées moderne, que des maisons s'assemblent tout d'un coup sous nos yeux émerveillés. Encore cet effet n'est-il obtenu que par la superposition d'images distinctes, minutieusement décomposées.

L'organisme humain est un exemple parfait de la division du travail. La diversité des organes et des fonctions est nettement établie. L'homme a deux yeux sous un seul front ; deux narines et une bouche unique ; deux bras, deux jambes, deux reins et plusieurs doigts ; mais un cœur, un cerveau et un estomac. Il a des organes de commande, uniques d'ordinaire, et des organes d'exécution. Sous la volonté, parfois sans elle, par le jeu d'obscurs réflexes ou sous une action précise et ordonnée, une fonction s'exerce en harmonie avec

les autres. Un acte apparent résulte du déclenchement d'actes menus, insoupçonnés, concordants. Quel admirable appareil où chaque pièce agit comme elle doit agir, sous la poussée de l'être, où tout s'accomplit à part dans un ensemble magnifique.

Dès l'antiquité, surtout dans l'antiquité, la famille répartit les tâches entre ses membres. L'économie grecque, la première qui ait revêtu une forme théorique, du moins à ce que nous savons, est fondée sur la famille. Le mot économie lui-même vient de *oikos* et de *nomos* qui signifient maison et règle. On entend bien que l'économie dépasse la maison, qu'elle s'étend à la nation, mais ses principes trouvent à s'appliquer au domicile, dans le travail que chaque unité du groupe accomplit et d'où naît un rudiment d'échange et de commerce.

Le métier et même la profession apparaissent et se précisent aussitôt en se multipliant. Un homme prend l'habitude de faire un travail pour un autre, puis pour beaucoup d'autres. Il se charge de procurer à ses semblables soit le feu, le métal, le blé, le pain, du bois. Les philosophes grecs reconnaissent autour d'eux ces professions et ces métiers ; ils font des distinctions qui nous étonnent ou nous amusent entre les rhéteurs, ou les hommes de guerre, ou les politiques, à qui ils donnent tous les honneurs et tous les droits à l'oisiveté, et les artisans qu'ils affectent de mépriser, même s'ils les estiment nécessaires, et qu'ils rapprochent du troupeau des esclaves qui ont en partage le gros oeuvre de cette humanité orgueilleuse. La division des tâches est déjà chose certaine, et Platon l'a définie dans un texte fameux dont je retiens la conclusion : « D'où il suit qu'il se fait plus de choses, qu'elles se font mieux et plus aisément, lorsque chacun fait celle pour laquelle il est propre, en temps utile, et qu'il est dégagé de tout autre soin. »

Au moyen âge s'épanouit la floraison des métiers, pliés aux minutieuses disciplines manuelles. La division du travail entre les artisans est de plus en plus poussée, au point d'enfanter d'interminables procès de monopole et de réglementation ; mais ce qui reste aujourd'hui de cette période où la production obéit à la perfection des techniques manifeste chez le maître et le compagnon, avec le goût de l'ouvrage bien fait, une remarquable souplesse d'exécution.

Nous avons connu, lorsque nous nous sommes établis sur la terre d'Amérique, l'économie familiale et l'économie manuelle, et nous nous y livrons encore en certains milieux. Ramenée sur elle-même, la famille, aux débuts de la colonie, s'est prêtée à toutes les tâches. Elle les répartissait : le père, la mère, les enfants, les domestiques, parfois un oncle ou une tante, ou encore un fils adoptif prenaient leur lot de besogne. Et il en est toujours ainsi. Il fut un temps où la production et les travaux ne dépassaient pas la maison. Puis les métiers, ici comme ailleurs, se détachèrent. Nous eûmes même, sinon des corporations, au moins des confréries. L'artisan, maladroit peut-être mais épris d'art et rattaché à une tradition, nous a dotés d'œuvres où l'on retrouve la marque d'une civilisation.

Qui donc a dit - est-ce Aristote - ? « L'esclavage disparaîtra quand la navette courra toute seule sur le métier » ; ce qui équivalait, dans l'esprit du philosophe, au « quand les poules auront des dents » de la gouaillerie populaire. Un jour vint pourtant où la navette se mit à courir toute seule, où l'artisan quitta l'atelier et la manufacture pour l'usine dans laquelle le travail, cessant d'être disséminé, s'unit pour se diviser en mille gestes.

Si, dans l'atelier du moyen âge, l'artisan produisait un chef-d'œuvre qui était une pièce unique - et qui l'est resté - avec l'apparition des machines l'admirable technique manuelle disparaît pour faire place à l'habileté purement mécanique, réduite à la répétition de gestes, dont quelques-uns sont de pure surveillance. La machine accomplit le gros oeuvre de l'humanité et, avec elle, la division du travail a trouvé refuge dans l'usine.

Les spécialistes observent ce phénomène nouveau d'où jaillit l'économie moderne, installée partout, aussi bien au Canada qu'aux États-Unis, et dans le monde entier. Adam Smith, en son temps - il écrivait au moment où le machinisme allait transformer la terre -, prend comme exemple la fabrication des épingles ; Jean-Baptiste Say, quelque vingt ans après, la fabrication des cartes à jouer ; mon professeur d'économie politique, Alfred de Foville, ancien directeur de la Monnaie de Paris, la fabrication des pièces métalliques destinées aux échanges. Victor Cambon, dans *Notre Avenir*, décrit la fabrication d'une automobile Ford, et comment, en une série d'opérations, on livre à la circulation, grâce à l'organisation du travail, une voiture par minute, et davantage. Mais c'est chaque industrie, au moins chaque grande industrie qu'il faudrait citer. Toute la production contemporaine est caractérisée par la division du travail et la fabrication en série de types standardisés, normalisés, et de pièces interchangeables. Du point de vue économique, c'est un avantage immense : l'industriel épargne du capital et du temps et profite des opérations conduites ensemble par des préposés qui n'ont plus guère que des machines à surveiller, et quelles machines ! Souples, articulées, presque humaines. L'homme, malheureusement, est réduit à un rôle secondaire, rivé à la même tâche, dépourvu d'un métier, au moins d'un métier complet.

Est-ce à dire que les métiers soient à ce point absorbés, enrégimentés dans l'usine moderne, que l'on n'en rencontre plus ? Ils se multiplient quand même, ou ils s'adaptent en se renouvelant. Si la statistique officielle ne compte que quarante-quatre « occupations » pour les hommes et trente-quatre pour les femmes, elle entend bien que ces chiffres indiquent des classements par catégories. La réalité est beaucoup plus morcelée. C'est un phénomène curieux que la persistance, et même le renouveau des métiers au sein d'une économie vouée à la grande production, proie des trusts et des cartels. N'avait-on pas prédit la mort du métier et le triomphe de la concentration ? Il n'en est rien ou, du moins, la prophétie a été loin de se réaliser. D'anciens métiers subsistent, d'autres surgissent. La physionomie de nos villages en est transformée, quand ce ne serait que par le garage qui a supplanté la forge joyeuse.

La division du travail, ou la répartition des tâches, s'applique donc partout où l'activité de l'homme se manifeste, et sous quelque forme qu'elle se manifeste. « À chacun son métier » est un proverbe humain. La société est une ruche immense et bourdonnante où chacun est au service des autres et, en définitive, tous au service de chacun. N'est-ce pas une raison pour le citoyen de s'intéresser à la société, de la connaître mieux dans ses rouages, de la servir ?

On frémit à la pensée d'un arrêt brusque de ces forces au travail. Je me rappelle les menaces de grève générale, à Paris, et l'effroi où elles plongeaient la population, même si ces menaces devaient n'être exécutées qu'en partie, si les syndiqués décidaient simplement de suspendre les services d'éclairage ou de réduire les sources d'approvisionnement. Ce refus de poursuivre la tâche, Sully Prud'homme l'a imaginé. *Un Songe* exalte l'effort commun de l'humanité, chante l'allégresse du travail et l'universelle entraide. On aperçoit, comme d'une fenêtre ensoleillée, les gestes essentiels et le réconfort de l'œuvre commune :

Le laboureur m'a dit en songe : Fais ton pain.
Je ne te nourris plus, gratte la terre, et sème.
Le tisserand m'a dit : Fais tes habits toi-même.
Et le maçon m'a dit : Prends la truelle en main.

Et seul, abandonné de tout le genre humain,
Dont je traînais partout l'implacable anathème,
Quand j'implorais du Ciel une pitié suprême,
Je trouvais des lions debout sur mon chemin.

J'ouvris les yeux, doutant si l'aube était réelle...
De hardis compagnons sifflaient sur leur échelle,
Les métiers bourdonnaient, les champs étaient semés.

Je connus mon bonheur et qu'au monde où nous sommes
Nul ne peut se vanter de se passer des hommes,
Et depuis ce jour-là je les ai tous aimés.

* * *

Liée à la division du travail, la circulation des personnes, de la pensée et des choses assure la distribution des produits de l'ingéniosité humaine. Sans elle, la ruche bourdonnerait en vain, les marchandises s'accumuleraient sur place. Le commerce et les transports reprennent les millions d'objets imaginés par les hommes pour la satisfaction de leurs besoins, et les répandent sur le monde.

C'est le triomphe de l'organisation spontanée. On raconte qu'un Italien, effrayé par un tremblement de terre, s'était réfugié dans une caverne, croyant la fin des siècles arrivée. Quand il en sortit, il s'étonna que l'activité de ses

concitoyens se fût poursuivie comme si rien ne s'était produit : *Il mundo va da se*, s'écria-t-il émerveillé. Eh oui ! Le monde va tout seul, comme l'univers d'ailleurs, au gré de Dieu. Voltaire, on s'en souvient, s'étonnait de l'universelle régularité des forces :

L'univers m'embarrasse, et je ne puis songer
Que cette horloge existe et n'ait point d'horloger.

La vie commerciale n'a point d'horloger, et pourtant « elle tourne », elle s'adapte ; pas un de ses rouages ne manque sauf si une crise en détraque les ressorts pour un temps, le temps d'une réparation.

Deux phénomènes révèlent comment l'ensemble de l'organisme économique est assoupli au service de l'homme. L'un est statique, mais singulièrement dynamique dans ses conséquences, c'est la répartition géographique des richesses naturelles, des « ressources » ou des « possibilités », comme disent les Anglais ; l'autre est propulsif : c'est dans les limites des pays ou dans le cadre mondial et *compartimenté* du globe terrestre, le jeu attentif et constant des échanges.

« L'échange, écrit Charles Gide, qu'il soit national ou international, n'est qu'une forme de la coopération et de la division du travail. » Chaque pays a ses richesses ; chaque peuple, son secret. *Tel* produit le blé, tel autre le riz ou le maïs ; celui-ci, des minéraux, celui-là, des produits coloniaux que l'on appelle ailleurs « exotiques ». Le sol et le climat varient les productions et les marchés, et déterminent le commerce. On sait que les libre-échangistes fondent sur cette diversité le principe même de leur théorie, qu'ils en tirent un argument plein de logique et de force. Et quoi, disent-ils, l'homme dresse des murailles contre la nature. Mais voyez comment les choses se passent à l'intérieur des frontières où des régions se spécialisent librement. L'est et l'ouest du Canada, par exemple, possèdent du charbon quand le centre en est dépourvu ; tout le pays se partage la forêt, mais non la puissance hydraulique. Le blé règne sur la Prairie, les minéraux regorgent au Plateau laurentien. Tout cela engendre le mouvement d'un centre vers un autre, et d'un point parfois éloigné vers l'individu.

Les transports y veillent. Sans eux, la vie ne circulerait pas. Sur mer, sur terre, dans les airs, les lourds produits et la pensée légère, les hommes et les choses s'élancent. Des routes se créent là où elles semblaient hier impossibles, les mers se rétrécissent, l'atmosphère prête ses étendues à l'aviateur. Le globe n'est plus le même. L'homme l'a maté, vaincu ; il le domine de sa puissance et de son audace. Tout circule, tout bourdonne autour de l'individu qui participe, sans bouger, à l'universel enfantement.

Et c'est précisément - on l'a fait souvent observer - quand le monde transformé offre tant de facilités, quand la société organisée se prête à tant de

services, que l'on voit surgir les barrières douanières qui brisent ou restreignent l'harmonie qui allait s'établir. Je sais qu'il en est de bonnes raisons et que le nationalisme protectionniste ne manque pas de les faire valoir ; mais la contradiction fondamentale n'en demeure pas moins. Je ne me retiens pas de citer à ce propos un passage, d'ailleurs célèbre, du discours que Fox prononçait aux Communes anglaises en faveur du libre-échange. On y trouve, avec l'humour britannique, une série d'arguments en faveur de la liberté des échanges qui ont le mérite, au point de vue où je me place, de révéler du même coup les avantages sociaux de la division géographique de la production :

« Mais qu'est-il donc cet avocat de l'indépendance nationale, cet ennemi de toute dépendance étrangère ? Examinons sa vie. Voilà un cuisinier français qui prépare le dîner pour le maître, et un valet suisse qui apprête le maître pour le dîner. Milady, qui accepte sa main, est toute resplendissante de perles qu'on ne trouve jamais dans les huîtres britanniques, et la plume qui flotte sur sa tête ne fut jamais la queue d'un dindon anglais. Les viandes de sa table viennent de la Belgique ; ses vins, du Rhin et du Rhône. Il repose sa vue sur des fleurs venues de l'Amérique du Sud, et il gratifie son odorat de la fumée d'une feuille apportée de l'Amérique du Nord. Son cheval favori est d'origine arabe, son chien de la race du Saint-Bernard. Sa galerie est riche de tableaux flamands et de statues grecques. Veut-il se distraire, il va entendre des chanteurs italiens vociférant de la musique allemande, le tout suivi d'un ballet français. S'élève-t-il aux honneurs judiciaires, l'hermine qui décore ses épaules n'avait jamais figuré, jusque-là, sur le dos d'une bête britannique. Son esprit même est une bigarrure de contributions exotiques ; sa philosophie et sa poésie viennent de la Grèce et de Rome, sa géométrie, d'Alexandrie, son arithmétique d'Arabie et sa religion de Palestine. Dès son berceau, il presse ses dents naissantes sur le corail de l'Océan indien, et lorsqu'il mourra, le marbre de Carrare surmontera sa tombe. »

L'échange, ou le commerce, déploie un mécanisme précis dont on n'aperçoit guère les ressorts mais qui fonctionne avec une extraordinaire régularité. Revenons vers le tout petit enfant, qui ne peut pas se vêtir, ni trouver sa nourriture. Toute la société s'emploie à le secourir, travaille et agit pour lui. Tous les métiers veillent sur sa vie, sur son bien-être, sur son intelligence et sa santé, sans s'être consultés d'ailleurs, appliquant l'invisible loi qui règle les besoins de chacun. Ils se déplacent tous vers lui qui ne peut pas bouger et il reçoit l'eau, le lait et les produits que la médecine lui suggère et que l'industrie lui fournit, qu'elle a préparés pour lui.

L'homme fait lui-même, celui qui produit, qui gagne et bouge, qui vaque à ses occupations, n'a pas, au cours de sa tâche quotidienne, à se préoccuper s'il sera logé, vêtu ou nourri. D'autres y pourvoient, construisent des maisons, confectionnent des vêtements, préparent des aliments et mettent toutes ces choses à portée de sa main. Et ces autres, qui constituent l'ensemble de la société, sont à l'affût des désirs humains, les excitent, les prévoient, les satisfont. Les boutiques débordent de produits ; les rues sont sillonnées de

fournisseurs ; les chemins de fer et les routes, de trains ou de voitures qui s'engouffrent dans la grande ville qu'il faut gorger.

Mille traits de la vie économique manifestent cette union du commerce et des transports. Il suffit d'observer autour de soi comment les produits sont, par leur déplacement, rendus utilisables. Voici une humble industrie, la culture maraîchère, qui fait la fortune des cultivateurs installés aux portes des grandes villes. Dès le soir, ils s'engagent sur la route, leurs voitures emplies à déborder, et se dirigent silencieusement vers les marchés urbains. Que j'en ai vu passer dans la nuit, au Canada et en France. À Paris, où ils vont vers les Halles, ils arrivent à la queue leu leu, dans des charrettes où les légumes, savamment cordés, forment un cortège impressionnant aux couleurs vives.

Le marché alimente à son tour les marchands de fruits ou de primeurs qui, chaque jour aussi, se dispersent dans la ville après avoir fait leur provision. Je les rencontre, chaque matin. Et je retrouve ces produits disposés un peu partout dans des magasins où les acheteurs viennent faire leur choix, à moins que le téléphone et la livraison à domicile ne les dispensent de cette peine.

Ces mouvements se voient ; on les constate facilement. Combien d'autres demeurent obscurs mais se produisent puisqu'ils pourvoient d'articles ou de produits les milliers de boutiques, de bazars, de grands magasins qui fournissent les centres importants ou les coins les plus reculés. La reconstitution des stocks a quelque chose de mystérieux : le négoce semble puiser à d'inépuisables sources, lointaines, ignorées du public qui se borne à soupçonner leur existence, si même il s'arrête à y songer.

Des entreprises ont imaginé des centres mobiles d'approvisionnement où les « usagers » se procurent mille articles, selon leur fantaisie. Je pense aux transatlantiques, véritables villes flottantes ; aux gares, sortes de capharnaüms ; ou aux « Pullmans » qui sont bien une des choses les plus extraordinaires qui soient et, de surcroît, des modèles d'organisation et de comptabilité. André Maurois en révèle quelques aspects dans une lettre qu'il adresse d'Amérique à une Française pour l'engager à venir voir la troublante aventure et l'amusant et jeune spectacle du nouveau-monde. Je la transcris, cette lettre, parce qu'elle me paraît jeter de la lumière, et aussi de la joie, sur notre manière d'envisager la vie !

« Venez. Dans le train, un petit garçon qui murmure : Western Union viendra, bloc et crayon en main, vous offrir d'envoyer un télégramme. Un autre passe, portant une corbeille toute remplie de livres et de revues. Un troisième offre du chocolat et des paquets de pommes de terre frites. Le journal de mon voisin porte, en lettres majuscules : Panthéon refusé aux cendres de Voltaire. Les nouvelles de France, ici, prennent un air américain. Venez les locomotives ont des cloches au cou comme les vaches suisses et les porteurs nègres des lunettes d'écaille comme des jeunes femmes françaises.

« Venez la vallée que suit le train s'appelle la Naugaqua. Elle ressemble à celle de Saint-Moritz et serpente parmi les rochers. De chaque gare en bois, on s'attend à voir sortir Charlot en clergyman. Près de la voie, des centaines de voitures sont rangées en demi-cercle. Venez. L'Amérique est un vaste désert que coupent des oasis de Fords.

« Venez, prête à croire à la vie, et même peut-être aux hommes. Venez essayer, pendant quelques mois, d'être plus jeune de quelques siècles ».

Et cette « lettre écrite en chemin de fer » s'achève sur un tableau de tout ce qu'offre une grande ville d'Amérique :

« Venez. Rien ne donne plus le goût de vivre qu'un matin dans la Cinquième Avenue.

« Venez. L'air est enfantin, les promeneurs marchent vite. La foule, esclave des feux rouges et verts, avance par vagues, comme la mer. Les églises ont l'air d'enfants que les maisons tiennent par la main.

« Venez. Dans Harlem, vous verrez une ville noire. Les passants sont noirs. Noirs, les marchands sur le seuil des boutiques. Noir, le marchand de billets à la porte de ce cinéma. Noire, l'ouvreuse qui vous y fait entrer, et noirs tous les spectateurs dont le rire inquiétant sonne un peu plus fort que celui d'une foule blanche.

« Venez. Vous aurez, le matin, votre grape-fruit glacé, votre bouillie d'avoine et votre café. Je commanderai pour vous, dans les restaurants, tous les mets que nous ignorons. Nous boirons du bouillon de clams ; nous mangerons du poisson bleu et de la succotash indienne. Puis, on nous donnera de la laitue, dans chaque feuille de laquelle sera roulé un petit morceau de roquefort, et de la tarte aux pommes avec du chester. Venez. Le soir, en sortant du théâtre, nous irons chez Child's manger des crêpes arrosées de sirop d'érable. »

* * *

La vie économique va toute seule, obéissant à l'harmonie que suscitent finalement les désirs et les intérêts ; mais la vie administrative d'une société doit être réglée avec précision par l'autorité.

Chargé, il y a quelques années, de représenter le Canada à la Société des Nations, je fus convoqué à Ottawa pour y rencontrer le premier ministre et recevoir de lui les conseils d'usage. La conversation dévia tout naturellement vers notre pays et vers la complexité des problèmes qui s'y posent à chaque pas et dans chaque région. Problèmes d'organisation surtout, de mise en marche, de construction et d'installation. Il faut bâtir un pays neuf, le diviser et le relier tout à la fois, le doter d'institutions politiques ou sociales aussi bien que de capitaux, d'entreprises et de services. À mesure que le premier ministre

énumérait ces initiatives et les travaux qu'elles entraînent, j'apercevais l'ampleur de notre tâche au détail infini.

Elle est double, cette tâche : décentraliser d'abord, organiser les provinces, les municipalités civiles, scolaires et, dans nos régions, paroissiales ; relier ensuite tous ces centres anciens et nouveaux et les pourvoir des travaux publics, des immeubles, des bureaux et des services nécessaires.

Voici, par exemple, les services d'une grande ville : secrétariat, travaux publics, finances, police, incendies, législation, santé, estimation foncière, vérification. Ou ceux d'une province, la nôtre : justice, travaux publics, voirie, forêts, pêcheries, mines, colonisation, travail, hygiène, enseignement, archives. Ou ceux, plus étendus, du pouvoir central : justice, finances, richesses naturelles, travail, commerce, armée, travaux publics, chemins de fer, transports maritimes, relations extérieures, secrétariat. J'indique, sans les préciser, ces initiatives gouvernementales confiées d'habitude à des ministères.

On observe un premier phénomène qui est la décentralisation des services publics. Quelques-uns, les plus importants, au moins en ce qu'ils intéressent l'ensemble du pays, relèvent de l'État fédéral, les autres se désagrègent en quelque sorte pour se distribuer entre les provinces ou les municipalités. Est-ce un bien, est-ce un mal ? Ne vaudrait-il pas mieux centraliser tous les services, n'avoir qu'un gouvernement, puissant et omniprésent, obéi partout, tentaculaire ? Il ne manque pas de gens pour le prétendre, nous en savons quelque chose aujourd'hui que le rapport de la Commission Rowell-Sirois nous a révélé certaines ambitions unificatrices et conformistes. Quel que soit l'avenir, il reste - et je pense qu'il en sera ainsi longtemps encore - que des fonctions s'adaptent beaucoup mieux à un territoire restreint, et qu'il est tout indiqué de les y maintenir.

Émile Faguet fait, à ce propos, d'intéressantes distinctions dans ses *Questions politiques*. Le chapitre intitulé « Décentralisateurs et Fédéralistes » commence par une phrase qui est bien dans la manière de l'auteur et qui tranche le problème : « Je suis ce mulâtre qui n'aimait pas qu'on poussât la conviction jusqu'à être nègre ». C'est donc une question de nuances. Il voit trois décentralisations : la première, la décentralisation politique, lui paraît impossible ; la seconde, la décentralisation administrative, « difficile et périlleuse quoique désirable » ; la troisième, la décentralisation intellectuelle, « aisée et désirable ». Citoyen d'un pays fédéralisé et d'une province qui a des raisons profondes de garder son caractère français, je ne partage pas l'avis d'Émile Faguet, sauf en ce qui touche la décentralisation intellectuelle. J'irais même plus loin, et je réclamerais - d'accord cette fois avec mon maître Charles Brun - un « régionalisme économique et social ».

Mais tout cela est, somme toute, un hors-d'œuvre s'il ne s'agit pas, pour le moment, de porter un jugement sur la décentralisation mais bien de constater qu'elle existe, même dans des états unitaires comme la France, l'Angleterre, l'Italie, l'Allemagne, même la Belgique, où une vie locale, provinciale et

communale, persiste dans des cadres assez vifs pour qu'on les distingue. À plus forte raison dans une confédération d'états comme la Suisse, ou dans des états fédéralisés comme les États-Unis ou le Canada.

Si la décentralisation est un fait, il faut l'organiser, la munir des services essentiels à son existence même et à son fonctionnement. Et c'est le point sur lequel je désire insister : aux services fédéraux s'ajoutent des services provinciaux, municipaux, scolaires, paroissiaux, soit une multitude d'organismes, plus ou moins considérables, plus ou moins rattachés, fatalement nombreux sinon encombrants et coûteux.

Or, tous ces services ont - nécessairement aussi - pignon sur rue. Il vous est sûrement arrivé de consulter l'annuaire du téléphone, un jour que vous attendiez patiemment un appel ou que, nouveau venu dans une ville, vous désiriez vous faire une idée de son activité, de son commerce ou de ses distractions ? Rappelez-vous les listes imposantes des bureaux, sous-bureaux, divisions ou succursales des différents « gouvernements ». Quelques-uns de ces immeubles accueillent le public, sont mis à sa disposition : palais de justice, bureaux d'enregistrement, bibliothèques, musées ; d'autres sont réservés aux services de l'État et le public n'y pénètre qu'en passant : palais législatifs, hôtels municipaux ; d'autres encore accueillent le public un assez long temps, telles les écoles de différents types.

Retenons surtout l'existence de ces monuments plus ou moins luxueux et le rôle qu'ils remplissent auprès de l'individu et de la société. Ils sont une parcelle de l'état, de la province ou de la commune ; ils en portent la marque : en France, dans toutes les municipalités, apparaît en bonne place un buste de la République ; dans nos immeubles publics, des armoiries, comme un sceau de la puissance collective, indiquent dès la porte l'autorité qui les possède. Et il s'agit bien d'une possession collective puisque, à tout moment, le citoyen peut être amené à pénétrer dans ces immeubles pour s'y inscrire ou y exercer un droit, ou pour y remplir quelque devoir imposé par la loi. Il peut aussi bien n'en rien faire : combien n'ont jamais fréquenté le palais de justice, ou le bureau de perception des impôts, ou même les hôtels des gouvernements sinon des municipalités ? Cela n'y change rien : ces édifices sont à la disposition du public et un jour vient, inattendu souvent, où l'individu. s'y engage, fût-ce contre son gré !

* * *

Nous voici à la fin de cette introduction au civisme, illustrée par la réalité quotidienne, fondée sur la vie plutôt que sur les manuels ou les traités.

La leçon qui s'en dégage est que, si le citoyen retire tant d'avantages de la société, il doit à la société son adhésion et son dévouement, sinon le sacrifice de ses intérêts immédiats. Car le sacrifice joue un grand rôle dans la société, s'il est au fond de toute éducation bien comprise. Il faut donc enseigner à l'homme « l'esprit de civilité » et l'y plier dès l'école.

On dit de nous que nous sommes, d'instinct ou par héritage, des individualistes, préoccupés de leurs intérêts propres plus que de l'intérêt commun.

C'est la vérité, heureuse et dangereuse à la fois.

Je ne blâmerais pas que nous fussions des individualistes, comme le sont les Anglais qui ont le culte de l'énergie individuelle ; mais je lamente, comme on disait autrefois, notre manque de sens social et d'esprit public, au moins sur certains points qui sont importants pour tous.

Nous avons du goût pour la politique, m'objectera-t-on ; il n'est pas de période plus enfiévrée que celle où s'agite une campagne électorale. Nous courons les réunions dont nous goûtons parfois jusqu'aux excès ; nous ouvrons la radio aux querelles des candidats. En dehors de ces moments surexcités, nous suivons les discussions des chambres avec une satisfaction curieuse ; et nous gardons une singulière admiration aux représentants que nous nous sommes donnés.

Mon Dieu ! je ne nie pas que ces mouvements manifestent tout de même un certain sentiment de la chose publique ; mais combien court, le plus souvent, et borné à des faits d'un jour ou à des luttes dont dépend surtout le sort d'un parti. Bref, nous sommes des *électoraux*, si j'ose dire, et non pas des *politiques*.

Quand il s'agit d'une poussée d'opinion, d'un appui à donner à une oeuvre, à une initiative sociale, voire de la simple surveillance de nos chances nationales, de la sauvegarde de nos vraies traditions, je veux dire de nos traditions vivantes et non pas encastrées dans le passé comme dans du béton armé, ou encore quand il s'agit d'idées, tout uniment ; - nous n'y sommes plus. Quelques gens agitent le grelot dans l'impressionnant silence de l'apathie générale, quand ce n'est pas au milieu d'une hostilité qui met à se manifester une rare ingéniosité.

Est-il possible de corriger une aussi déplorable situation ou, en d'autres termes, de former des citoyens conscients de leur rôle, mieux au courant de leurs devoirs, plus ardents pour le bien de tous.

Cela revient à se demander, puisque tout part de l'école, si l'on peut enseigner la civilité ou, comme on dit aujourd'hui, le civisme.

Il y a deux méthodes. La première tend à utiliser l'enseignement pour inculquer le devoir social, en nourrir la volonté, en éclairer l'esprit.

Brunetière disait : « En vain changerez-vous les *lois*, si vous n'avez pas changé les cœurs vous n'avez rien fait. » Combien il avait raison ! Les lois, dans le domaine moral, risquent de demeurer lettre morte : les principes qu'elles posent, les attitudes qu'elles commandent, les devoirs qu'elles dictent,

ne seront acceptés vraiment que si volontés sont entraînées et les intelligences préparées. Ainsi de l'enseignement qui demeure livresque, s'adresse à la mémoire et néglige le caractère et les sources d'action au lieu d'être dirigé vers la patrie, son passé, son avenir, sa constitution, ses forces vives.

C'est la thèse que j'ai tenté de soutenir devant le congrès des universités de l'empire, en 1921. On m'avait confié le sujet suivant : « Les universités et l'enseignement des sciences politiques et du civisme ». Je plaidai la valeur sociale de la formation générale donnée dans nos collèges classiques. Je ne dis pas, remarquez-le bien, que la fonction sociale soit assurée par la seule culture générale, et nécessairement ; je dis qu'on peut l'en faire naître si on le veut. Si je viens de mentionner les collèges classiques, c'est que, dans cette occasion, c'est d'eux que je devais m'occuper ; mais ces principes pédagogiques trouvent aussi bien leur application dans l'enseignement primaire et même dans l'enseignement universitaire.

Tout peut servir à aviver l'esprit civique, le sens social, pourvu qu'on s'y arrête : une version ou un thème bien choisi, une leçon d'histoire ou de géographie, une leçon de sciences naturelles, de physique ou de chimie, éveilleront la compréhension des intérêts nationaux.

Est-ce suffisant ? Cette méthode pédagogique est d'abord d'une application assez difficile, parce qu'elle exige une collaboration constante entre les professeurs d'une institution. De plus, je crois qu'elle doit être complétée par la méthode directe, par l'enseignement du civisme ou du droit public, ou par un cours sur les institutions du pays.

Une introduction d'ordre philosophique, mais fondée sur des exemples tirés de la réalité - et il en est des centaines - portera sur la société, sur sa composition et les raisons de lui apporter notre collaboration. Puis, des études sur le gouvernement central, le gouvernement des provinces, la municipalité, la commission scolaire, la paroisse et, enfin, la famille. Ce sont les « cercles concentriques » qui entourent l'individu, suivant le mot d'un auteur américain.

Et qu'est-ce, en définitive, sinon exposer le rouage de nos institutions ? Et surtout, pas de sécheresse, mais de la vie, du réel. Le monde est là, tout à côté : il s'agite autour de l'école. On n'a qu'à ouvrir la fenêtre pour en percevoir la palpitation, et c'est la vie qui est la meilleure leçon puisqu'elle est le souffle même de la nation, de la société, de la grande et de la petite, de la lointaine et de l'immédiate.

J'ai parcouru des manuels de civisme, tristes comme la mort, secs et comme vidés de toute substance. Ils me rappelaient les manuels d'histoire criblés de dates, de batailles et de combinaisons politiques, ou les traités de géographie qui alignent la série des fleuves, des montagnes, des lacs et des villes et l'interminable liste des produits locaux, comme on les appelle. Autant apprendre le nom des rues et des ruelles de Montréal.

Le civisme, c'est une autre affaire. C'est la raison profonde et actuelle de la civilité, c'est le déterminant de l'action sociale, la source de la volonté altruiste, le secret de l'humanité. Tout doit servir à le faire naître. Quelle leçon le professeur, s'il sait s'y prendre, ne tirera-t-il pas d'une phrase comme celle-ci : « En 1608, Champlain fonda Québec » ; ou de cette autre : « Le gouverneur général du Canada ouvrira les séances du parlement avec l'habituel cérémonial ». Et de combien d'autres : « La paroisse nous a gardés ; la famille est notre cellule sociale ; l'école est notre premier guide ; l'impôt est nécessaire ; nous vivons d'un capital intellectuel accumulé par les générations ». Que sais-je encore ?

Pour arriver à exprimer ce civisme, il faut du travail, de l'imagination, des connaissances précises. Il faut observer beaucoup : la vie nationale, la société, la famille, la paroisse, l'école, offrent leur champ. Il reste à se préparer pour les définir et les raconter de façon à en faire jaillir une leçon qui soit un élément d'action.

L'observation est toujours possible, me dit-on, mais les livres manquent. Ce n'est pas tout à fait vrai. Il existe des traités de civisme très suggestifs, et fort bien illustrés, qui permettent de recourir à l'image et de pousser jusqu'à l'art. Il est aussi des oeuvres précieuses, emplies d'une vive lumière : celles de Léon Gérin, de Raoul Blanchard, d'Émile Miller, d'Edmond de Nevers, d'Errol Bouchette, de l'abbé Groulx, de l'abbé La Palme, du frère Marie-Victorin et d'autres.

Évidemment, il faut les chercher, les trouver même, et les lire le crayon à la main, et les méditer, et les vivre. Ce n'est pas toujours possible, je le reconnais, pour l'éducateur rivé à l'absorbante besogne de chaque jour. Il faudrait un ouvrage sur le civisme ainsi conçu, écrit en français, fait d'aperçus, d'exemples, de propositions, de couleur et de vie. Que n'y met-on quelqu'un, comme à d'autres traités qui nous manquent et sans lesquels l'enseignement languira toujours ?

Sans attendre cela, on peut cependant préparer la leçon de civisme, tenter de la sortir du cours de géographie où elle est reléguée sous le titre « Gouvernement du pays » ; essayer de la faire passer dans les hommes pour que, tout en gardant notre personnalité - ce qui nous sera nécessaire tant que nous prétendrons demeurer Français -, nous acquérions le sens de la société et acceptions nos responsabilités de citoyens.

Comment y arriver ? La première leçon de civisme portera, naturellement, sur la société envers laquelle le citoyen a des devoirs : ce sont ces devoirs que le maître doit justifier pour provoquer l'adhésion de ses élèves et déterminer leur volonté. La proposition à développer sera donc celle-ci, la société est essentielle à l'homme, qui, sans elle, serait dans le plus misérable état de nature, dépourvu de ressources, réduit à ses seules forces, privé des mille facilités d'existence et de la protection que la collectivité lui apporte.

La démonstration repose sans doute sur une base philosophique, sur une thèse dont l'énoncé est bien connu : « L'homme est un être sociable. » Loin de moi l'idée de repousser cet argument d'ordre général ; on doit, au contraire, y recourir et le développer. A cela, saint Thomas servira. Il insiste sur le côté matériel aussi bien que sur l'aspect moral du problème, et c'est ce qui me plaît dans sa philosophie, si complète, si actuelle.

Voici quelques textes :

La société est nécessaire à l'homme pour la conservation de son être et pour la perfection de sa vie...

Comme l'homme n'est ni un animal ni un esclave, la fin propre de la multitude vivant en société n'est pas seulement de vivre, mais de vivre encore d'une vie morale et de vivre bien.

Et ceci :

Sans doute, ces deux besoins de l'homme, la pratique de la vertu et la possession des biens terrestres, se peuvent trouver dans la famille ; mais ils n'y sont réalisés que d'une façon restreinte et incomplète ; dans la société civile, on les trouve d'une manière générale et parfaite.

La théorie de la société se trouve ainsi posée et, dans l'encyclique *Immortale Dei*, Léon XIII ne parle pas autrement.

Ces principes posés, il s'agit d'en rechercher l'application, d'en établir la preuve. Et pour le faire de façon à intéresser d'abord, à convaincre ensuite, il faut recourir au milieu immédiat, ouvrir les fenêtres sur la vie dans laquelle l'enfant, le jeune homme, ou l'homme tout simplement, doit prendre rang et agir. Et la vie sociale est là, vibrante, bourrée de leçons.

On n'a qu'à l'interroger, à la regarder, à l'observer, pour en tirer des exemples établissant les avantages matériels et les avantages moraux de la société, puisque, aussi bien, c'est à cette démonstration que la scolastique invite.

Nous avons vu quelle merveille de précision, de mouvement et de solidarité est la vie économique. Une analyse sommaire des besoins que l'homme satisfait chaque jour, grâce à cet admirable rouage, en convaincra : besoins fondamentaux, qu'on appelle absolus ou de première nécessité, comme manger, se vêtir, se loger, se chauffer ; et besoins de luxe, ou, peut-être mieux, de civilisation : s'instruire, se distraire, s'entourer de belles choses ; ou encore même, besoins spirituels ou moraux : se dévouer, faire la charité, prier Dieu.

Plus avance la société, plus les besoins des hommes varient et se multiplient. On y peut voir une tendance générale, sinon une loi. Quelle différence entre les besoins d'un sauvage, ou même de Robinson dans son île, et ceux

d'un homme civilisé ; et quelle continuité d'expansion, d'extension depuis les besoins éprouvés par l'antiquité et ceux que subissent, presque comme une tyrannie, fût-ce comme une heureuse tyrannie, les hommes de nos jours.

Pour s'en rendre compte, il n'y a qu'à dénombrer les besoins d'une journée en commençant le matin pour s'arrêter au soir : leur multiplicité édifiera. Définissez d'abord la maison, les meubles, les objets d'art, les peintures et les gravures, le radio, le phonographe, l'imposante série des appareils mécaniques appliqués à la vie domestique, que Georges Duhamel blague gentiment dans les *Querelles de famille* : auto-pompe, aspirateur, chauffage à l'huile, lessiveuse, que sais-je encore ! Dans ce décor, l'homme réveillé commence à vivre. Un seul repas révèle ses goûts. Son appétit satisfait, il quitte son domicile pour le bureau. Son automobile l'attend peut-être avec tous ses accessoires. Le voici au travail : que d'instruments, de paperasses l'entourent. Il se relie au reste du monde par le téléphone ou le télégraphe. Mille liens l'unissent à la société. Il revient chez lui, pour un peu de repos ; il fume un cigare, ouvre une revue, écoute le phonographe ou les radio-diffusions venant du dehors. Il reprend sa tâche jusqu'au soir, puis il se dirige vers une conférence ou un cinéma. Enfin, il s'endort, sa journée faite, dans le cadre familial qu'il s'est créé.

Or, voici la véritable merveille - j'insiste sur ce mot - : tous ses besoins sont satisfaits par des biens économiques qui, par leur utilité, rencontrent ses moindres désirs. Le repas du matin nous éclairera : le café vient du Brésil, le pain du Canada, l'appareil à préparer les rôties - ou les toasts, comme on dit en France - vient peut-être des États-Unis, les oeufs viennent de la campagne voisine, ou de plus loin, le sucre, des îles lointaines ou de plus près, les fruits de la Californie ou de l'Amérique Centrale, si ce n'est de l'Afrique, le beurre de l'Australie, la nappe fut peut-être tissée en France.

Tous ces produits, on les trouve dans les magasins, offerts au grand public comme une perpétuelle sollicitation. Une promenade dans une rue commerciale vaut bien des leçons d'économie politique. Que ne l'utilise-t-on davantage ! Elle vaut souvent mieux que des manuels, et, dans tous les cas, elle apporte l'illustration au livre de la vie.

Et ce n'est pas tout.

Ces produits, qui les a fabriqués, transformés, perfectionnés, transportés, étalés ? Des hommes, livrés à l'industrie, au transport, au commerce. D'autres hommes, des financiers, des commissionnaires, des traitants, des chargés de pouvoirs en ont facilité la circulation.

L'admirable division des tâches apparaît : prêtres, hommes de profession, agriculteurs, industriels, professeurs, marins, cheminots, commerçants, financiers, commissionnaires, agents ; - les hommes, dans la société, ont chacun leur travail. Nul ne les a dirigés vers leur tâche. J'entends nul chef omnipotent. Leur armée s'est constituée librement. On admire les fourmilières : voilà, intelligente celle-là et parlante, mille fois plus remarquable, la fourmilière

humaine. Aucun mot d'ordre, que l'intérêt personnel. Le monde va tout seul. Des milliers d'hommes, inconnus les uns des autres, agissant dans une sorte d'ignorance, surs pourtant des résultats qu'ils attendent, combler les besoins des individus. Et c'est ainsi que l'on peut déjeuner chaque matin.

Le capital, mettons que c'est l'instrument dont l'homme se sert pour produire, et même pour vivre. Cet instrument grandit, se multiplie d'année en année, de génération en génération.

Rien peut-être, je l'ai dit déjà, ne permet mieux de saisir sur le vif cette puissance que la visite d'un grand port de mer : quais, bassins, voies de chemin de fer, navires, appareils de manutention, hangars, entrepôts, silos, canaux, écluses, installations électriques. Quelle masse d'instruments ! Et ce n'est là qu'une faible partie de l'outillage social, répandu partout, dans des milliers d'usines, ou sous la forme de moyens de transport ou d'installations.

L'homme, vivant en société, profite de cette accumulation de capitaux : il n'a qu'à paraître pour que le gigantesque mécanisme se déclanche à son avantage.

Et nous savons que ce n'est pas seulement le capital matériel qui s'est accumulé, mais aussi le capital intellectuel, moral et même religieux.

Une visite à une bibliothèque, à un musée ou à quelque grande école, ou simplement, en la bonne compagnie de M. La Palme, un *Pèlerinage à l'école du rang*, le montre. Nous touchons là l'accumulation des connaissances scientifiques ou littéraires, des inventions, des recherches, des rêves de la longue humanité. Cette humanité, disait Auguste Comte, « est composée de plus de morts que de vivants » ; et la pensée des morts survit : nous la connaissons, nous l'absorbons, nous l'appliquons aux mille détails de notre vie sociale ; nous la transmettons, enrichie, à ceux qui viendront.

En cela encore, l'enfant, en entrant dans la société, profite d'une inestimable richesse.

On sourirait si je proposais - d'accord, je crois, avec un auteur américain la leçon du sergent de ville que voilà, au coin d'une rue, chargé d'appliquer les règlements de la circulation ou de veiller à la sécurité publique. Lui-même se rattache à la municipalité, celle-ci, à la province. Toute une série de lois et de règlements assurent ainsi le rouage social.

L'ordre encore, plus élevé celui-là, rattaché à Dieu, découle de l'organisation paroissiale, diocésaine, archiépiscopale ; - et c'est à lui que l'on confie en ce pays la tâche de la charité et de l'entraide sociale.

On le voit, il suffit de méditer sur les choses et les faits, sur le réel et sur la vie, pour établir le bienfait de la société, marquer les droits du citoyen et, du

même coup, par un peu de réflexion, lui faire comprendre son devoir social, - les justes commandements du civisme.

La conquête économique : Tome III : Perspectives

II

Le milieu

- I -

[Retour à la table des matières](#)

Tous les économistes enseignent que la production résulte de plusieurs facteurs, mais sans s'accorder toujours sur ces facteurs.

Les uns considèrent que la production est le fait du travail humain appliqué à l'exploitation de la nature ; les autres font intervenir distinctement le capital qui leur paraît l'instrument dont l'homme se sert pour appliquer le travail au traitement des produits de la nature. Des produits naturels ne sont pas repris par l'industrie ; ce sont les biens que la terre fournit spontanément, comme il arrive dans nos régions où la cueillette des fruits sauvages est abondante ; mais, en règle générale, le produit naturel, auquel on donne le nom de matière première, est l'objet de transformations successives, de manipulations précises qui le rendent utile, mot qui signifie, dans le langage des économistes, propre à satisfaire les besoins de l'homme.

Quoi qu'il en soit, la nature demeure dans les deux systèmes. Il n'est pas sûr qu'ainsi considérée, à part, et opposée à l'homme, elle soit un simple agent « passif ». Les forces hydrauliques, par exemple, captées, assouplies par

l'homme, proviennent de la nature : la chute des eaux nous éclaire, nous chauffe ou nous seconde.

La nature apporte à l'homme l'immensité de ses ressources. C'est plutôt aux sciences naturelles de les énumérer, et à la géographie de les répartir sur le sol et dans le sous-sol. Mais l'économie politique ne peut pas en ignorer la puissance initiale.

La nature fournit, nous disait-on à l'École des Sciences politiques de Paris, la terre qui porte l'homme et le nourrit ; puis les forces vives dont nous avons appris à nous servir : air, lumière, chaleur, pesanteur ; enfin les règnes et les espèces. Innombrables espèces dont l'économiste aurait intérêt à dresser l'inventaire ; mais « la terre aurait cessé d'exister que l'économiste n'aurait pas fini ». Les chimistes accueillent des corps nouveaux, imaginent des combinaisons inédites. Combien aujourd'hui comptent-ils de corps simples ? Et combien plus de combinaisons ? J'ai laissé, il y a trente ans, les botanistes à cent cinquante mille types d'espèces végétales ; les biologistes à deux mille mammifères ; les ornithologues, à six mille espèces d'oiseaux ; et les entomologistes, à trois cent mille insectes. Combien, depuis, le microscope en a-t-il ajouté ?

La terre elle-même est extrêmement variée ; c'est « l'habitation la plus diverse ». A-t-elle deux points qui soient semblables ? Le sol, le relief, les eaux, les climats qui dépendent des latitudes, des altitudes, des courants, des bassins océaniques, du mouvement de la terre, offrent au regard ou à l'épiderme les sensations les plus disparates : masses, couleurs, forces, étendues, reflets, degrés. Ferdinand Brunetière commençait ainsi sa conférence de Fribourg sur *l'Oeuvre critique de Taine* : « Les mêmes sujets ne s'offrent pas toujours à nous sous le même aspect, et l'une des raisons en est que - comme les sommets de vos Alpes neigeuses - ils ne s'éclairent pas toujours de la même lumière ». Et c'est qu'il y a les choses, et la lumière sur les choses, qui les fait scintiller infiniment aux heures de soleil ou se voiler aux heures d'embrun, car il n'y a pas de moment fixe, même dans un paysage, et les yeux ne sont pas encore lassés que le spectacle les a fuis.

Mais la nature nous donne surtout le milieu, qui nous touche de plus près, dont nous avons fait la patrie, qui est, dit Charles Gide, très simplement, « l'endroit où nous vivons », où l'homme déploie son activité et mûrit ses idées et son sentiment.

Le milieu influence l'homme qui, par une réaction constante, transforme ou domine, « maîtrise » le milieu. En sorte que le milieu engendre le milieu, littéralement : le milieu naturel, géographique, provoque un milieu économique, et par une conséquence extrême un milieu social, sinon un milieu artistique ou littéraire. À moins que ce ne soit aller trop loin que de le prétendre pour ce qui est de la littérature et de l'art, si c'est là une vieille querelle qui a posé l'influence même du milieu dans l'histoire de la pensée humaine.

* * *

La théorie n'est pas nouvelle. Déjà les anciens avaient indiqué comment l'homme, dans son corps et même dans son âme, est façonné par l'« environnement ». Hippocrate dégage l'action de la terre et du climat sur l'homme et sur les peuples ; Aristote explique la supériorité de ses concitoyens - déjà ! - par la situation de son pays entre les régions froides de l'Europe et les contrées chaudes de l'Asie. Au seizième siècle, Jean Bodin, qui semble avoir parlé de tout et fort bien, consacre des pages de sa *République* à cette question que Montesquieu devait reprendre avec insistance dans *l'Esprit des Lois*, qui est de 1748. *Oles sine matre creata* pensait l'auteur : on voit qu'il n'a rien inventé. Mais c'est à Montesquieu que l'on se reporte - aux livres XIV, XV, XVI et XVII de son ouvrage - comme à l'autorité qui, en France, a donné à cette théorie une impulsion décisive. Nous verrons comment Hippolyte Taine a élargi et solidifié la doctrine qui était en germe dans l'œuvre de Montesquieu. Ces deux Français nous suffiront, quoique plusieurs Allemands depuis Hegel - Ratzel en particulier, inventeur du mot *anthropogéographie* - et des Anglais, et d'autres Français, le docteur Cabanès, Michelet, Vidal de la Blache, Elie de Beaumont, Jean Bruhnes aussi, aient fortement contribué à constituer et à répandre ce qu'on appelle aujourd'hui la « géographie humaine », science du milieu, transformé, enrichi par l'homme.

Montesquieu s'en tient surtout au climat, mais que ne lui attribue-t-il pas ! La différence entre les hommes, naturellement ; la législation, mauvaise si elle favorise « les vices du climat », bonne si elle s'y oppose ; la culture des terres, comme on devait s'y attendre ; la « sobriété des peuples » - c'est dans les pays froids qu'on se livre à l'alcoolisme, à cause de la variation des humeurs - ; certaines maladies ; le suicide ; l'esclavage, qui donne lieu à une dissertation bien dans la manière de Montesquieu ; la « servitude domestique » (!) des femmes et la polygamie ; la jalousie, le divorce et la répudiation ; la servitude politique, en Asie notamment, par opposition à la « liberté de l'Europe » ; la nature du terrain, ce qui, encore une fois, est tout indiqué, moins sans doute que « la longue chevelure des rois francs », car les Francs, les Wisigoths et les Bourguignons ne cultivant pas la terre n'avaient pas « l'idée du luxe » et leur diadème leur venait de la nature.

Voltaire protestait déjà contre cet excès. « Le climat a quelque puissance, disait-il, le Gouvernement en a cent fois plus, la religion jointe au Gouvernement en a encore davantage. » L'édition Garnier de *l'Esprit des lois* contient des notes de Voltaire, de Crevier, de Mably, de La Harpe et d'autres. Il est curieux de retenir les réactions de M. de Voltaire contre l'excessive tendance de Montesquieu à rattacher à la nature des faits qui résultent plutôt de l'action des hommes, ou qui peuvent être corrigés, orientés dirions-nous aujourd'hui, par la législation ou la constitution. Voici une de ces réflexions marginales, qui ne manque pas de saveur ni d'à-propos.

« Le climat étend son pouvoir sans doute sur la force et la beauté du corps, sur le génie, sur les inclinations. Nous n'avons jamais entendu parler ni d'une

Phryné samoïède ou négresse, ni d'un Hercule lapon, ni d'un Newton topinambou, mais je ne crois pas que l'illustre auteur ait eu raison d'affirmer que les peuples du Nord ont toujours vaincu ceux du Midi ; car les Arabes acquièrent par les armes, en très peu de temps, au nom de leur patrie, un empire aussi étendu que celui des Romains ; et les Romains eux-mêmes avaient subjugué les bords de la mer Noire, qui sont presque aussi froids que ceux de la mer Baltique...

« On a peut-être attribué trop d'influence au climat. Il paraît que partout la société humaine a été formée par de petites peuplades qui, après s'être plus ou moins civilisées, ont fini par se réunir ou par être absorbées dans de grands empires. La différence la plus réelle est celle qui existe entre les Européens et le reste du globe ; et cette différence est l'ouvrage des Grecs. Ce sont les philosophes d'Athènes, de Milet, de Syracuse, d'Alexandrie, qui ont rendu les habitants de l'Europe actuelle supérieurs aux autres hommes. Si Xerxès eût vaincu à Salamine, nous serions peut-être encore des barbares. »

Sainte-Beuve introduit dans la critique l'écrivain-homme, avec ses idées sans doute et son expression, mais aussi avec ses goûts, ses habitudes, ses mœurs, ses tendances. Hippolyte Taine fait un pas de plus, convaincu de faire entrer la critique dans la voie illuminée de la science. L'écrivain ou l'homme - ou même un groupe d'hommes, un peuple, une race - sont déterminés par une « qualité maîtresse » qu'il s'agit de saisir et de dégager d'abord pour en suivre les effets. Ici, Taine fait intervenir sa théorie célèbre de la race, du moment et du milieu, qui constitue l'unité de son oeuvre. Cette théorie, observe Ferdinand Brunetière, est un effort pour fonder l'histoire et la critique objectivement, pour déterminer une raison souveraine de juger, de distribuer l'éloge ou le blâme en dehors de toute impression bonne ou mauvaise, au nom d'une règle et par l'application de principes une fois reconnus et promulgués.

C'est dans l'introduction de *l'Histoire de la Littérature anglaise* que Taine a formulé et longuement justifié sa théorie fameuse qui, si elle avait pu être mise en oeuvre avec des moyens éprouvés et des sources complètes, eût suffi, pensait-il, à tout expliquer d'un homme ou d'un peuple : « Les États et les opérations de l'homme intérieur et invisible ont pour cause certaines façons de penser et de sentir. Trois sources différentes contribuent à produire cet état moral élémentaire, la *race*, le *milieu* et le *moment*... Lorsque nous avons considéré la race, le milieu, le moment, c'est-à-dire le ressort du dedans, la pression du dehors et l'impulsion déjà acquise, nous avons épuisé non seulement toutes les causes réelles, mais encore toutes les causes possibles du mouvement. »

C'est beaucoup dire. Trop ! Victor Giraud, dans son *Essai sur Taine*, si sympathique, empli d'une pieuse admiration, ne peut s'empêcher de souligner l'exagération où Taine a donné. À ce compte, explique-t-il, il y aurait plusieurs Racine ou plusieurs Napoléon, les deux frères Corneille, si inégaux, eussent triomphé tous deux, et la raison pour qu'ils ne l'aient pas fait est précisément cette chose qui s'ajoute à tout ce que peuvent apporter la race, le

milieu et le moment, dont l'action, si sensible qu'on la suppose, s'exerce dans d'autres circonstances et sur un plan plus profond, selon l'inclination ou les tendances - même innées - de l'individu.

Et voilà pourquoi il n'y a eu qu'un Shakespeare, du moins le croit-on, sûrement qu'un Descartes, et pourquoi il y a un Dickens, un Barrès ou un Valéry. Quand Taine s'en prend au fabuliste La Fontaine et tente - car, ayant relu son *La Fontaine et ses Fables*, je n'en suis même pas sûr - de l'expliquer par la Champagne, il reste qu'il y a des foules de Champenois et fort peu, sinon un seul La Fontaine.

On raconte que les élèves de l'École normale supérieure de Paris s'amusaient à choisir un pays, à supposer qu'un personnage illustre était né dans ce pays - Bossuet en Normandie ou La Bruyère en Auvergne - et à démontrer par son oeuvre qu'il n'aurait pas pu naître ailleurs.

Guillaume Guizot disait à Taine : « Vous ne nous avez pas convaincus. Heureusement votre talent vous sauve en ruinant votre système. »

Que cela est joliment et justement exprimé !

N'exagérons donc pas le « milieusisme ». « Par un long détour et des cercles de plus en plus rapprochés, écrit encore Hippolyte Taine, nous avons suivi toutes les origines de la Statue, et nous voici arrivés à la place vide que l'on reconnaît encore, où s'élevait son piédestal et d'où sa forme auguste a disparu. » À quoi Victor Giraud ajoute : « J'ai peur que cette place vide ne soit aussi celle de la cause dernière que, jadis, on avait eu l'ambition et l'espoir d'êtreindre, et qu'en nous quittant pour remonter auprès de Zeus, Pallas Athéné n'ait avec elle emporté son secret » (Victor Giraud, *Essai sur Taine*, 128). Le secret, voilà bien l'explication définitive du mouvement, de la couleur, de la force ou de la souplesse que le talent seul - quels que soient ses antécédents - donne à une oeuvre comme s'il la scellait par un reflet de lui-même, énigmatique en définitive, mais humain et personnel.

De nos jours, et à l'Amérique même, André Siegfried a appliqué la méthode de Taine. Il l'invoque formellement, non pas dans *Les États-Unis d'aujourd'hui*, ni dans *Le Canada, puissance internationale*, mais au début d'une série de conférences qu'il a données à l'Université des Annales sur *Le contraste du continent Europe et du continent Amérique*. La théorie, rigide et trop voulue chez le philosophe, à cause de ses préoccupations scientifiques, s'épanouit chez André Siegfried qui la reprend à son compte et l'assouplit en tenant compte des facteurs psychologiques qui déterminent les groupes et l'individu. Si l'on avait à démontrer la fécondité de la méthode de Taine, c'est à André Siegfried qu'il faudrait recourir. Mais les sciences naturelles et sociales ont fait, depuis *Les Origines de la France contemporaine*, d'immenses progrès et elles rendent, par des voies multiples, renouvelées, un singulier témoignage à l'intuition du maître qui les a soupçonnées, fût-ce en les contraignant.

- II -

[Retour à la table des matières](#)

De Foville reconnaissait la valeur dynamique de la doctrine du milieu, de la race et du moment : projetée dans l'espace et le temps, elle expliquerait l'avance de la civilisation, son expansion géographique. De fait, le foyer de la civilisation semble se déplacer selon une double loi ou, si ce mot paraît trop fort, selon une double tendance : parti du sud, il se dirige vers le nord-ouest ; ou de l'orient vers le midi, puis vers le septentrion. De l'extrémité occidentale de l'Asie où il s'accroche, il gagne l'Égypte, la Grèce, l'Italie, la France, l'Angleterre, le nord de l'Europe. Deux lois, dont l'une ordonne à l'homme de monter, l'autre de tourner.

Il y aurait à cela deux causes premières, ajoutait de Foville : le climat et la situation géographique.

La civilisation court de la zone intertropicale à la zone tempérée. Dans la première zone vit une humanité encore ignorante, qui se trouve bien d'un milieu hospitalier dont elle requiert moins de ressources parce qu'elle éprouve moins de besoins. Elle s'habitue aux pays chauds où la nature donne ses biens : pour elle, un hectare de bananes vaut cinquante fois mieux qu'un hectare de blé, si l'hectare de bananes nourrit cinquante fois plus d'individus.

Puis, l'homme explore la terre. Il invente les arts, développe les lettres, conçoit la science. Il abandonne la patrie du *farniente* pour les pays tièdes qui le fouettent davantage, qui excitent, provoquent ses énergies. Il accumule des biens. « Le climat commence à faire l'éducation de l'homme. » Plus celui-ci s'éloigne de l'équateur, plus il lui faut lutter. La civilisation s'installe et s'affermite dans la zone tempérée, plus dure mais plus féconde en résultats. Tous les peuples avancés y vivent aujourd'hui : les grandes capitales sont entre le 40^{ième} et le 60^{ième} degré de latitude. La civilisation tient en quelques degrés des lignes isothermes, où la température moyenne est la même, lignes sinueuses, non parallèles. Baumann dit que les habitants de la Rivière à la Paix ont su merveilleusement utiliser ces lignes isothermes. La zone tempérée n'est pas la plus aimable à habiter : il y faut des maisons, des vêtements, une nourriture appropriée. L'homme y progresse par une forte éducation, par le travail et l'épargne. « Qu'est-ce qui nous fait supérieurs, disait Thiers en 1851 ? - Tout est inférieur en Europe, excepté l'homme » ; et Flaubert écrivait

à un ami : « Il n'y a véritablement que dans les pays bêtes que l'on a de l'esprit ».

En deuxième lieu, de Foville signalait l'influence géographique, celle de la terre et de l'eau. L'homme obéit à l'impulsion du climat et à l'attraction, à l'appel de la mer : l'eau couvre les trois quarts du globe et les lignes entre la terre et l'eau tracent de capricieuses démarcations. Aux premiers ancêtres, il fallait la terre, mais l'eau servait au commerce. Victor Duruy disait : « La mer séparait moins les peuples autrefois qu'elle ne les unissait ». Les pays qui possédaient le plus de mers étaient les mieux partagés. L'Afrique a un kilomètre de côtes pour cent cinquante-six de superficie ; l'Asie, un kilomètre de côtes pour cent quinze de superficie ; l'Europe, un kilomètre de côtes pour quarante de superficie. L'Europe est quatre fois moins massive que l'Afrique et trois fois moins que l'Asie. Elle a dû sa prédominance à cette présence de la mer. Enlever la Méditerranée, l'Atlantique, la Manche, c'est étendre la France sans doute, mais c'est l'étouffer. La civilisation européenne s'est formée autour de la Méditerranée et s'est portée vers le nord et l'ouest, et vers des mers encore : la Grèce a deux mers ; l'Italie, deux mers ; la France du XVII^e siècle, trois mers ; l'Angleterre en a quatre.

Tout cela confirme la double loi qui contraint les peuples à chercher le voisinage de la mer et la zone tempérée. La nature a conduit l'homme par la main.

Ces deux lois ont perdu une partie de leur puissance. Les transports ont allégé les masses continentales : l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Russie, l'Amérique, l'Afrique sont moins lourdes, moins compactes. Le risque, le coût, la durée des voyages ont diminué ; et la distance est presque « supprimée ». Il faut déjà appliquer aux continents ce que nous disions des régions, et aux océans ce que nous disions des mers intérieures.

La civilisation a tenté le saut gigantesque : elle a un pied en Amérique. Les États-Unis ont deux océans, une énorme étendue de terre ; ils ont construit un vigoureux réseau de chemins de fer. Ils ont tous les climats ; ils ont le maïs, le fer, le bois, la houille, l'or. Leur finance est puissante. Ils ont accueilli tous les sangs européens. Leur orgueil, qui n'est pas mince, s'explique et se justifie.

Il y a quelques années, Paul Valéry définissait, dans une conférence qu'il intitulait : *Inspirations méditerranéennes*, le rôle civilisateur de la mer romaine, de la *mare nostrum* des Romains. Que de choses je retiendrais de ce texte empli de jeunesse ! « La nature méditerranéenne, les ressources qu'elle offrait, les relations qu'elle a déterminées et imposées, sont à l'origine de l'étonnante transformation psychologique et technique qui, en peu de siècles, a si profondément distingué les Européens du reste des hommes, et les temps modernes des époques antérieures. Ce sont des Méditerranéens qui ont fait les premiers pas certains dans la voie de la précision des méthodes, dans la recherche de la nécessité des phénomènes par l'usage délibéré des puissances de l'esprit, et qui ont engagé le genre humain dans cette manière d'aventure extraordinaire que

nous vivons, dont nul ne peut prévoir les développements, et dont le trait le plus remarquable - le plus inquiétant, peut-être - consiste dans un éloignement toujours plus marqué des conditions initiales ou naturelles de la vie. »

Ce qu'il y a de troublant, en effet, dans ce spectacle d'une mer apaisée, bornée, ramassée sur elle-même et nourrie des mêmes esprits, c'est qu'elle paraît aujourd'hui dépassée et que son charme conquérant menace d'être absorbé dans la rudesse d'un monde plus grand qu'elle ne réussit plus à posséder.

Que deviendra cette influence latine ? André Siegfried se pose la question devant la contraction de l'Atlantique née du progrès étonnant des transports. Nos pères ont connu de lents voyages, mis plusieurs mois à franchir l'océan. Il y a trente ans, une traversée de quinze ou seize jours n'était pas chose rare. Les navires du dernier type, bâtis pour la vitesse, passaient l'Atlantique, avant la guerre, en quatre ou cinq jours, surtout par la voie du nord, celle qui pénètre le Saint-Laurent. Et l'aéroplane n'y accorde plus que quelques heures : un coup d'aile ! La *Mer océane* devient ainsi une sorte de méditerranée et l'Amérique, aussi bien du nord que du sud, une sorte d'Europe, tant les distances sont annihilées. Et se pose, pour l'avenir, un double problème : ou bien la liaison panaméricaine détachera l'Amérique de l'Europe, ou bien le rapprochement plus prononcé de l'Amérique vers l'Europe constituera un fort bloc anglo-saxon, fondé sur « une conception plus large de la civilisation occidentale ». Bref, l'Amérique - quoiqu'elle ait pensé, ou désiré - n'est plus isolée, elle n'est plus protégée par l'Océan, pas plus que l'Angleterre par la Manche : du moins pouvait-on penser ainsi avant la guerre, qui semble bien prouver le contraire. « Il y a donc quelque chose de changé, conclut André Siegfried. Mais, après tout, est-ce un mal ? Si l'Atlantique, au lieu d'être surtout une barrière devient surtout un lien, un trait d'union, n'est-il pas susceptible de devenir l'axe de la civilisation occidentale elle-même, s'exprimant dans l'influence des grands pays libéraux de la race blanche ? Cette civilisation, que nous avons appelée européenne, que nous appelons occidentale, pourra peut-être, quelque jour, prendre le nom de civilisation atlantique. »

* * *

Tout est donc action et réaction. Le phénomène naturel provoque l'adaptation humaine. Des auteurs en font un diptyque : premier panneau, l'homme sollicite la nature, il la recherche et l'exploite ; deuxième panneau, l'homme subit son oeuvre en quelque sorte, il obéit au milieu qu'il a créé, il se laisse entraîner par ses travaux

À la vérité, ce n'est pas aussi simple ; à coup sûr, pas stéréotypé à ce point. Certes, l'homme utilise le milieu et les forces que le milieu fournit : pour le démontrer, il suffit de jeter autour de soi un regard, même inattentif. Partout des oeuvres montrent la conquête du sol et du sous-sol, l'utilisation des forces naturelles, les transformations de la flore et de la faune, éléments premiers de tant de productions. « Économie destructive » disent les géographes humains ; entendez : économie constructive, vitale, fondée sur l'absorption, sur la

disparition même de certaines formes, de certains corps, qui reparaissent dans un produit nouveau destiné à la consommation et au bien-être, sinon à l'exploitation d'autres produits.

La difficulté se dresse, le problème devient moins soluble et beaucoup moins apparent, si l'on recherche comment l'homme réagit à ses propres entreprises, au point d'en être lui-même modifié. « L'homme exploite, défri- che, ensemence, construit, déboise, fouille le sol, perce des monts, discipline les eaux, importe des espèces », écrit Paul Valéry. « On peut observer ou reconstituer les travaux accomplis, les cultures entreprises, l'altération de la nature. Mais les modifications de l'homme par sa résidence sont obscures comme elles sont certaines. Les effets du ciel, de l'eau, de l'air qu'on respire, des vents qui règnent, des choses que l'on mange, etc., sur l'être vivant, vont se ranger dans l'ordre des phénomènes physiologiques ou psychologiques, cependant que les effets des actes sont pour la plupart de l'ordre physique ou mécanique. Le plus grand nombre de nos opérations sur la nature demeurent reconnaissables ; l'artificiel, en général, tranche sur le naturel ; mais l'action de la nature ambiante sur nous est une action sur elle-même, elle se fond et se compose avec nous-mêmes. Tout ce qui agit sur un vivant et qui ne le sup- prime pas, produit une forme de vie, ou une variation de la vie plus ou moins stable. »

Entre ces deux recherches ou ces deux connaissances à acquérir, il y a des différences qui provoquent la complexité des problèmes modernes. Il est difficile de pénétrer le génie d'un peuple, ses idées, son orientation ; de juger les fruits de son activité intellectuelle ou artistique, d'en dégager les raisons, les inspirations profondes ; d'établir avec quelque chance d'exactitude ses « conjectures » sociales. « Voilà d'ailleurs, explique Valéry, pourquoi les peu- ples s'ignorent en profondeur et restent étrangers les uns aux autres, sinon adversaires les uns des autres »

* * *

L'homme désigne d'abord le territoire, en le peuplant de noms, comme il le peuple de citoyens. Les noms, explique Romier, expriment la durée du « territoire et des sites » au delà des hommes : ils sont une continuité. Nous n'en connaissons pas toujours l'origine, même nous qui sommes proches du baptême, mais ils fixent dans notre esprit la physionomie du sol humanisé.

Retenons cette idée de continuité, si elle est chère à notre esprit français et conforme à notre tempérament ; le territoire la soutient en quelque sorte, il la nourrit comme une végétation. Le territoire détermine la « permanence du peuplement » selon les ressources qu'il offre : « l'attachement des habitants à ces ressources et les mœurs qu'elles produisent ». Ainsi les hommes choisissent la terre qu'ils exploiteront, au moins parmi celles que le milieu leur livre, car elles ne sont pas toutes d'une même valeur, elles ne contiennent pas toutes les mêmes promesses, il en est de riches et de pauvres. Celles qui sont riches attirent et retiennent l'homme et « constituent des zones de stabilité en même

temps que des lieux de rencontre ou de passage ». Ainsi disait-on de nos pères qui s'installaient au Canada qu'ils « s'habituèrent » et j'ai toujours pensé que ce mot était à l'origine de notre « habitant ». Romier signale, aux portes de Paris, des familles qui n'ont pas bougé depuis des siècles ; on retrouve ici le même phénomène. S'il n'existe pas, au sens absolu, une « race française », il y en a cependant une si on considère l'action de « la terre et du climat » sur ces anciennes familles. L'histoire naît ainsi de la géographie et s'y ajoute pour constituer la nation.

Car on n'aperçoit pas toujours les forces qui façonnent un pays, du moins les forces humaines. Au premier plan de l'histoire apparaissent l'aristocratie et, plus largement encore, dès qu'elle s'est dégagée de l'emprise guerrière ou féodale, la bourgeoisie. Mais ce qui demeure sous cette action dont la puissance et l'éclat sont enregistrés, n'est-ce pas la poursuite vers la stabilité patiemment conduite par les petits, les obscurs, les « sans grade » - le nombre qui fait l'histoire. On ne les voit pas le plus souvent, du moins au premier plan, au plan de choix, où se trouvent les plus cossus, les presque bourgeois ou les bourgeois, mais aux postes de constance. Et si le rôle de la bourgeoisie est changeant et divers, celui du peuple demeure en profondeur. Éloignons donc l'idée d'un « sang plus ou moins pur » pour retenir « l'immémoriale communion avec les forces du terroir ». Dans les pays plus anciens, c'est l'agriculteur qui résiste aux envahisseurs par sa fidélité. Romier cite l'exemple des Égyptiens ou celui, plus familier, du retour au sol, après 1918, des populations dépouillées du nord et de l'est de la France. Que n'a-t-il mentionné les Canadiens français, littéralement agrippés à la terre, sous la tourmente, et l'immortelle, ténacité des Acadiens ?

Le sol est donc de la fidélité ; il est aussi la raison initiale de l'unité qui n'est pas non plus une question de race ni de sang, c'est-à-dire d'invasions, mais bien la conséquence de cristallisations successives sur le territoire. La variété de la France s'est fondée sous l'influence d'un esprit qui est un résultat politique. La libre circulation dans les limites du pays a formé peu à peu des groupements, au delà des familles ; elle les a liés les uns aux autres ; elle les a aplanis et confondus, quoiqu'ils gardent certains caractères. Ce procédé, très ancien en Europe, est d'hier, dans nos pays neufs ; mais il se poursuit sous les influences de l'histoire aux prises avec la terre, et l'on distingue ces deux forces déterminantes dans le lent assouplissement de la nation.

* * *

A une si faible superficie qu'on ramène le milieu statique, on s'aperçoit que tout y est mouvement, de la moindre cellule à l'universelle harmonie. Mais il faut bien imaginer un endroit stable, ou qui paraisse tel, où l'homme s'arrête, s'installe, bâtit sa maison, exerce son métier, conduit sa vie. C'est le territoire ou l'emplacement, que délimite la géographie et que l'histoire anime. Notre terre est immense, surtout si on la compare à des pays européens qui y tiendraient à l'aise plusieurs fois. Émile Miller rêvait de s'élever au-dessus d'elle pour l'embrasser dans son étonnante et splendide variété. Elle n'est pas

riche complètement, sans doute, mais abondante en spectacles de toute nature : bordée de trois mers qui la rattachent à l'Occident et à l'Orient et la couchent sous le « grand silence blanc », sillonnée de rivières et de lacs par où circule une inépuisable puissance, marquée de plaines infinies et de monts méditatifs dont nous n'avons pas fini de poursuivre le mystère.

L'emplacement révèle des facilités ou des obstacles. C'est toute la géographie, « toute la terre », par opposition à l'histoire. L'emplacement sollicite l'homme et le conduit : ainsi s'est accomplie notre conquête, *a mari usque ad mare*. Il pose aussi le problème des frontières, qui sont des limites, et celui des transports qui relient le pays au monde. Joint par la terre au reste de l'Amérique, l'espace nous appelle et nous engageons des poursuites, amorcées ou définitives, vers l'ouest puis vers le nord.

L'emplacement, aussi bien, borne ou contraint l'homme. Phénomène sensible dans la province de Québec, immense, mais dont le sol exploitable est limité. Liée au plan d'inclinaison de cette merveilleuse corne d'abondance qu'est le fleuve Saint-Laurent, elle est aussi amortie par des mots d'hiver. Une terre lointaine comme le Labrador repousse l'homme et laisse planer sur le silence de ses solitudes l'inquiétude de richesses que l'on soupçonne en se demandant comment on arriverait à les exploiter.

L'homme corrige, atténue, utilise les chances que lui donne le territoire. S'il ne déplace pas les masses, continent ou montagne, océan ou fleuve, il les plie à ses besoins, les transforme et surmonte les obstacles : il perce des tunnels, jette des ponts, creuse des mines, trace des routes. Il divise aussi la terre en provinces, en districts ou en comtés, par des lignes qui demeurent invisibles si ce n'est sur une carte politique, mais qui marquent des limites que relie une autorité centrale. Ainsi une réaction d'ordre administratif finit par imprimer un caractère à des régions qui fussent restées confondues dans le même horizon.

* * *

Aussitôt qu'il touche le sol, l'homme veut le connaître pour l'exploiter. La rayonnante aventure des coureurs de bois, des trappeurs, des évangélisateurs aussi, épris d'âmes et d'espace, des premiers colons de la solitude, autant de réactions, imprécises, rapides et détachées ainsi que des prises de contact.

L'exploitation prend d'abord le caractère d'une lutte ou d'une conquête. Il faut défaire la nature pour en tirer profit en la reconstituant ; au moins se soumettre à l'effort d'ouvrir la terre quand, dans la steppe, elle offre la promesse de sa nudité. On évoque l'attaque de la forêt par nos pères et, plus près de nous, par nos colons : un conte, *Maria Chapdelaine*, en a empli l'univers.

Sous nos yeux, le pays *s'humanise* - encore un mot des géographes, - les prés s'alignent, les moissons reprennent chaque année leurs reflets, l'homme enjolive le décor de son activité que la peine des commencements n'accable

plus. Cette tâche, poursuivie depuis des siècles en Europe, nous l'avons amorcée chez nous et nous la sentons naître et rayonner : ainsi notre pays offre le spectacle d'une oeuvre humaine qui s'accomplit, d'une trouée gravée dans la sauvagerie primitive. Mais, au delà d'une bande étroite où la civilisation poursuit son éclaircie, la forêt et la brousse règnent encore.

La forêt, dans les pays européens, est une sorte de jardin : on l'exploite avec méthode, on la cultive. Son action sur l'activité humaine n'est guère sensible parce qu'elle est cataloguée, mise en réserve et entretenue avec le même soin que le jardinier donne à son potager. Dans notre pays neuf, elle est, à l'origine, tout l'horizon. On imagine fort bien, si l'on s'enfonce un peu dans les terres, loin des centres colonisés, ce que devait être la forêt primitive ; en fait, on n'a pas à l'imaginer car elle est là, sous nos yeux, elle est la forêt primitive. Et l'on se prend à revivre la course de nos pères à travers bois, au fil des rivières, vers la chasse et l'enivrante poursuite de la nouveauté. Nous assistons donc à la réaction humaine contre la forêt.

Dès les premières tentatives de colonisation, elle est exploitée. Toute une population s'y porte. On en tire le bois nécessaire à la construction des maisons, puis des navires ; on utilise les essences pour l'industrie. Au cours des dernières années, la fabrication du papier assaille la forêt ; on craint même l'épuisement, et on prêche la préservation des espèces et leur renaissance par une culture raisonnée.

La forêt abattue, la terre apparaît, c'est-à-dire le sol des Européens mais qui reste pour nous la terre, la *terre neuve*. Cette conquête transforme la province en l'humanisant. Près des villes, l'espace s'élargit, l'arbre s'efface - trop sans doute -, les prés dénudés subissent le pénétrant travail du paysan, les fermes marquent le cœur de ces éclaircies, la campagne revêt la figure que nos pères ont voulu lui donner. Les centres se précisent autour des clochers, ils se fortifient lentement, allongés le long des rivières, des routes ou des « montées ». La Nouvelle-France, imaginée par la Monarchie et confiée aux intendants, obéit à la volonté qui lui a insufflé la vie. Même aujourd'hui que les maîtres ont changé.

Ainsi l'homme dessine le pays à son image. À même l'étendue vierge. Une figure se précise, si malhabile ou si jeune qu'elle soit. Elle se grave sous nos yeux : la route, le village, la petite ville, la cité, naissent, se développent et vivent. « La bourgade, le bourg, puis la ville écrit - Lucien Romier à propos de la France - marquent le triomphe des besoins de relations sur les besoins personnels ou familiaux, à quoi suffisent la ferme et le village. » Il est naturel qu'il en soit de même au Canada ; et ce n'est pas ici le lieu de se demander si tout est parfait dans cette similitude - c'est une autre question -, il suffit que cette action humaine révèle, de notre part, quelque chose de l'habitude ancestrale.

L'homme assouplit aussi le sol ; il l'amende et l'enrichit. Non pas toujours, non pas autant qu'il le faudrait, mais l'éveil est donné, l'idée en marche.

Habitude de pays neuf, cette confiance aveugle faite au sol, cet épuisement que l'on a tendance à lui imposer sans autre souci que celui d'une exploitation rudimentaire et brutale. L'école est intervenue, l'école et l'expérience, la leçon et les conseils des spécialistes et l'exemple triomphant qu'apporte le succès. On sent au moins que l'agriculture peut faire des progrès, et cela seul est précieux.

* * *

L'homme subit le sol. Il le choisit, mais il le subit. Si, par exemple, la vallée du Saint-Laurent lui offre, dans une bonne partie de son étendue, une terre généreuse, il n'hésite pas à s'y installer, à l'ouvrir et à l'ensemencer. Les premiers colons exploitent la terre accessible qui se trouve le long du fleuve, mais ils sont contraints de la « faire », comme ils disent : de la dépouiller de la forêt qui la recouvre, de détruire les souches profondes, d'écarter les pierres et d'ameubler le sol afin de le livrer à l'action de l'atmosphère et des eaux. À ce point que, pour assurer ce premier travail qui s'impose, il faut attendre que viennent au pays les gens de l'ouest de la France habitués à la culture en « terre noire ». Ce sont eux qui s'agrippent au sol, qui fondent l'agriculture, quand d'autres se sentent attirés plutôt par les bois et les rivières, par l'enivrement de la découverte ou de la traite.

Ce travail initial, cet effort de colonisation, se poursuit partout où le sol s'y prête. D'anciennes mers, d'anciennes rivières ou des lacs asséchés ont laissé sur la terre des tufs qui conduisent encore l'homme le long de leurs courants morts ou de leurs masses vidées. La vallée du Saint-Laurent, celles de l'Outaouais et du Saguenay, les retraits du lac Saint-Jean et de l'Abitibi, les merveilleux amphithéâtres où courent aujourd'hui, au fond de rives opulentes et nues, des rivières *témoins*, voilà autant de sols riches que nous devons aux glaciers et à l'afflux de leurs érosions.

* * *

Le sous-sol attire aussi l'homme des commencements. Il flotte sur notre terre américaine une hantise du métal, surtout du métal précieux. Cartier déjà s'en préoccupe ; Nicolas Denys en rêve. Les trésors du Pérou, on les cherchera en vain sur cette terre du nord dont on n'aperçoit pas tout de suite la vraie fécondité. Il faut du temps avant que les mines ne soient découvertes et exploitées. Mais toujours l'homme en garde au moins le soupçon. Il observe et compare les sites, les profils, les masses qui ont tenu ce qu'il croyait être leurs promesses : ceux de Californie ont été ainsi rapprochés des sites du nord, encore muets. Jusqu'à ce que la population se mette en marche vers le trésor enfin repéré, du côté du Yukon et de l'Alaska, dans les creuses vallées des Rocheuses, ou plus près, aux limites de l'Ontario et du Québec. D'autres milieux, plus obscurs, viennent enrichir la nation.

La mine coagule l'activité humaine. Elle se révèle sur le sol par des travaux ou par une sorte de désolation. La culture court sur la terre, la couvre et l'orne d'une éphémère splendeur ; la mine ne bouge pas, elle attire et retient l'homme sur place ; autour d'elle, une ville s'amorce, grandit avec rapidité, dure le temps de l'exploitation, et meurt sans laisser d'autre trace qu'une trouée désormais vide. Mais si passagère que soit cette étrange fortune, intense comme la soif, elle ne laisse pas de faire rayonner une activité dévorante et de grandir l'échelle des valeurs à des sommets inimaginables. Il faut relier ces centres d'un jour aux points vifs du pays, organiser des transports, alimenter, vêtir, loger, instruire, soigner la population qu'absorbe le métal ou le minerai : les routes se dessinent, puis les chemins de fer ; des bateaux de fortune glissent sur les eaux dangereuses ; la vie s'organise, les cloches tintent, des théâtres, des restaurants, des salles communes, s'élèvent et s'emplissent. La ville affermit son destin. Elle marque la région d'un reflet brutal que le voyageur distingue en passant pour s'en éloigner aussitôt et reprendre sa marche vers la forêt scintillante de lacs ou la terre apaisée sous les moissons.

* * *

Enfin, Montesquieu nous l'a plus que dit, le climat exerce sur l'homme une action déterminante. Il revêt le pays de son aspect extérieur en faisant chaque année le décor des saisons, comme un artiste, une toile, jamais la même.

Cette action du climat est fort sensible au Canada à cause des différences marquées entre le printemps, l'été et même l'automne d'une part, et l'hiver qui saisit tout le territoire, l'immobilise et l'isole. Sous l'ancien régime, la colonie, durant les longs mois de froid, se repliait sur elle-même. Nous avons, sur cette transformation violente, des témoignages précis qui forment une sorte de météorologie historique. Il était tout naturel que nos pères fussent intéressés aux richesses et au climat du pays où ils venaient tenter fortune. Presque tous ceux qui ont écrit sur le Canada des débuts en ont expliqué minutieusement les floraisons, comme ils ont noté les variations de la température. Ils suivent avec un intérêt de terrien le caractère et l'évolution des saisons qu'ils comparent aux saisons de France. Nulle vraie surprise : ils s'adaptent fort bien à un climat qui leur rappelle celui qu'ils ont connu, sauf évidemment l'hiver dont ils s'étonnent, avec bonne humeur.

Car ils sont surtout saisis par le froid de l'hiver, que d'ailleurs ils ne détestent pas ; et ils invoquent volontiers la compensation des joies et de la beauté des autres saisons. La Hontan, qui a de l'imagination, rappelle ce propos d'un compagnon de voyage : « Il me dit qu'il fallait avoir le sang d'eau de vie, le corps d'airain et les yeux de verre pour résister au grand froid qu'il faisait ». Charlevoix se réjouit d'un hiver rempli de neige « depuis les pieds jusqu'à la tête » ; et il trouve dans la reprise de vie que le printemps suscite une promesse que bientôt l'été confirme avec éclat jusqu'à ce que l'automne colore les moissons de sa sérénité.

C'est donc l'hiver qui frappe nos pères. Les autres climats ne les inquiètent pas, celui de l'été ou de l'automne. En tout cas, ils n'en parlent guère. C'est que l'hiver impose des réactions : il faut solidifier l'habitation, accentuer le vêtement, enrichir l'alimentation. Et cela n'est rien, s'il faut aussi doubler en quelque sorte toute l'économie du pays : transformer les moyens de circulation, s'adapter à une vie toute différente pendant de longs mois, se faire une âme d'hiver, résistante, résignée.

* * *

Il est un autre élément du milieu, c'est sa beauté. Les économistes en parlent peu, sauf lorsqu'ils traitent du tourisme, et encore n'est-ce qu'en passant. On les étonnerait, je pense, en leur demandant, à eux, gens pratiques, de décrire un paysage ou de monter un décor. La nature leur est un fournisseur de forces et de biens, sans plus. Les géographes, en particulier les géographes *humains*, sont beaucoup plus sensibles au spectacle des choses, à l'évolution des formes et des couleurs. Jean Bruhnes, par exemple, dans sa *Géographie humaine de la France*, consacre au bocage, à la forêt, aussi bien qu'aux cathédrales des chapitres emplis d'une admirative tendresse. On sent qu'il s'arrête avec délices à ces manifestations d'un art disséminé, qui se glisse jusque dans le moindre détail et s'y attarde à la poursuite de l'œuvre bien faite, si chère à Péguy.

Nos pères, qui regardaient le pays et savaient l'apprécier, avaient le sentiment de sa beauté et de sa grandeur, celle-ci eût-elle à leurs yeux quelque chose de troublant. On en recueillerait mille témoignages.

Jacques Cartier s'exalte à la vue du paysage qui couvre les rives du Saint-Laurent, de Stadaconé à Hochelaga : « Toute la terre des deux côtés du fleuve jusqu'à Hochelaga et outre, est aussi belle terre et unie que jamais homme regarda. Il y a aucunes montagnes, assez loin du fleuve, que l'on voit par-dessus les terres, desquelles il descend plusieurs rivières qui entrent dans le fleuve. Toute cette terre est couverte de bois de plusieurs sortes et force vignes, excepté à l'entour des peuples lesquelles ils ont désertées pour faire leur demourance et labour. » Cette description résume celles que fait Cartier des rives du Saint-Laurent. Sauf quelques notes discordantes - sur Terre-Neuve par exemple, qui semble « mieux que autrement la Terre que Dieu donna à Caïn... à montagnes moulttes hautes et effarables » -, c'est toujours « beau país » « terres unyes », bois et vignes, dont l'abondance le frappe. Il énumère longuement des sortes d'arbres, des animaux, des oiseaux, des poissons... qu'il compare souvent à ceux de France : « oiseaux comme en France, éperlan aussi bon qu'en la rivière de Saine ; chaisnes aussi beaux qu'il y ait en forest de France ».

Des environs de ce qui sera Montréal, Champlain dit que si les terres étaient cultivées elles seraient aussi bonnes que les terres de France. Charlevoix qui s'effraie « des terres incultes et sauvages et des roches escarpées » de la Baie d'Hudson, trouve, au-delà des îles Richelieu, le fleuve

beau et riant : « Il semble, lorsqu'on a passé les îles Richelieu, qu'on soit tout à coup transporté dans un autre climat. L'air est plus doux, le terrain plus uni, le fleuve plus beau ; ses bords ont je ne sais quoi de plus riant. On y rencontre de temps en temps des îles dont quelques-unes sont habitées, les autres dans leur état naturel, qui offrent aux yeux les plus beaux paysages du monde ; en un mot, c'est la Touraine et la Limagne d'Auvergne comparées avec le Maine et la Normandie. »

Boucher parle avec admiration des « rivières garnies de lacs », et du lac Érié dont La Hontan dit qu'il est « le plus beau lac qui soit sur la terre ».

Nos ancêtres savaient aussi soigner la ligne et l'aspect de leurs habitations. On en juge par ce qu'il en reste. Rien n'est plus révélateur qu'un voyage, même rapide, à l'Île d'Orléans. Maison de pierre, maisons de bois ajoutent à la sérénité du paysage et gardent à ce coin de terre un caractère que des constructions moins heureuses, dans le goût du jour, n'ont pas encore trop atténué.

La beauté poursuivie dans les choses serait un singulier élément de richesse pour nous : richesse en traditions, richesse matérielle. Elle justifierait notre attitude fondée sur le souvenir de nos origines.

Tout cela n'est possible que s'il se constitue une élite prête à vivre certaines idées et à les défendre. En définitive, on aperçoit la nécessité d'un milieu où l'intelligence et l'art exerceraient leur précieuse influence. Ce milieu social ne naîtra que de l'école renouvelée dans ses méthodes et ses intentions, fondée sur l'observation de la réalité et sur l'adaptation de nos disciplines ethniques à notre milieu.

« En général, nous ne connaissons pas assez cette terre qui est la nôtre, écrivait Arthur Buyes, parce que notre éducation, trop tournée vers les choses abstraites, vers un passé qui va de plus en plus s'évanouissant, ne nous apprend presque rien de ce qui est autour de nous, de ce qui est devant nous, de ce qui est sous nos pas. Aussi sommes-nous bien peu portés, pour le très grand nombre des Canadiens, à étudier notre propre pays, et, par suite, à le faire connaître... »

Sachons donc notre milieu, tous nos milieux, relevons la nature et supputons l'abondance de nos richesses, afin de les conserver et de les exploiter rationnellement et d'établir sur ce fondement une vie nationale qui, dépassant la théorie et les mots d'ordre, s'épanouira dans le sens de notre innéité et selon les exigences de notre terre et de notre histoire.

La conquête économique : Tome III : Perspectives

III

La pratique et la doctrine sociale catholique

[Retour à la table des matières](#)

Toute doctrine, pour exercer une influence doit revêtir le signe de l'autorité. Prêcher dans le doute et l'indifférence ne sert de rien : les volontés sont entraînées par la foi.

Or, le catholicisme social estime que la moralité anime la vie économique. Ce fut toujours la pensée de l'Église et Léon XIII s'en inspira dans l'immortelle Encyclique. L'enseignement catholique, fondé sur la « théologie sociale », a été répandu par des spécialistes, des professeurs, et même par des hommes politiques soucieux d'offrir au peuple mieux qu'une surenchère électorale. L'École s'est constituée. À la suite des écrivains catholiques déterminés par l'Encyclique *Rerum novarum*, les professeurs des *Semaines sociales* ont, dans les principaux pays, formulé une doctrine qui veut être réaliste. Je souhaite qu'un maître de nos *Semaines canadiennes* reprenne ces énoncés, dans l'intention de montrer leur évolution vers *l'utile*, leur tendance à se rapprocher de l'événement quotidien. Je ne m'occuperai que de la valeur

pratique de cette, doctrine, où l'on a longtemps vu un ensemble de vérités transcendantes, inapplicables si ce n'est aux moments de crise, quand l'homme, désespéré, ressent le besoin de retourner aux sources des éternelles clartés. Clamons-nous en vain dans le désert de la théorie et méritons-nous d'être traités d'utopistes que la vie n'émeut pas ? C'est ce que je chercherai, en rapprochant deux conceptions de l'économie politique qui se sont succédé dans le temps et se sont opposées, celle du libéralisme et celle du catholicisme social, et en les soumettant à l'épreuve des expériences récentes de la science et de l'industrie.

* * *

L'idée de base de la science dite orthodoxe, que les optimistes ont énoncée à l'encontre même de certains de ses adeptes, comme Malthus et Ricardo, l'idée qui relie l'École à Adam Smith et, plus loin encore, aux Physiocrates, est qu'il existe une harmonie économique issue du libre jeu des forces naturelles. La science a pour objet de découvrir ces forces et de les analyser. Elle ne s'inquiète pas d'autre-chose. Elle aurait tort, d'ailleurs, d'engager au-delà ses préoccupations. Les lois économiques maintiendront l'harmonie et la prospérité, pourvu que l'homme ne gêne pas leur action. La liberté règle tout ; elle assure le bonheur de l'individu, enfante le bien-être social. On connaît la formule fameuse : *laisser faire, laisser passer*. Il n'y a pas lieu d'intervenir, dans le monde économique, si ce n'est pour faire respecter l'ordre naturel. La justice naîtra du conflit des désirs humains. L'ingérence de l'État et les initiatives sociales sont nuisibles, sinon dangereuses : *Il mondo va da se*.

Un second principe fait de l'intérêt personnel la norme des actions humaines. Chaque homme poursuit d'abord son avantage qui est le ressort de l'activité et l'origine de l'altruisme : « Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du brasseur ou du boulanger, écrit Adam Smith, que nous attendons notre dîner, mais de la considération qu'ils ont de leurs propres intérêts. Nous nous adressons non à leur humanité mais à leur amour-propre, et nous ne leur parlons jamais de nos propres nécessités mais de leurs avantages. » Pour Adam Smith, on l'a déjà souligné, le processus économique est un épanouissement de l'instinct. Il résulte, dans sa perfection, de forces innées qui poussent l'individu à la recherche de ses satisfactions ; et cette recherche, bonne dans son essence - c'est ici la marque du XVIII^e siècle -, libérée des entraves de la législation, est le ferment de la vie économique, le moteur de la production et le régulateur du commerce. Les successeurs du philosophe écossais ont élevé cet instinct à la dignité d'une loi, dont le caractère d'immutabilité s'affermira à mesure que l'économie politique prendra une tenue plus scientifique.

Ainsi constituée en liberté, l'Économie s'apparente aux sciences naturelles dont elle affecte l'objectivité : elle constate ce qui est ou, plus exactement, ce qu'elle prétend qui est, sans se soucier, et par principe, de ce qui devrait être. Francis-A. Walker, autrefois président de l'Institut de *Technology* du Massachusetts, a donné, dans sa *Political Economy*, une

définition de cette science, toute de réserve et de théorie. Pour lui, et il est en cela dans la plus vive tradition libérale, le seul objet de l'économie politique, c'est la richesse. L'économiste ne s'inquiète que de savoir comment elle est produite et répartie, sans se troubler de l'ordre « purement politique, moral ou social ». Le philosophe, le moraliste, le *politique* jugeront si les lois économiques doivent céder devant « des considérations plus élevées ». Plus on distinguera les sciences, plus on les individualisera, mieux on s'en trouvera. L'économiste n'a que faire du sentiment. Il est un *scientifique*, non un homme de l'art. Le chimiste concentre ses analyses sur un corps et s'en remet au physiologiste et au médecin d'établir sur l'organisme les réactions de la substance qu'il étudie. M. Yves Guyot, après avoir exposé les caractères de l'utilité, écrit : « La science économique est amoralité. Elle n'a pas à s'inquiéter de la qualité des sentiments, des besoins, des passions des hommes. » Les économistes prennent ainsi place parmi les adorateurs de la *Nouvelle Idole*.

* * *

Dès le milieu du XIX^e siècle, l'économie politique est engagée à fond dans l'abstraction et, au moins indirectement, dans l'amoralité. *L'homo economicus*, imaginé par l'École anglaise, repris et simplifié par l'École autrichienne, sorte de Robinson sur l'Île de la Connaissance, devient l'objet de la science purifiée : être synthétique, mû par le ressort du moindre effort, livré aux obscures déterminations de l'utilité finale. Des économistes n'acceptent même plus cette ombre d'humanité, ce squelette théorique, qui ont fondé sur les mathématiques une science dont ils ont banni la psychologie, et qui comprime la vie économique dans les limites d'une équation.

Si l'École classique a établi l'économie politique et lui a fixé des cadres où elle tient encore, elle a faussé la vision des réalités en leur substituant cet *homo oeconomicus*, sensible à son intérêt et sourd à celui des autres, jouet de la loi de l'offre et de la demande qui rétablirait l'harmonie au seul poids de ses deux plateaux. Pour être plus précis, elle a erré en ce qui concerne les répercussions sociales du fait économique, les réactions humaines de l'économie. Hypnotisée par un moment de l'évolution, elle n'a vu que la force sans prévoir les résultats ; attachée aux phénomènes immédiats, dont plusieurs étaient nouveaux, elle n'en a pas soupçonné les rudes conséquences. Et, d'une tour d'ivoire dressée au-dessus d'un monde emporté par un étonnant progrès, elle a exalté la puissance économique : l'hymne à la déesse recommençait chaque jour, s'élevant des chaires officielles comme, chaque soir et chaque matin, au pays de Travencore, les cris rythmés des brahmanes recueillis par Pierre Loti. Le monde qu'elle célébrait a grandi comme elle l'avait prévu, bâti sur l'intérêt individuel et l'argent accumulé ; mais il a donné le jour, en se développant, à d'autres forces qui ne se sont pas laissées ignorer, celles du travail, celles des malheureux que le gigantesque sillage de l'industrie a entraînés dans « un état de misère imméritée ».

* * *

Gardons-nous toutefois des généralisations hâtives, qui risquent de dérouter la recherche ou de troubler l'esprit.

Le libéralisme n'ignore pas la vie sociale. Il sait, depuis Adam Smith, l'existence des passions humaines et l'imperfection de la société. Traitant de la répartition des richesses, comment laisserait-il de côté les questions ouvrières ? Il fait même état du bien du peuple qu'il désire et de la justice qu'il espère. Des textes d'Adam Smith, de Jean-Baptiste Say, de Stuart Mill surtout, de Stanley Jevons et de bien d'autres le prouveraient. Frédéric Bastiat tend toute sa doctrine vers la paix universelle. Les libéraux modérés affirment que l'économie politique est une science de l'homme. Tous ne sont pas de l'« école dure », selon l'expression de Gide et de Rist. D'aucuns se défendent même de diminuer la dignité humaine. Ce passage de Levasseur est caractéristique : « Toute chose qui se vend, se loue, s'achète, peut être dite *marchandise*. À ce titre, l'économie politique est autorisée à dire que la force de travail, quand elle se loue moyennant salaire, est une marchandise soumise à la loi de l'offre et de la demande. Cette expression n'a rien de blessant pour la dignité du salarié et ne signifie pas que la personne du salarié soit une marchandise. Le tableau d'un grand maître n'est-il pas une marchandise quand on le vend ? Le talent d'une chanteuse ne l'est-il pas aussi quand elle fait marché avec un directeur de théâtre ? » On perçoit les dangers d'un principe qui soumet la vie économique, y compris les phénomènes de répartition, aux lois d'un marché que conduit l'égoïsme des producteurs.

Est-il juste d'affirmer, par ailleurs, que les catholiques sociaux, attachés à l'humanité des problèmes économiques et aux mesures qui la sauvegardent, n'ont cure de la liberté ? C'est la liberté de posséder un bien et de le transmettre que défend d'abord Léon XIII dans l'Encyclique *Rerum novarum* ; c'est encore la liberté, nécessité morale, apanage humain, qu'il réclame en faveur des classes opprimées. Charles Périn souligne avec insistance, dès les définitions fondamentales de son *Traité d'économie politique*, les avantages de la libre initiative. Le R. P. Charles-Antoine, dans son *Économie sociale*, fait aussi la part des libertés essentielles et repousse le fatalisme économique. Les solutions libérales et catholiques se rapprochent d'ailleurs quand elles s'opposent aux excès de l'étatisme et aux réglementations qui auraient précisément pour conséquence d'enchaîner les forces individuelles.

Le principe des hédonistes, dit du moindre effort, qui pose comme une discipline générale le bien-être réalisé par une diminution de la peine et une augmentation corrélative de la satisfaction, n'est pas tout à fait nié par les catholiques sociaux. Pour eux, c'est même un truisme, mais qu'ils discutent sitôt que l'on en fait une abstraction impérative.

L'existence de lois économiques est acceptée par l'École catholique sociale qui plaide le caractère scientifique de l'économie politique et, partant, ses facultés de prévision. L'Encyclique *Rerum novarum* se fonde sur le droit naturel. Le R.P. Charles-Antoine distingue l'ordre naturel selon la conception catholique, et explique que « L'erreur de l'école libérale consiste à exclure de

cet ordre les facteurs essentiels de la société : la religion, la morale, la législation ; et à soustraire les lois économiques à l'influence de ces trois forces sociales. » L'ordre voulu par Dieu, proclamé par le physiocrate Dupont de Nemours, repris par Frédéric Bastiat dans d'admirables pages de ses *Harmonies économiques*, se retrouve chez Frédéric Le Play, cet observateur de la vie familiale, comme chez les tenants de la doctrine issue de l'Évangile, mais sous sa forme vraie, qui est absolue.

* * *

L'irréductible contradiction réside dans l'idée que les catholiques sociaux se font de la science économique.

L'économie politique est, en premier lieu, une science morale, ayant, avec ses méthodes propres, un objet qui n'est pas la seule richesse. L'homme produit la richesse pour l'homme. L'objet de l'économie politique est donc l'homme autant que la richesse : c'est l'activité humaine appliquée aux satisfactions d'ordre matériel.

Déjà Sismondi, libéral par le fond de sa pensée, posait cette vérité en réaction aux tendances doctrinales des premiers économistes. Sismondi était protestant. Il avait observé les effets des théories libérales dans un monde où l'industrie mécanisée se développait sous l'impulsion de la concurrence. Aussi, dès les premières pages de ses *Études sur l'économie politique*, corrige-t-il le principe initial sur lequel les Physiocrates et l'École anglo-française avaient fondé la science économique : « On a regardé la richesse, ou la théorie de l'accroissement de la richesse, comme le but spécial de l'économie politique. La science sociale a toujours et doit toujours avoir pour objet les hommes réunis en société ; l'économie, selon le sens propre du mot, c'est la règle de la maison ; l'économie politique, c'est la règle de la maison appliquée à la cité : ce sont les deux grandes associations humaines, les associations primitives, qui sont l'objet de la science, tout y procède de l'homme, tout doit s'y rapporter à l'homme, et aux hommes réunis dans un lieu commun. Mais la richesse est un attribut, dirons-nous, de l'homme ou des choses ; la richesse est un terme de comparaison qui n'a point de sens, si on ne précise en même temps à quoi on le rapporte. La richesse, qui est une appréciation des choses toutes matérielles, est cependant une abstraction : et la chrématistique ou la science de l'accroissement des richesses les ayant considérées abstraitement, et non par rapport à l'homme et la société, a élevé son édifice sur une base qui se dissipe dans les airs. »

De Villeneuve Bargemont, qui publie, en 1834, *l'Économie politique chrétienne*, élève, contre l'industrialisme naissant, les mêmes colères. Il s'insurge, avec tant d'autres, contre l'Angleterre scandaleusement enrichie aux dépens « d'une population opprimée, affamée et poussée au désespoir ». Il repousse, et c'est le fondement de son *Histoire de l'économie politique*, le principe de l'absolue liberté et se déclare partisan de l'intervention de l'État, de l'association et des initiatives sociales. Sa doctrine se résume en ces mots

que, pour marquer l'inébranlable tradition, je pourrais rapprocher de cette phrase de M. Eugène Duthoit, l'éminent président des *Semaines sociales* de France : « Il n'est pas une des grandes vérités dans l'ordre social ou économique, qui ne repose sur une vérité religieuse ».

On trouve chez M. A. Ott, dont le *Traité d'économie sociale ou l'économie politique coordonnée au point de vue du progrès*, parut chez Guillaumin en 1851, une volonté plus scientifique. L'auteur s'en prend surtout à ce qu'il appelle « le principe anglais », préconisé en France par Rossi et qui fait de l'économie politique une science de la richesse. Il écrit : « C'est parce qu'elle a fait de l'économie politique une science des choses, parce qu'elle l'a assimilée aux sciences des corps bruts, à la physique et à la chimie, que l'école anglaise a pu se fourvoyer à ce point d'oublier complètement l'homme, pour lequel toutes les richesses sont faites. C'est parce qu'elle ne l'a pas mise au rang des sciences humaines qu'elle a pu lui attribuer des conclusions contraires à celles de la morale. Si, dans l'objet de l'économie politique, on avait reconnu une des branches de l'activité humaine, on eût vu aussitôt que mille rapports la liaient nécessairement à toutes les autres branches de cette activité. L'homme, au moral comme au physique, forme un ensemble, un tout organique dont les parties se tiennent ; on peut étudier ces parties séparément, on peut faire de chaque organe l'objet d'une science particulière, mais c'est à condition de ne pas oublier les rapports de cet organe avec les autres. Déclarer l'économie politique indépendante de la morale équivaut à déclarer, en physiologie, les muscles indépendants du système nerveux. L'économie politique étrangère à la morale ? Étrangère à la morale, une science qui traite nécessairement de la liberté, de l'égalité, de la prospérité, de la justice, de la charité, qui conclut à la vie ou à la mort des hommes ! Une telle idée n'a pu surgir que dans une âme anglaise ou doctrinaire »

Voici enfin Charles Périn, qui commenta l'Encyclique *Rerum novarum* au moment où elle fut promulguée : « L'économie politique s'occupe de ce qu'on appelle l'ordre matériel, c'est-à-dire de l'ordre dans lequel l'homme exerce son activité sur les choses du monde extérieur pour en tirer sa subsistance. Quand on traite de l'ordre économique et de la science qui en expose les lois, il y a à signaler d'abord ce caractère particulier : *que dans cet ordre on se trouve placé aux confins des deux mondes entre lesquels se partage la création : le monde de l'esprit et monde de la matière*. L'économiste, pour atteindre l'objet de sa recherche, a donc à considérer en même temps les lois qui régissent le monde moral et les lois qui régissent le monde physique. Ces lois, il ne les étudie pas en elles-mêmes, il les prend telles que la nature les lui offre ; il se borne à en exposer les applications, à en signaler les effets quant à la prospérité des sociétés dans l'ordre matériel, à montrer comment elles agissent sur le travail producteur de la richesse et sur la distribution de la richesse créée par le travail. »

Ces idées s'épanouissent dans l'Encyclique *Rerum novarum* et pénètrent aujourd'hui l'enseignement de l'École catholique sociale. J'en ai indiqué la filiation parce qu'elle éclaire notre point de vue. L'objet de la science économique est double : la richesse et l'homme tout à la fois. Voilà *ce qui est*. L'oublier, c'est fausser l'observation. Le moral se retrouve partout où l'homme agit. L'attitude des catholiques sociaux est donc toute scientifique, s'ils s'attachent à un objet total dont ils ne négligent aucun aspect. « Recherches historiques, géographiques, juridiques, psycho-physiologiques, enquêtes statistiques, monographies, écrit M. Duthoit, le catholique pratique volontiers tous ces procédés d'observation, et, sous le rapport de l'exactitude et de la probité inflexible dans la constatation des faits, il entend n'être inférieur à aucun des bons ouvriers de la science économique. » Tout le champ de la vie économique s'ouvre à ses investigations. L'usine apparaît comme un ensemble réel où le travail, qu'il soit de direction, d'invention ou d'exécution, représente un élément nécessaire de la production ; le marché, fût-il influencé par l'utilité finale, demeure une chose vivante, humaine, traversée d'intentions ; la répartition se poursuit selon la justice parce qu'il est avantageux, économiquement, que l'ouvrier reçoive une rémunération qui lui permette d'atteindre ses fins.

Science morale, l'économie politique est aussi une science pratique ou, si l'on peut dire, normative. Inutile de rouvrir une vieille dispute que l'expérience a tranchée. Il y a la science, qui constate les faits et prononce les lois ; et il y a l'art qui applique ces lois. Hors de ces deux disciplines, rien. La science économique serait impassible et répugnerait à l'appréciation des valeurs. L'art seul se livrerait à ce qui doit être. L'économiste qui conseille et dirige fait de l'art et n'est pas un savant. À ce compte, il y aurait bien peu de savants parmi les économistes qui prêchent le plus souvent et de toutes les pages de leurs traités : il est rare que leurs travaux ne dégagent pas un enseignement, si même ils ne servent pas une cause. M. Ansiaux en prend spirituellement son parti, admettant que « les économistes se préoccupent de ce qu'il faut faire tout autant et même bien plus que de ce qui est ». À la science et à l'art, qu'il distingue à son tour, il ajoute l'idéal et c'est à la science qu'il confie « d'opérer une sélection entre les divers idéals et de dénoncer ceux qui sont franchement irréalisables ». Ces interdictions d'attitude sont vaines dans le domaine où l'économiste et le sociologue exercent leur influence. L'objet de la science, ou le « mobile » ainsi qu'on disait autrefois, peut rester en dehors des répercussions humaines lorsqu'il s'agit des sciences physiques ; mais, dans les sciences sociales, « il constitue un des éléments principaux » et les moyens d'y atteindre s'incorporent à la doctrine.

Science de ce qui est, mais avec l'ampleur que nous savons, l'économie politique ne déroge pas en se portant vers ce qui doit être. Si l'homme l'intéresse autant que la richesse, les faits qu'elle recueille et qu'elle classe sont imprégnés d'humanité et il n'est pas illogique, en les posant, de les suivre dans leur évolution. Et puis, on peut penser avec M. Ansiaux : « Sans doute Dunoyer avait raison de donner ce mot d'ordre : « Je n'impose pas, je ne propose pas, j'expose » ; encore y aurait-il grand dommage à interdire aux

économistes l'activité réformatrice pour la réserver à des politiciens généralement moins compétents et moins scrupuleux ».

Il est un dernier aspect de la question vers lequel M. Duthoit élève le débat. Le savant peut « interpréter » et « corriger » la réalité. Sa science même l'y conduit. Si, à la suite de ses observations, il constate, par exemple, les conséquences graves de l'irréligion, et, par opposition, les bienfaits d'une vie sociale inspirée des enseignements divins, n'est-il pas légitime qu'il demande à l'Église une discipline dont il sait les avantages, que de la réalité il s'élève jusqu'à Dieu ? « Nulle contradiction dans cette série de démarches d'un esprit qui garde scrupuleusement son unité, nul hiatus entre la foi la plus respectueuse des vérités révélées et la science la plus avide de vérités observables, »

Cette conception de l'économie politique, science morale et science pratique, accueillie d'abord avec un bienveillant mépris par les tenants du classicisme catégorique, a été acceptée, au moins de fait, par plusieurs économistes. Stuart Mill, dont la pensée marque l'apogée du mouvement libéral, a atténué, devant les revendications socialistes, les principes qu'il tenait de tradition. Plus tard des libéraux se séparèrent de l'École orthodoxe pour former, à la suite de Cauwès et de Charles Gide, un groupe qui a renouvelé la science économique en s'attachant davantage à la réalité. Le libéralisme même s'est modéré, au sein de discussions et de dissentiments qui semblent apaisés aujourd'hui. Le R. P. Charles-Antoine rappelle comme un argument le mot de Paul Leroy-Beaulieu : « L'économie politique fait bon ménage avec la morale. » Les concessions à la moralité ne sont pas toujours très nettes, au moins dans les mots. La théorie nuance ou hésite. Mais les préoccupations morales l'emportent lorsque les auteurs prennent attitude à propos des phénomènes sociaux qui résultent directement de l'évolution économique, et se montrent, par exemple, de plus en plus *interventionnistes* et partisans de la législation ouvrière et des oeuvres sociales. Ils en sont plus humains, et, fût-ce sans le vouloir expressément, plus près de la moralité ou de l'action moralisatrice. C'est une tendance générale, qu'une étude sommaire des traités récents établira.

Concluantes aussi, les réactions d'origine française aux prétentions des psychologues et des statisticiens. Aux théories de l'École autrichienne sur les hypothétiques rencontres du « couple final », M. Turgeon, qui d'ailleurs se défend mal contre l'envahissement des idées morales en économie politique, oppose le bon sens et les mille volontés, si disparates mais si vivantes, qui concourent à la physionomie vraie d'un marché. Aux savantes données statistiques, fort à la mode un temps chez les Américains, et qui encerclent dans des formules chiffrées et des graphiques le passé et l'avenir de la vie économique, M. Aftalion, l'auteur d'une remarquable théorie du change fondée sur les facteurs psychologiques, rétorque en conseillant aux économistes de ne pas oublier, en ramenant tout à des nombres, l'indéniable et persistante action de « nos désirs, de nos croyances, de nos craintes ou de nos espérances » qui nous donnera « la pleine intelligence, l'explication supérieure des phénomènes économiques ».

Recueillons en passant la leçon des ouvrages que Lucien Romier et André Siegfried ont consacrés aux États-Unis. Sous les révélations d'une civilisation que le sens matérialiste exalte et que nous connaissons pour en subir les pénétrations, ils cherchent avec anxiété les forces de salut que réservent l'intelligence et la moralité. Georges Duhamel s'inquiète, dans *l'Entretien sur l'Esprit européen*, du sort qui attend la vieille civilisation méditerranéenne et s'interroge sur ce qui la menace. Elle est double : matérielle et morale, mais son aspect matériel de plus en plus prononcé la livre au danger de disparaître : « Il se peut, conclut-il, que cette civilisation, engagée sur la pente où nous la suivons, voie s'étioler de jour en jour son *élément essentiel*, l'élément moral ».

Il existe d'ailleurs des opinions fermes dont nous pouvons réclamer l'appui. Je retiens deux textes, qui sont révélateurs. M. Ansiaux, l'éminent recteur de l'Université de Bruxelles, libéral mais profondément « social » en matière économique, s'exprime sans détour dans l'introduction de son *Traité d'économie politique* : « En fait cependant, dans notre état de civilisation et sans méconnaître le rôle primaire du besoin et de la fatigue et leur mise en balance par chaque individu jugeant isolément, il n'est point douteux que notre vie économique tout entière soit profondément imprégnée d'influences sociales. Pour s'en convaincre, il suffit de songer à nos façons « conformistes » de nous nourrir, de nous vêtir, de nous loger, de nous distraire ou encore de payer, de dépenser, d'épargner, de capitaliser. D'autre part, l'activité économique, chez les civilisés du moins, n'est presque jamais indépendante. Essentiellement sociaux sont les phénomènes fondamentaux de la division et de l'union du travail, de l'échange et du crédit, de la coopération volontaire et de la contrainte collective. L'économie politique a donc sa place parmi les sciences qui étudient les sociétés et s'apparente étroitement au droit, à la science politique, à la morale sociale, à la géographie humaine, et par-dessus tout à la sociologie ». Un américain, M. Seligman, professeur à l'*Université Columbia* et qui exerce en France depuis quelques années une certaine autorité, est encore plus explicite : « La vie économique est, en fin de compte, liée à l'ensemble de la vie morale et sociale. L'économiste qui étudie la richesse doit, sans cesse, penser aux forces qui font de l'homme un être civilisé ; car, après tout, ce n'est pas la richesse elle-même, mais ce sont les hommes qui créent la richesse et qui s'en servent qui sont l'élément essentiel dont il faut tenir compte ». On croit lire Sismondi ou Charles Périn, et ce jugement nous ramène, par une voie bien différente, au point de départ en nous apportant une confirmation des théories catholiques sociales, jaillie de la riche expérience américaine.

* * *

Laissons la science pour l'industrie.

On y rencontre aussitôt les prescriptions de la législation sociale, réaction contre l'industrialisme, à laquelle les catholiques sociaux ont largement participé. Multipliées, elles assouplissent les relations entre les producteurs et

leurs employés et protègent le travail. Tous les pays sont aujourd'hui *interventionnistes*.

Les oeuvres rattachées à l'usine : cliniques médicales, services d'hygiène, salles et terrains de jeu, bibliothèques, restaurants, ont une valeur économique et sociale. Elles humanisent l'usine.

J'ai montré, à *la Semaine sociale* d'Ottawa, le caractère moral du système Taylor qui préconise l'étude préalable de la tâche, la conscience dans l'exécution et une rémunération proportionnée à l'effort.

Dans l'ordre de la répartition des richesses, les allocations familiales et le juste salaire, qui semblaient, il n'y a pas si longtemps, des expressions vides de sens, sont proposés comme une solution.

La notion du profit, la plus arrêtée, la plus résistante à toute infiltration, s'élargit. Un industriel américain se hausse même jusqu'au renoncement en faveur des ouvriers, qui doivent d'abord toucher le fruit de leur travail.

M. Cestre, dans un livre touffu, mais intéressant : *La production industrielle et la justice sociale aux États-Unis*, a réuni de nombreux témoignages patronaux où la justice revient comme un *leit-motiv*. Je ne dis pas que le sentiment qui s'y imprime soit tout à fait celui des catholiques, ni l'inspiration la même. Mais un esprit nouveau s'y fait jour, justifiant ceux qui croient à la moralité, facteur de la vie économique. Aussi bien, pour trouver une dernière confirmation de notre doctrine et montrer du même coup le chemin parcouru, est-il intéressant de rapprocher deux pensées : celle de Léon XIII, exprimée en 1892, dans la sérénité des enseignements de l'Église et celle de Rockefeller, formulée au lendemain de la guerre.

* * *

Léon XIII énonçait de grands principes, s'élevant au-dessus de la mêlée pour faire entendre, dans sa pureté la voix de l'éternelle vérité : « L'erreur capitale dans la question présente, c'est de croire que les deux classes sont ennemies nées l'une de l'autre, comme si la nature avait armé les riches et les pauvres pour qu'ils se combattent mutuellement dans un duel obstiné. C'est là une aberration telle qu'il faut placer la vérité dans une doctrine absolument opposée ; car de même que, dans le corps humain, les membres, malgré leur diversité, s'adaptent merveilleusement l'un à l'autre, de façon à former un tout exactement proportionné ou qu'on pourrait appeler symétrique, ainsi, dans la société, les deux classes sont destinées par la nature à s'unir harmonieusement et à se tenir mutuellement dans un parfait équilibre. Elles ont un impérieux besoin l'une de l'autre : il ne peut y avoir de capital sans travail ni de travail sans capital. La concorde engendre l'ordre et la beauté ; au contraire, d'un conflit perpétuel il ne peut résulter que la confusion des luttes sauvages. Or, pour dirimer ce conflit et couper le mal dans sa racine, les institutions chrétiennes possèdent une vertu admirable et multiple. Et d'abord toute l'économie

des vérités religieuses, dont l'Église est la gardienne et l'interprète, est de nature à rapprocher et à réconcilier les riches et les pauvres en rappelant aux deux classes leurs devoirs mutuels, et avant tous les autres ceux qui dérivent de la justice... L'ouvrier doit fournir intégralement et fidèlement tout le travail auquel il s'est engagé par contrat libre et conforme à l'équité... Les patrons ne doivent point traiter l'ouvrier comme un esclave ; il est juste qu'ils respectent en lui la dignité de l'homme relevée encore par celle du chrétien... Parmi les devoirs principaux du patron, il faut mettre au premier rang celui de donner à chacun le salaire qui convient.))

Dans un moment troublé par la menace révolutionnaire, Rockefeller, devant la *United States Chamber of Commerce*, prononçait ce credo : « Je crois que le capital et le travail sont des associés, non des ennemis ... Je crois que le but de l'industrie doit être d'assurer le bonheur social autant que le bien-être matériel ... Je crois que tout travailleur a droit au travail, à un salaire juste. Je crois que l'application de principes justes ne peut manquer de produire de bonnes relations ; que la lettre tue et que l'esprit vivifie ; que la forme est secondaire tandis que les sentiments et les convictions ont la plus haute importance, et que c'est seulement dans la mesure où les patrons seront animés de l'esprit de justice, de *fair play* et de fraternité, que les systèmes fonctionneront à l'avantage de tous. »

* * *

L'évolution de la science économique vers la moralité est donc sensible ; et l'expérience justifie aujourd'hui ceux qui ont pensé que l'objet de l'économie politique est double, physique et moral. La richesse doit exister pour l'homme, comme elle est produite par l'homme ; et nous avons vu que les tenants de ces idées rencontrent chez les magnats de l'industrie des affirmations qui, sans les confondre, les unissent dans une même préoccupation d'humanité.

Ajoutons donc aux raisons profondes et traditionnelles que nous avons de croire en nos enseignements celles que nous fournit la réalité le plus terre à terre, cette chose pour laquelle tant de gens n'ont que du respect ; la pratique. La doctrine que les *Semaines sociales* élaborent est une doctrine de paix, de justice, et de liberté ; comme aussi une doctrine efficace et d'un singulier rendement. Attachons-nous y comme à une chose qui est loin d'être une pure théorie et ne laissons pas de la proposer dans son ampleur.

Je commentais, au cours de notre première *Semaine canadienne*, le programme social énoncé par cinq évêques américains, peu après la guerre. Léon XIII avait voulu demeurer dans les hautes sphères, les évêques américains appliquaient ses enseignements et l'on sentait sous leurs dires la force des consultations qu'ils avaient sollicitées des industriels. Le président de la séance, à la fin de la soirée, me disait : « Ce programme est magnifique, allez

donc l'offrir au Pacifique canadien. » C'est chose faite. La vérité s'en est chargée.

Pour une doctrine (1931).

La conquête économique : Tome III : Perspectives

IV

L'épiscopat américain et la question sociale

(1931)

[Retour à la table des matières](#)

L'idée mène le monde, qu'elle germe de l'intellect humain ou jaillisse de la succession des fait.

L'industrialisme, avec ses conséquences heureuse ou néfastes, l'avance des masses vers le pouvoir, ont, en partie, engendré l'économie moderne. Ces deux faits, qui sont nés de l'intelligence, car l'industrialisme provient d'un siècle de merveilleuses inventions et la démocratie est la mise en oeuvre de l'idée lointaine que le nombre doit recevoir sa part d'autorité, retournent à l'intelligence. Ils fournissent l'argument réaliste aux systèmes philosophiques déjà conçus. Fécondés par l'esprit, ils déterminent la volonté par la force du sentiment, suprême sur les foules. Le sentiment provoque la conscience collective, cet « unanimité » dont ont parlé les littérateurs et, dans l'ordre social, suscite le mythe de la Cité prochaine où l'homme, déjà rendu puissant par toute une étape de triomphes sur la nature, se reposera enfin dans le bonheur parfait de l'égale jouissance.

Les inventions du XVIII^e siècle ont dissocié les agents de la production. Le lien de la corporation rompu, l'ouvrier quitta la maison du maître pour la confusion de l'usine où régna un capital anonyme. L'État, resté soupçonneux à la suite de ses premières conquêtes, refusait d'admettre entre l'individu et lui l'association professionnelle. Des idées, lancées en France par les Physiocrates et en Angleterre par les fondateurs de l'École classique, et dont l'éclosion avait été préparée par les travaux des philosophes, visaient à justifier l'intérêt personnel. L'individualisme économique trouvait les assises libres. L'ambition d'une fortune rapide fit le reste.

La réaction fut prompte. Aux résultats sociaux, très vite décevants, des économistes, des sociologues et, plus tard, des législateurs opposèrent le renouveau de leurs doctrines et l'efficacité de leur action. La thèse associationniste, poussée au delà de ses limites par les socialistes de la première heure, fut posée différemment. La parole généreuse et les oeuvres de grands catholiques préparèrent notre époque à recevoir l'enseignement de Léon XIII, passé d'une longue méditation dans la forme définitive de l'Encyclique *Rerum novarum*, coup d'aile sur l'immense vague de fond. Ces pages, par la pensée d'éternelle justice qui les anime, demeurent d'actualité.

Depuis le jour où le Pape offrait aux peuples cette formule de paix, les événements ont achevé de transformer le monde économique. La concentration, réalisée par la finance, a donné au capital une arme décisive et fait apparaître, encore hésitante, la défense patronale. L'afflux vers les villes, l'agglomération humaine aux centres de production, ont confirmé l'ouvrier dans l'assurance de sa force. Au socialisme scientifique, mis au rancart, les syndicalistes révolutionnaires ont substitué l'action directe et consciente. Le mouvement a touché le château-fort anglais et menacé la démocratie américaine, si sûre de ses libertés. La question sociale n'a rien cédé de son acuité. On l'a ramenée avec raison à l'« inégalité des conditions humaines ». Elle est au cœur de l'homme.

La guerre de 1914 servit de trêve à la guerre sociale. La querelle s'apaisa devant les exigences de la nation. L'étatisme, encore discuté dans bien des domaines, revêtit soudain la rigueur d'un commandement. La réquisition fut la loi de tous, le salut du peuple. Quelques grèves, fortement blâmées par l'anxiété commune, rappelaient de temps à autre l'ancienne et vivace divergence. Le travailleur, déjà redevable au syndicat d'une situation meilleure, acceptait l'impôt du sang mais réclamait un salaire proportionné aux prix de guerre et que justifiait le gain du profiteur. Les doctrines se taisaient. Les antimilitaristes eux-mêmes faisaient la guerre à la guerre. Les esprits, profondément remués, reportaient à l'heure problématique de la paix la reprise de la « lutte finale ».

L'armistice libéra les volontés, tournées vers la seule destruction pendant la pesante suite des jours de combat et de deuil : minute d'intense soulagement où la joie des épargnés s'épancha en manifestations presque enfantines. La certitude de vivre équivalait parfois à une résurrection.

La lettre du traité de Versailles consacra timidement quelques aspirations vers le mieux-être social. Les lents plénipotentiaires de la Société des nations fondaient une internationale ouvrière, érigée en parlement mais contrainte, par raison d'État, au vague des discussions théoriques. Insuffisante satisfaction jetée à l'attente des peuples.

La multitude avait espéré davantage. Pour elle, la guerre devenait un argument de justice. La tourmente avait porté une espérance au sein de ses maux, et les hommes ne s'étaient pas battus uniquement pour triompher d'un ennemi. La paix intéressait le monde plus encore que les nations. Il désirait renaître. Tout était à reconstruire. Sorti de la nuit, l'homme regardait obstinément l'aurore. Ce titre de roman n'a-t-il pas été jeté dans les premiers frémissements de la victoire : La vie commence demain. La longue patience des combattants méritait une compensation.

Ces désirs prirent voix aussitôt. Leur expression fut nettement révolutionnaire chez les uns, plus modérée en apparence - quoique nourrie d'une même doctrine - chez les autres. On connaissait déjà l'action directe et la socialisation, accommodées au gré des circonstances ; mais la réalité bolchéviste étonna. Elle parut une expérience décisive, vouée à l'insuccès, mais dangereuse et rapide comme une gangrène.

Il y eut des réactions, dont on peut faire deux groupes. Le conservatisme financier prêcha la restauration des forces économiques, la reprise de la production exigée par l'énorme déficit de guerre. Il accordait, en passant, quelque attention aux préoccupations sociales. La sociologie économique, élaborée par des hommes d'œuvre et de pensée, liés au travail de l'usine ou chargés par leurs fonctions de la conduite des hommes, mit au point des projets dont la diversité concordait vers une même fin : la paix, par la reconnaissance de légitimes revendications. Tels les évêques américains.

* * *

Les hostilités à peine terminées, quatre évêques, composant le Comité d'administration du Conseil national catholique de guerre des États-Unis, rédigeaient, sous le titre Social reconstruction, une déclaration qui est un véritable programme-manifeste. L'avant-propos porte leurs signatures : Pierre-J. Muldoon, évêque de Rockford, président ; Joseph Schrembs, évêque de Toledo ; Patrice-J. Hayes, évêque de Tagaste ; William-T. Russel, évêque de Charleston. Le texte de ce document, « expression de la hiérarchie catholique américaine », fut répandu à profusion. Il en existe deux éditions officielles : l'une a été publiée en janvier 1919 par le Conseil national catholique, à Washington, et fait partie d'une série de tracts sur la reconstruction (Reconstruction pamphlets) ; l'autre, plus chétive, d'un point minuscule, a paru dans la collection des documents parlementaires. La traduction, que j'ai utilisée, a été faite par la Ligue de ralliement français en Amérique. Malheureusement, elle est incomplète.

On a laissé tomber des passages qui paraissaient soulever des questions contestées ou n'être pas d'un intérêt primordial. Ainsi, le traducteur a mis de côté les paragraphes concernant l'assurance sociale, la participation ouvrière à la direction des entreprises industrielles, les réformes de base que doit subir le régime social, la coopération de production et l'actionnariat, l'augmentation des revenus du travail, l'abolition et le contrôle des monopoles. N'était-ce pas dénaturer les directives que les auteurs entendaient tracer ? Les affirmations jugées inopportunes pouvaient être livrées à la discussion, aussi bien au français qu'en anglais. Traduction à lire mais texte intégral à garder pour les combats à venir.

* * *

Les idées générales qui fondent le programme de l'épiscopat américain escortent, comme de droit, une citation de Léon XIII: « La société ne sera guérie que par un retour à la vie chrétienne et aux institutions du christianisme. » Ce rappel de la pensée du grand pape renoue l'unité de la doctrine. Comment ne pas rapprocher aussi l'ardeur de Ferdinand Brunetière à proclamer cette vérité essentielle : en vain changerez-vous les esprits, si vous n'avez pas touché les cœurs, vous n'avez rien fait. Ce qui revient à poser, avec le même auteur, la fameuse équation fondamentale : la question sociale est une question morale. Ou encore, pour être plus explicite, les phénomènes économiques - qui sont, ne l'oublions pas, des phénomènes sociaux, - sont conditionnés, en partie, par des nécessités d'ordre moral. L'économie politique est une science d'humanité, donc une science morale. Vérité affirmée par des savants, même positivistes, au début du siècle dernier, et que l'enivrement de produire et d'accumuler a affaibli jusqu'à l'anéantir.

Les évêques appliquent au travail, puis au capital, cette doctrine de vie.

Au travail d'abord : « l'ouvrier doit reconnaître qu'il doit à son patron et à la société une honnête journée de labeur en retour d'un salaire raisonnable, et admettre aussi que les conditions sociales ne pourront progresser essentiellement avant qu'il ait déraciné de son cœur le désir de recevoir un maximum de gages pour un minimum de travail. » L'ouvrier apporte son travail à l'œuvre de production et la justice lui ordonne de ne pas se dérober à la tâche qui fait l'objet de son contrat. Il assure ainsi l'honnête productivité de son effort, principe économique et moral absolument confirmé par l'observation des économistes et les expériences des monteurs d'usines.

Au capital ensuite, car le travail n'a pas – loin de là - à porter tout le poids des devoirs dans notre société industrialisée. Le capital n'a pas seulement des droits: sa puissance lui impose de sérieuses responsabilités. Écoutons la parole épiscopale : « Le capitaliste doit également envisager les choses sous un nouvel angle. Il a besoin d'apprendre cette vérité, longtemps mise en oubli, que la richesse n'est donnée qu'en dépôt, et qu'il faudra rendre compte de la manière dont elle aura été administrée; que faire du profit n'est pas la eule

base sur laquelle reposent et par laquelle se justifient les entreprises d'affaires, mais qu'il y a de ces entités qui s'appellent : profits raisonnables, intérêts raisonnables et prix raisonnables. » Quel consommateur, aux époques où la spéculation est libre de tous les excès, n'a pas émis semblable protestation ? Même dans les phénomènes courants qui paraissent du domaine de l'économie politique pure, dans l'achat-vente par exemple, ou dans les opérations monétaires, le principe moral a été restauré, par un rajeunissement de la doctrine scolastique.

Pourquoi les évêques s'en sont-ils tenus à d'aussi courtes indications dans l'ordre général ? Cette brièveté voulue me plaît, et je pense qu'il y a avantage, dans la solennité de tels documents, à dégager en pur relief une ou deux propositions qui gagnent à être dessinées avec austérité. À peine a-t-on parcouru ces propositions que l'on réfléchit au rôle du travail. Rien sans lui ; et rien d'effectif sans un travail volontaire et consciencieux. Rien non plus sans le capital, instrument assoupli par des siècles de conservation. La réussite de l'œuvre productrice exige une certaine liberté du capital, qui provoque les initiatives, mais la liberté, ici comme ailleurs, n'est pas de tout faire : elle se limite à la morale. Si l'on veut aider au succès d'une affaire et assurer parmi les producteurs l'ordre et le contentement, il faut admettre qu'il existe des profits, des salaires, des intérêts et des prix dits raisonnables et justes. Or, seule une loi supérieure imposera ces vérités à la conscience humaine.

C'est ce que préconise l'épiscopat américain par la troisième leçon que voici : « Avant tout et par-dessus tout, (le capitaliste) doit cultiver et fortifier dans son esprit cette vérité, que beaucoup d'hommes de sa classe ont saisie pour la première fois pendant la guerre : savoir, que l'ouvrier est un être humain, et pas seulement un simple instrument de production ; que le droit du travailleur à une honnête forme d'existence est le premier devoir que la loi morale propose à l'industrie. Le patron a droit à se faire un train de vie raisonnable, grâce à ses affaires ; mais il n'a pas le droit de retirer des intérêts de l'argent qu'il a placé avant que ses employés aient reçu un salaire au moins suffisant pour vivre. C'est là un principe d'humanité et de christianisme, lequel tranche avec la morale purement commerciale et païenne, qui gouverne l'industrie. » Énoncé fondamental où est ramassée toute la question des lois économiques et des lois transcendantes de la moralité, et qui marque le but vers lequel se dirigera toute entreprise sérieuse.

Les évêques ne sont pas seuls à penser ainsi. Plus d'un économiste adopte la même attitude. C'est peut-être ce que l'on ne sait pas assez. Pour juger l'ensemble des doctrines économiques on s'en tient parfois trop facilement aux enseignements de l'école libérale, dite orthodoxe. Son erreur capitale a été, surtout en matière de répartition, d'ignorer la morale en cherchant à constituer, sur des fondements détachés, une science qui ne devait être que la libre application d'une harmonie préétablie. Cette faiblesse constatée, comment ne pas répudier tout ce qui a pu jaillir d'une pareille source ? C'est exagérer pourtant. Les économistes orthodoxes nous ont laissé des arguments précieux et qui nous servent chaque jour à défendre des opinions parfaitement saines et

favorables à l'ordre social : ils ont encouragé l'esprit d'initiative, combattu l'étatisme, préservé la monnaie, défendu la propriété, sauvé l'industrie, donné de l'élan au commerce.

Mais ce n'est pas le moment de défendre les économistes classiques ; rappelons seulement que tous ne sont pas les mécréants que l'on croit volontiers et, en définitive, qu'ils ne sont pas tous les économistes. Laissons de côté les polygraphes: Gonzague Truc, par exemple, auteur incroyant d'un livre sur le Retour à la scolastique et philosophe résolu des Nouveaux barbares, et Henri Clouard qui écrivit cette chose féconde, Pour une constitution de l'intelligence; et limitons-nous aux économistes. Ils sont nombreux ceux dont on citerait les oeuvres à l'appui de la thèse de l'Épiscopat américain. J'avais songé d'abord à les grouper, depuis Charles Gide jusqu'à Henri Truchy et Camille Perreau, en passant par Guillaume Roscher, Roger-W. Babson et le « prince des économistes », Alfred Marshall. Ils sont trop. Je retiens plutôt une page qui paraît résumer les conclusions qu'a adoptées la science économique :

« Nous croyons que le goudron est un roi plus puissant que le Kaiser, écrivait, en 1916, M. Jean Labadié. Cependant si, par le grossier militarisme qui la soutient, la puissance du Kaiser est parfaitement commensurable à celle de l'industrie et par conséquent du goudron, l'une et l'autre doivent plier devant la puissance divine de la loi morale. Nous comptons bien que la puissance du Kaiser pliera la première. Mais ensuite, l'âpre lutte pour la vie dans un libre-échange à outrance - idéal individualiste spencerien, avalisé en fait par la science économique officielle - devra s'humaniser, c'est-à-dire se moraliser.

« En d'autres termes, la science des rapports économiques est incomplète. Elle devra explicitement tenir compte des facteurs moraux, si elle veut devenir science exacte et si elle prétend, comme il faut le souhaiter, nous préserver de tout ce que le socialisme contient d'utopie pour nous faire bénéficier de ce qu'il a de généreux et de légitime...

« Cette économie politique morale que nous souhaitons, les événements ne vont-ils pas, d'ailleurs, l'imposer en raison de l'immense destruction des richesses du fait de la guerre ? Et la guerre n'est-elle pas la faillite évidente du « laisser faire, laisser passer » ?

« Il est téméraire de vouloir approfondir ces vues, mais pourquoi le siècle qui s'ouvre ne serait-il pas celui des sciences morales exactes, de même que celui qui finit a été celui de la mécanique physique exacte ? »

Voilà tranchée la vieille querelle sur l'applicabilité de la doctrine économique. L'économiste mêlera-t-il l'art à la science, et proclamera-t-il, outre ce qui est, ce qui devrait être ? En d'autres termes, l'économie politique est-elle une science sociale complète, ou une simple enfilade de vérités sans objet précis ? L'économiste pense et écrit pour l'homme. Il est inadmissible qu'il l'oublie.

* * *

Les évêques ont étudié sept programmes dont quelques points ont retenu leur sympathie et, jusqu'à un certain degré, entraîné leur adhésion.

Ils rejettent en bloc le « programme de reconstruction sociale » du parti travailliste anglais, attribué à Sidney Webb, qui leur paraît le plus radical et qu'ils ramènent d'un seul mot à son caractère socialiste. Ce programme réclame un minimum de loisir, d'hygiène, d'éducation et de subsistance ; la nationalisation des industries, au moins des industries monopolisées ; le paiement par le capital de toutes les dépenses de guerre ; le retour de l'excédent de richesse à la collectivité, afin de promouvoir les arts, l'éducation, le bien-être des masses.

Nous connaissons mieux les vues américaines. Les programmes de la California State Federation of Labor, de la State Federation of Labor of Ohio et, enfin, de la Chicago Federation of Labor préconisent des réformes vivement teintées d'étatisme : la prévention du chômage, la nationalisation - on ne dit pas encore, comme ailleurs, la syndicalisation - des capitaux et des services publics et même des « ressources naturelles foncières », l'imposition de lourdes taxes sur la richesse accumulée, la « confiscation de tout héritage à partir de cent mille dollars ». Des trois associations, la Fédération du travail de Chicago, qui a donné naissance au Parti travailliste indépendant, semble la plus avancée.

Ces programmes ont des exigences extrêmes. Tout à côté, d'autres projets sont plus modérés. Ils réclament le salaire minimum, la journée de huit heures, l'assurance sociale sous toutes ses formes, la formation professionnelle ou la rééducation des démobilisés, la réduction du coût de la vie par l'action des sociétés coopératives. Sur ces questions, il peut y avoir accord, au moins en principe.

On a comparé le programme des évêques américains à celui de la Fédération américaine du travail. Le rapprochement est sensible sur certains points ; sur d'autres - et c'est, on l'entend bien, l'État qui sépare davantage -, l'entente demeure et veut être impossible. La Nation ne se gêne pas pour accorder la palme au programme catholique: That a quartet of catholic clergymen should give the country stronger labor doctrine, more intelligibly presented and more persuasive, than the reconstruction committee of the American Federation of Labor, is the clue of the times.

La déclaration patronale, faite par la Convention of the National Chamber of Commerce, le 6 décembre 1918, étonne les évêques par ses réticences. Elle cite bien Rockefeller, mais elle recule devant l'application des principes qu'il énonce, notamment la nécessité d'un effort social aussi prononcé que l'effort industriel, un salaire et des heures de travail raisonnables, des conditions décentes d'hygiène et de logement, un loisir intelligent, la culture par l'éduca-

tion. Elle s'arrête à discuter affaires, à exiger la diminution de l'impôt, à défendre la liberté de monopoles. Exemple de plus en plus rare d'impardonnable insouciance devant la réalité.

Plus éveillés, plus préoccupés d'humanité sont les vingt patrons Quakers d'Angleterre. Ils ont, à coup sûr, exercé une influence sur les évêques américains, qui apprécient leur projet en ces termes : ce document renferme « la définition la plus précise et la plus large que nous devons à la classe des industriels touchant la reconstruction ». Il reconnaît le droit d'association, le contrat collectif, le salaire familial, la participation de l'ouvrier à la conduite « industrielle » de l'usine. Il réclame mieux encore que les simples mesures d'hygiène et de salubrité, accordées par toutes les législations préoccupées de sauvegarder la race et la morale. Il concède la diminution du dividende et la remise à la collectivité d'une part des bénéfices. Il conclut : « Nous demandons à tous les patrons de considérer attentivement si leur train de vie et leurs dépenses sont strictement en harmonie avec les nécessités de leur situation sociale. Rupture d'équilibre sur ce point constitue perte sèche, et occasionne, au surplus, de regrettables divisions intestines. » C'est parler sagesse. Pourquoi penser que la question sociale n'a qu'un aspect ? Elle résulte de la rémunération du travail et de la marge du profit.

À ces énoncés s'ajoute, en couronnement, une synthèse religieuse : l'opinion de l'Interdenominational Conference of Social Service Unions, qui réunit dix groupes d'adeptes et où les catholiques figurent. Ce programme s'élargit jusqu'à cette vérité de base que le christianisme apporte à la solution des problèmes sociaux des directives essentielles, en particulier par la sanction de l'intangible suprématie morale de l'homme. Le travailleur doit recevoir un salaire pour vivre, goûter un juste repos, habiter un logis sain, être gardé du chômage, prendre même part à l'orientation de l'industrie, s'instruire au triple point de vue de la religion, de la morale et de l'esprit, être protégé contre les influences de milieu qui restreignent les forces vives de la race ; il doit aussi respecter les autres à son égal, accepter la loi fondamentale du travail, conserver dans toute sa pureté, dans toute sa valeur, le lien familial. Ce programme a, en outre, un mérite que prisent fort les évêques : il est pratique, et n'est pas, comme tant d'autres, « d'un caractère abstrait, plat et anodin ». Aux formules théoriques, il joint les moyens de réalisation. Il prêche et fonde.

* * *

Etre pratique, c'est l'intention des évêques. Ils le disent et le redisent. Fût-ce en rognant sur les généralités, car ils n'espèrent pas tout embrasser, ils ne veulent pas perdre de temps : ils proposent des remèdes d'application immédiate. Ils font un clair et « impérieux appel à l'action ». Ils ramènent à des limites nettes le sens du mot reconstruction, titre de leur oeuvre, mot dont tant d'auteurs ont abusé. Ils touchent les points faibles de notre régime, dégagent les réformes à entreprendre d'abord, et parent au plus pressé. Leur programme est donc surtout économique et social, et c'est bien ainsi que l'ont compris les revues et les journaux américains, même la catholique *America*.

Ils rattachent leur programme à la guerre qui laissait des traces si marquées. Ils entendent conserver les organes administratifs créés pendant les hostilités, comme le *National War Labor Board* qui a prévenu des grèves, obtenu de justes salaires, admis l'association, encouragé les pourparlers entre patrons et ouvriers, préservé la liberté du travail en écartant la pression des syndiqués. Ils maintiennent les mesures législatives qui ont déjà subi l'épreuve du temps, comme les pensions aux soldats. Ils y rattachent la colonisation des terres neuves ou libres par les retours du front et les matelots munis d'un capital d'exploitation, mais à la condition qu'elle soit dirigée par des groupements plutôt que par des individus. Cette initiative utiliserait des hommes, grossirait la classe des propriétaires, donnerait une impulsion à la production agricole qui constitue un des plus sûrs moyens d'amoindrir le coût de la vie. L'État devrait donc pousser cette action, « une des plus bienfaisantes » qui soient.

Comme dans tous les documents de ce genre, les paragraphes du programme se suivent sans beaucoup d'ordre et chevauchent un peu, distingués seulement par des titres d'un point plus accentué. Pour ramener à un alignement méthodique la suite des desiderata, j'applique à la déclaration des évêques les divisions d'un cours sur les questions ouvrières.

I. *Le placement et l'apprentissage*. - La guerre, ici encore, a innové. Le Bureau officiel de placement devrait être maintenu, afin que son action se fasse sentir contre la menace, toujours ouverte, du chômage. L'accord est fait sur ce point un peu partout. On admet l'avantage des Bourses du travail (*Labour Exchanges*), organisées sur le modèle anglais et chargées de coordonner les offres et les demandes. Au Canada, c'est chose faite.

Quant à l'apprentissage, si désirable mais si difficile à instituer et pour des raisons nombreuses qui tiennent à la vie même et à ses exigences hâtives, les évêques conseillent, avec d'autres, l'enseignement professionnel, bien compris, et multiplié. Mais cet enseignement ne nuira pas à l'éducation. C'est une condition posée par les auteurs, qui ajoutent - la phrase vaut d'être détachée, venant d'Américains - : « Une sainte démocratie ne peut tolérer une formation purement technique ou commerciale pour aucune catégorie de ses citoyens. » Littéraires invétérés que nous sommes, comment n'applaudirions-nous pas ? L'instruction vraie est double : elle prépare à la pensée et à la tâche. Une seconde condition jette une nuance assez vive : l'apprentissage n'amoindrira en rien l'école paroissiale ni l'école privée. « Au contraire, poursuivent les signataires, nous réclamons que les avantages d'un pareil entraînement industriel s'étendent à toutes les écoles privées qualifiées tout aussi bien qu'aux écoles publiques. Nous ne voulons pas de divisions de classes en matière d'éducation, non plus que du monopole de l'État sur l'enseignement. » Voilà qui est formel et mérite d'être retenu. Aussi bien, le passage est-il souligné dans la traduction de la Ligue de ralliement français en Amérique. Dans le texte anglais, non.

II. *La réglementation du travail*. - Les évêques admettent l'intervention de la loi pour réglementer et protéger le travail d'usine. D'abord, pour sauvegarder la salubrité des ateliers par l'application des mesures d'hygiène, si nécessaires à l'accomplissement de la tâche ouvrière ; puis, pour interdire ou pour réduire le travail des enfants et des femmes. Quelques États américains ont commencé à écarter l'enfance du dangereux régime de la fabrique ; les autres, éclairés par l'opinion, y viendront. Les évêques vont plus loin que la Conférence internationale de Washington et, comme la Fédération américaine du travail, ils demandent que les enfants de moins de seize ans ne soient pas admis à la manufacture. Au besoin, un impôt de dix pour cent frapperait les produits fabriqués par des enfants. Les femmes, contraintes au travail pendant la guerre, ont donné un bel exemple d'endurance et de vigueur ; mais il est des tâches que leur constitution et leur dignité ne leur permettent pas d'assumer toujours. Le retour des soldats à la vie civile, la répartition de la main-d'œuvre par les bureaux de placement, ont permis à nombre de femmes de renoncer aux fonctions pénibles de certaines industries pour rester, tout simplement, gardiennes du foyer.

III. *Le salaire*. - Le contrat de travail est conclu, auquel les évêques ne s'arrêtent guère : à peine une ou deux allusions. Il fait naître des obligations. De la part du patron, il entraîne le paiement d'un salaire. Nous touchons à l'une des parties les plus neuves et les plus captivantes du programme.

Les évêques consacrent de leur autorité trois principes déjà formulés par des économistes et des sociologues à la suite de longs débats : ils acceptent le salaire minimum, le salaire familial et, pour l'ouvrière, l'axiome : à travail égal à celui de l'homme, salaire égal. Qu'est-ce à dire ? Ces mots sont plus vite écrits que définis. Il sied de préciser.

Il semble être dans la pensée des évêques que le salaire minimum soit un salaire familial. N'est-ce pas ce qui découle du passage où, après avoir constaté le succès grandissant du minimum de salaire fixé par la législation, les auteurs affirment que « les différents États devraient passer des lois à l'effet d'établir une échelle de salaires qui soient au moins suffisants pour assurer l'honnête subsistance de la famille, dans les cas d'adultes mâles, et, dans les cas des femmes, suffisant pour que chacune puisse vivre convenablement ? » Les évêques ne recherchent pas si le salaire familial sera d'application difficile, si la diversité des familles, en particulier, n'entravera pas la fixation d'un salaire type, ou s'il n'y aurait pas lieu d'établir un sur-salaire. Ils n'ont qu'une préoccupation: épouser la doctrine de ceux qui croient que, en principe, le travailleur et les siens doivent vivre.

Vivre: le même mot est appliqué aux femmes, dans cette phrase, d'une singulière portée : « Dans le commencement, le minimum de gages pour les femmes ouvrières devrait être en harmonie avec les besoins actuels de la

famille et ces gages devraient être haussés graduellement de façon qu'ils puissent répondre à ses besoins futurs, c'est-à-dire qu'ils devraient, en fin de compte, être assez considérables pour permettre à l'ouvrière d'économiser autant qu'il est nécessaire pour la protéger, elle et sa famille, contre la maladie, les accidents, les infirmités, la vieillesse. »

IV. *Le salaire et le coût de la vie.* - Le salaire nominal, c'est-à-dire la somme que touche l'ouvrier, reçoit sa juste mesure du coût de la vie. C'est le salaire réel qui compte, déterminé par le nombre d'objets que représente, en définitive, le montant versé au travailleur. Le prix des choses étend ou limite le pouvoir d'achat. Que le salaire double, si le coût de l'existence triple du même coup, qu'y a-t-il de fait ?

Or, depuis la guerre, les prix ont augmenté. L'État a bien cherché à établir ici et là un maximum, à arrêter la hausse par une intervention législative; mais il a dû renoncer à cette politique que, d'ailleurs, les évêques réprouvent. Une action contre les « pratiques tortueuses » des monopoles, au besoin la concurrence de l'État contre les trusts, la réglementation de la vente des produits nécessaires, l'établissement d'un impôt sur les bénéfices exorbitants: toutes ces mesures seraient plus efficaces que l'action directe du Gouvernement sur les prix. Il suffit de reconnaître que celui qui arrive à vaincre ses concurrents n'a pas le droit d'extorquer des consommateurs un injuste profit: tout au plus consentira-t-on que celui qui manifeste un talent, une activité, une « efficacité » hors pair, reçoive une rémunération plus forte.

Revenons à l'ouvrier. Notre régime économique pêche par plusieurs côtés. Il réserve, en particulier, des revenus insuffisants à « la grande majorité des salariés ». Le travail n'est pas suffisamment rémunéré. Selon Lauck et Sydenstricker, dont les évêques invoquent le témoignage, « les quatre-vingtièmes des chefs de famille gagnaient moins de huit cents dollars avant 1914, tandis que les deux-tiers des femmes travaillant à gages ne touchaient pas quatre cents dollars ». Quoi qu'il en soit, les budgets ouvriers d'avant-guerre montrent que le salaire de nombreux travailleurs, suffisant pour leur permettre d'exister, était loin de leur apporter toutes les satisfactions. L'alimentation, le vêtement et le logement absorbaient une trop large part du revenu: il ne restait souvent rien pour assurer un intelligent loisir, sinon pour parer à des besoins qui sont aussi importants que la nourriture.

La guerre a modifié la situation: les ouvriers ont touché davantage. En principe, pensent les évêques, il serait de saine économie de maintenir la plupart des salaires au point où la guerre les a portés, même si le coût de la vie diminuait. La question sociale, je le répète, est surtout une question de bénéfice et l'ouvrier ne doit pas porter seul le poids de sa solution. D'autre part, le salaire n'est pas, autant qu'on veut le faire croire, un élément de cherté. Il doit être élevé si l'on exige du travail plein rendement. Le machinisme, l'organisation méthodique de l'usine, l'invention et la recherche scientifique peuvent donner un essor nouveau à la production et laisser à l'ouvrier une part

assez considérable, un revenu qui agira, par les consommations individuelles, sur la prospérité générale. Que dire du travail intellectuel, victime de la guerre ? La question sociale s'est déplacée au cours des hostilités. L'homme de profession, le technicien souvent, l'employé de commerce, le rentier, ont connu la misère. Et pourtant, que deviendrait la plus orgueilleuse production sans l'intelligence ? Est-ce la matière inerte qui nous a donné le progrès ?

Enfin, où serait le mal si l'homme recevait un peu plus que la stricte justice enfermée dans le salaire consenti par le patron ? Vivre, est-ce seulement exister ? La pensée de Gounod : « Ne confondez jamais l'existence avec la vie » n'a-t-elle pas un sens profond, ne trouve-t-elle pas une application heureuse en ce point même ? Recevoir de quoi exister, est-ce toujours, comme disent les évêques, « pleine mesure de justice » ? N'est-ce pas plutôt, comme pensent encore les théoriciens du catholicisme social, « un minimum de justice » ? Croit-on que tout est bien quand l'ouvrier a sué sa tâche et mangé son pain ? N'y a-t-il pas place pour le repos et le loisir, un repos physique et moral, un loisir occupé par l'art ? À quoi serviraient les savantes économies du monde sans cette ultime réalisation, où l'âme et l'esprit trouveront les vraies satisfactions de l'être humain ? Que celui qui a respiré l'atmosphère de la fabrique, et observé l'effort qu'impose la division du travail, réponde. L'industrie et l'ouvrier ont droit à la vie : voilà la conciliation nécessaire, que l'avenir rendra possible.

V. *Les assurances sociales.* - L'assurance constitue un des besoins secondaires auxquels le salaire normal devrait pourvoir. Les évêques n'acceptent l'assurance d'État que comme « un moindre mal », une transition vers un régime de liberté. L'industrie assumera plus tard le fardeau des assurances sociales, comme elle a pris à son compte les indemnités en cas d'accidents du travail. L'aide de l'État ne sera que provisoire et, d'ailleurs, peu considérable. L'ouvrier qui reçoit un salaire tout juste suffisant pour faire vivre sa famille, ne saurait être tenu de contribuer aux fonds d'assurance. L'idéal serait que le travailleur tirât de son labeur une rémunération suffisante pour parer, de son plein gré et sans atteinte à sa dignité, « à tous ses besoins, à toutes les exigences de sa vie présente et à venir ». En attendant, les cliniques - gratuites seulement pour les plus pauvres - et l'inspection médicale des écoles allègeront les maux qui s'abattent sur ceux que la fortune ignore ; et la construction de logements ouvriers, entreprise dans plusieurs villes par l'État américain, sera continuée afin d'écarter des centres surpeuplés les dangers les plus graves qu'une société ait à redouter.

VI. *La coopération et la participation.* - La coopération et la participation - dans toutes les acceptions de ce mot - aideront l'ouvrier à se constituer un sort meilleur.

Pour réduire le coût de la vie et augmenter le salaire réel, les évêques conseillent de développer la coopération de consommation, la grande réussite

de l'Angleterre et de l'Écosse, étendue à l'Empire. Ils y voient une école où le peuple acquerra, avec la connaissance des affaires, le goût et l'esprit de l'épargne et la compréhension du devoir social.

La participation sous toutes ses formes tente d'ajouter au salaire : qu'elle soit un partage des bénéfices, opération qui n'est pas toujours facile fructueuse, ou qu'elle fasse de l'ouvrier un associé par l'actionnariat. Ces deux manifestations économiques, assez récentes, ne furent qu'un début. Nous assistons à une participation plus complète, non plus réduite aux profits mais poussée jusqu'à la surveillance, sinon jusqu'à la direction des entreprises. Est-ce la fin ? Verrons-nous le salariat disparaître ? Je ne le crois pas. Mais les évêques assurent que cette disparition ne signifierait pas nécessairement la mainmise de l'État sur les instruments de production. Dieu les entende !

* * *

Un paragraphe, que les traducteurs ont biffé, résume le programme des évêques américains et révèle son unité. Le régime de l'économie mondiale porte trois vices fondamentaux : une perte marquée dans la production et la circulation des richesses; une insuffisance de revenu pour le plus grand nombre des travailleurs ; une exagération du bénéfice - *unnecessary large* - touché par une minorité de capitalistes privilégiés. Toutes les réformes réclamées par les évêques visent à supprimer ces inharmonies. La coopération, l'actionnariat, la participation de l'ouvrier à la conduite des entreprises, diminueront les pertes et rétabliront l'efficacité du travail. Le salaire familial, permettant d'exister et de vivre, apportera à l'ouvrier, avec le bien-être et le loisir, la satisfaction de la justice mieux respectée. La réglementation des monopoles et l'impôt, sinon la volonté mieux éclairée des capitalistes, restreindront les profits exagérés.

Ce programme est un beau témoignage. Rédigé dans un moment d'exceptionnelle gravité, il est bref et décisif, car, pour faire oeuvre réalisable, les auteurs ont coupé au plus court vers des solutions. Certaines personnes eussent désiré un peu plus de doctrine; et l'on a même reproché aux commentateurs de n'en avoir pas fait à la place des évêques. Sans doute eût-il été excellent d'insister sur l'interdépendance des forces productives, le droit d'association et le fait de grève, le contrat collectif. Cependant, ceux qui ont lu et médité le document se sont rendu compte que les évêques ont touché à tout, d'un mot souvent, d'un paragraphe parfois, mais à tout. C'est la volonté d'être acceptés par l'opinion qui les a guidés. Et puis, l'Encyclique *Rerum novarum* - dont ils ne citent qu'un passage, qui sert à articuler leur programme au grand énoncé doctrinal de Léon XIII leur tient lieu d'admirable préface.

C'est même ce qui nous intéresse davantage, ces vérités d'ordre pratique, tranchées dans le sens de la tradition et en vue des besoins de l'heure. Vérités qui ne sont pas neuves, si des sociologues les ont énoncées déjà ; mais que l'on se réjouit de voir passer dans une affirmation dégagée désormais de la controverse, des discussions spéculatives, et revêtue - c'est un point essentiel -

d'une incontestable autorité. Le public américain ne s'y est pas trompé, qui a aussitôt compris la portée de l'enseignement des évêques ainsi placé à côté de celui des groupements sociaux avancés. Nous le savons, la Nation y reconnaît même la plus forte pensée exprimée de nos jours sur la question sociale. L'opinion est bien américaine et ne concerne que les États-Unis, mais elle est quand même significative.

D'un autre côté, comme la même revue affirme qu'un socialiste serait satisfait de la déclaration signée par l'épiscopat américain, on peut se demander, avec ceux qui ont manifesté des craintes à ce sujet, si le programme n'est pas trop étatiste. Il veut ne pas l'être, même dans les termes; et on y rencontre une vive insistance pour qu'il ne le soit pas. Il se borne à un interventionnisme prudent, soupçonneux même. Les évêques écartent la nationalisation et proclament la propriété; ils préconisent l'assurance sociale mais à leur cœur défendant; ils rejettent le monopole officiel de l'instruction; ils redoutent comme un étouffoir la bureaucratie socialiste; ils croient à la persistance du salariat; même en matière économique, ils demandent que le gouvernement renonce à ses procédés de guerre.

Ce programme est vigoureux. Il pousse jusqu'au bout la logique du principe moral, qu'il établit dans l'ensemble de l'économie. C'est, à mes yeux, son plus grand mérite. Il exige que l'on superpose aux lois de l'économie naturelle les lois d'humanité: justice dans la répartition des biens par le salaire familial; justice dans la circulation par des échanges consciencieux; justice dans la production, par un partage équitable des responsabilités; justice dans la consommation par l'action régulatrice des impôts; proclamation de la valeur de l'être humain; affirmation du rôle final de la richesse, confiée pour le bien à celui qui l'accumule; proclamation d'une saine et légitime liberté.

Programme idéal? Peut-être lointain seulement et destiné à s'appliquer peu à peu. La journée de huit heures remonte à Philippe II d'Espagne; elle fut reconnue en Australie en 1856; elle ne s'est généralisée qu'en 1919. Le saint-simonisme économique, rêve de 1818, est devenu pour une bonne part réalité. Combien d'années le comte de Mun a-t-il clamé les vérités que les lois de son pays ont fini par sanctionner? Le programme des *Chevaliers du travail* a dû paraître, en 1888, bien osé à notre population, peut-être même révolutionnaire: il est passé dans nos habitudes.

Les évêques ont voulu, dans une minute d'angoisse où savoir était le premier des biens, nous affermir; nous indiquer comment répondre à ceux qui nous interrogent et qui se targuent de n'être pas de purs théoriciens; nous tracer la limite de notre sécurité; nous permettre de parler haut à côté de ceux qui ont renoncé à toute hésitation; nous préparer pour les luttes à venir en nous donnant une arme de bon combat et l'appui d'une doctrine.

- Pour une doctrine, 1931.

La conquête économique : Tome III : Perspectives

V

Le rôle social des universités

(1931)

[Retour à la table des matières](#)

Les universités, en formant l'élite, répandent dans les masses les vérités morales et scientifiques dont elles ont la garde.

Depuis leur fondation, sans pousser aux spécialisations que notre temps réclame, elles avaient préparé des hommes cultivés qui s'adaptaient à une fonction, grâce aux idées générales. Les hommes de profession devenaient des spécialistes au prix d'une longue expérience. De grands philosophes, des juristes fameux, des hommes politiques de renom, des savants, des artistes et des techniciens se sont ainsi façonnés. Cette formule n'était pas aussi mauvaise qu'on le croit volontiers de nos jours, où la culture est réduite, sinon menacée. Le spécialiste apportait à la société, avec ses talents d'exécution et ses procédés de mise en oeuvre, le bienfait de sa pensée et de son activité sociale.

Au cours du XIXe siècle, les événements ont donné aux universités une orientation nouvelle. L'un des faits les plus marquants de l'histoire, la révolution issue des progrès de l'industrie anglaise, a provoqué le mouvement économique qui caractérise notre époque. On s'est rendu compte que l'industrie et le commerce avaient besoin d'un régime scientifique, que la supériorité de certains peuples était due à des qualités natives décuplées par un enseignement approprié qui devient une discipline. La science, qui avait déjà quitté les cimes et le rêve pour le laboratoire, pénétra dans les universités et jusque dans les plus anciennes. Les écoles professionnelles ou techniques enseignèrent l'art du négoce, les affaires, l'aménagement des usines et même les métiers. Tout devint scientifique, peut-être à l'excès. Voulant être pratique avant tout, faire vite et en quantité, on demanda à l'enseignement la clef du succès immédiat. On résolut surtout d'accélérer le progrès sans s'arrêter à en peser les conséquences. L'essor économique masqua les réactions sociales. L'énergie créatrice enfiévrâ le monde.

Ce temps, grandi par la science, en était venu toutefois, par habitude du merveilleux quotidien, à oublier l'importance de la fonction scientifique dans l'entreprise. Longtemps, les doctrines officielles n'ont admis que les trois traditionnels facteurs de la production : la nature, le capital et le travail. Et encore ! Du capital intellectuel, accumulé par des siècles de réserve, on ne disait rien ; et le travail, mal défini, ne signifiait guère que l'effort d'exécution. L'invention et la direction occupaient peu de place dans les traités. Heureusement, on revient de ces erreurs de début, de ces omissions par défaut d'analyse. L'intelligence regagne ses droits. Des économistes, abandonnant les théories rebattues, ont insisté sur l'importance économique de la science. La pensée asservit les forces naturelles et enfante la civilisation. La conception, l'administration, la mise en oeuvre, la permanence des entreprises modernes, résultent d'abord de l'intelligence : il n'est pas un travail manuel qui s'accomplisse sans la raison et la volonté.

La guerre de 1914 nous a conduits à d'autres constatations et a fait naître, dans le domaine de l'enseignement, des préoccupations d'un ordre encore plus élevé. N'est-il pas significatif que le Congrès des Universités de l'Empire ait porté à son programme, en 1921, le civisme, la politique et la sociologie ?

Les sociétés humaines ont été profondément remuées par la tourmente. Dans la sphère politique, les solutions de paix n'ont pas acquis la solidité. Les peuples s'inquiètent et s'agitent. Les relations internationales n'ont pas subi la soudure définitive. On sent que les problèmes révélés par la guerre exigent une reprise. D'un autre côté, la question sociale s'avive. Ces craintes nous reportent vers le citoyen, agent des lendemains. Devant l'anxiété générale, les universités ne sauraient rester indifférentes. De fait, elles n'ont pas attendu ce moment pour tracer aux peuples une ligne de conduite. Elles ont posé des oeuvres et formulé des doctrines. Depuis la paix surtout, elles ont agi.

Plus que jamais la nation réclame des citoyens, des hommes qui se plient à l'ensemble du devoir social. Les complexités et les dangers de notre civilisation où la recherche du bien-être et de la fortune prédomine, l'égalité politique et l'accession du peuple à la conduite des affaires publiques, les répercussions du développement économique qui a engendré de nouvelles misères et atteint l'homme dans sa vitalité ; tout cela, joint à un égoïsme tenace, exige que les membres de la communauté s'unissent pour arrêter les excès, remédier aux maux, sauvegarder le principe moral de la société.

Venues des siècles passés, les idées qui ont tendu à la libération de l'individu, à la satisfaction de ses désirs, à l'exaltation de sa force, ont, dans un milieu que les découvertes scientifiques avaient merveilleusement préparé, joué le rôle de catalyseurs : autour d'elles s'est constitué notre régime social. L'intérêt personnel a été proclamé grand mobile de l'action, et le monde livré à une concurrence effrénée où la victoire devait rester au mieux organisé. L'enseignement a visé à former des hommes actifs, armés pour l'existence. Nos universités ont ainsi donné à la société un nombre de plus en plus considérable de spécialistes.

Ce n'était pas un tort. On peut répéter de l'intérêt personnel, de l'individualisme, du sens pratique, de la spécialisation, ce que le vieil Esope disait de la langue : ce sont de bonnes et de mauvaises choses tout à la fois ; et si elles sont ainsi, c'est qu'il est confié à l'homme de les réaliser. L'étendue des connaissances humaines justifie la spécialisation. Le dilettantisme démissionne. La compétence, qui ne s'acquiert que par des études approfondies, est la consolante rançon du progrès scientifique. Tout s'apprend. Non seulement la profession compliquée qui n'accepte de maître qu'après des années d'une sévère fréquentation, mais aussi le plus humble métier.

L'enseignement professionnel, inauguré au siècle dernier, reste nécessaire. Partout la recherche scientifique le complète, afin de pallier, par une utilisation rationnelle des forces, les modifications apportées par la législation ouvrière dans le régime des ateliers. De ce point de vue, l'effort commencé exige une poursuite logique.

La spécialisation qui n'est, ainsi considérée, que l'application sociale du principe de la division des tâches, dégagé par Adam Smith dès les premières pages de la *Richesse des Nations*, ne doit être ni exclusive, ni hâtive. Ce fut l'erreur de notre époque de l'isoler, en quelque sorte, et de lui demander toutes les solutions. Dépouillée de la sorte, elle ne laisse voir que les ressorts d'une admirable mécanique, propre à un seul service, incapable d'une généralisation. L'expérience est faite, et ceux même qui revendiquent, avec le plus d'insistance, la formation par l'enseignement scientifique admettent que la seule préoccupation du métier, que la spécialisation recroquevillée, tapie en elle-même, ne saurait conduire au civisme et, c'est l'expression de l'un d'eux, faire éclore une seule vertu.

La spécialisation sera précédée et accompagnée de la culture générale si l'on veut, dès le collège, préparer des citoyens, répandre la morale civique qui n'est que la floraison de la morale tout court, assurer le rayonnement de l'élite. Certes, l'homme qui connaît son métier, qui possède à fond les moyens d'action de sa profession, sert son pays, à sa place. Dans l'addition finale, il est une unité qui a sa valeur, un élément précieux. Mais une exécution parfaite suffit-elle ? L'habileté tient-elle lieu de conscience ? L'instruction doit préparer à la vie, dit-on de tout côté ; et, déjà en 1895, Brunetière s'insurgeait contre ce que cache d'étroit et d'utilitaire une telle affirmation. L'instruction préparera à la vie, mais à toute la vie. Et cela veut dire qu'elle sera sociale. L'élite n'est pas faite seulement d'instruments. Elle sait et elle sert. Elle reçoit une seconde fonction qui s'ajoute à la fonction professionnelle ; et c'est la fonction civique. Aujourd'hui surtout que la société regarde vers les hauteurs pour scruter ses chefs prochains, l'enseignement secondaire ou supérieur doit y penser.

Tout le monde est appelé au civisme. « Si vous aimez votre pays, faites-lui, en votre personne, le cadeau d'un bon citoyen. » Cette pensée d'un Ancien marque quel cas on faisait autrefois du citoyen et la part que l'on donnait à la formation du caractère. Le civisme est le service social et, comme le service militaire, un résultat plutôt qu'une formule, s'il naît d'un entraînement commun, d'une discipline partagée. L'éducation y pourvoit déjà dans la famille et le milieu d'exemple où s'arrête le regard de l'enfant. Mais la famille est à l'image, de ses chefs, et le milieu est composé de générations successives. Vainement attendrons-nous de ces chefs et de ces générations quelque chose de sérieux, s'ils n'ont pas été imprégnés des principes qui font les hommes. On revient donc sans cesse à cet énoncé fondamental : le civisme est comme une radio-activité morale qui provient d'énergies latentes déposées dans l'intimité du cœur. Les ordonnances empiriques, les raisonnements utilitaires, les tentatives d'occasion, les redressements partiels, les commandements tardifs, ne sont qu'artifice. La vie est dans les âmes.

Qu'est-ce donc qui nous donnera, au-delà de la famille et de l'école primaire où ces pensées gardent la même valeur, la culture propice à l'éclosion du civisme ? - L'humanisme total, fait de lettres, de sciences et, surtout, de philosophie. Longtemps les éducateurs ont été divisés sur ce point. Les tenants de l'instruction scientifique reprochaient aux littérateurs et aux historiens d'en être restés au XIII^e siècle ; et les littéraires plaignaient les scientifiques de ne vouloir être que de leur temps. L'expérience paraît avoir apaisé les esprits. On revient partout au foyer des humanités, entretenu en Angleterre même, sous les voûtes d'Oxford, comme aux époques lointaines les Romaines préservaient le feu sacré qui symbolisait la transmission de la vie. Les Canadiens français n'y ont jamais renoncé.

Les lettres apportent à l'homme moderne, sollicité par mille distractions et dominé par le désir des réalisations rapides, le merveilleux contrepoids de la pensée des siècles. On vante les richesses naturelles, les fécondités de la terre, les mines inépuisables, les forêts que l'homme pressé décapite, les chutes d'eau où des millions de forces passent comme un frisson. Compréhensible

fascination. Mais les humanités sont des richesses naturelles pour l'intellect humain. Bien pauvre praticien qui se refuserait à les exploiter. Elles nous apportent la sagesse du temps. Elles sont une réflexion ininterrompue que notre intelligence reprend et poursuit. Elles préparent à comprendre et dirigent vers l'action. Elles adaptent. Ce n'est pas tout, si elles nous apportent encore le culte de l'expression et la résolution de la beauté. Et nul ne niera que nous n'en ayons besoin pour sauver notre civilisation tristement uniformisée par la machine, enivrée de conquêtes palpables. Conservons donc les humanités classiques comme nous conservons le radium péniblement arraché à des tonnes de matière.

Les lettres trouvent dans les sciences un complément nécessaire. Celles-ci ont pour elles l'actualité, ce qui est quelque chose ; elles tendent vers la vérité, ce qui est mieux. Elles conseillent l'observation méthodique, la modération, la suite dans les idées et la juste appréciation des faits. Elles n'ont pas la sécheresse que le vulgaire redoute volontiers, si elles ont comme imagination l'hypothèse, comme raison un scepticisme sans cesse renouvelé, comme volonté une règle sévère dans la recherche, comme sentiment une irréductible patience. Elles ont un passé qui, s'ajoutant heureusement à celui des lettres, offre à l'étudiant l'histoire du progrès humain et la victorieuse expérience du labeur.

Ce sont déjà de belles leçons. Seules, elles conduiraient au mandarinisme. Il serait vain de réciter des règles de grammaire et des généalogies comme d'accumuler des nomenclatures ou la série des réactions chimiques. L'enseignement vit par la philosophie, par la synthèse qui devient une doctrine inspiratrice de nos actes. La philosophie, nourrie de tradition, n'éprouve pas de surprise devant le progrès si elle en est l'origine et la continuité. Spéculation de l'esprit, elle domine, dirige et ordonne. Le professeur bâtit sur ces fondations, les seules qui vaillent, qui résistent. Pour pétrir des caractères, camper des types, il saura, à propos d'une pensée ou d'un fait, dégager les éléments qui conduisent à ce que les anciens appelaient si noblement la vertu, et montrer que la stabilité des sociétés repose sur des vérités transcendantes, fondées divinement, auxquelles la science même, interprétée comme elle doit l'être, conseille d'obéir.

On a dit que l'on ne pouvait philosopher sur le carré de l'hypoténuse ni sur « les doublets dans la langue française ». Je n'en crois rien. Tout dans l'enseignement est prétexte à formation. Le phénomène n'est jamais isolé : il est lourd de certitude ou d'hypothèse, il éveille toujours l'idée qui l'a déterminé et rattache ainsi l'universel raisonnement. Il y a des directives dans tout ; il suffit de les faire jaillir par la comparaison. Ainsi l'enseignement classique atteint son efficacité et devient pratique.

Voilà la véritable préparation à la vie. Je ne songe ici qu'à l'élite qui sortira de nos universités, à l'élite que les langues, saxonnes et latines, désignent par un mot qui veut dire triage, élection. Je sais les intéressants efforts que l'on a tentés pour enseigner le civisme au *high school*. J'applaudis aussi au projet

d'utiliser, dès le collège, l'histoire et la géographie à des fins sociales ; et à celui d'organiser dans les classes de philosophie un cours d'économie politique ; mais je me préoccupe, avant tout, d'atteindre les meilleures assises de la citoyenneté, sans quoi s'effondreraient bientôt les échafaudages les plus savants. Les lettres révèlent le recueillement de l'humanité et les sciences manifestent l'épanouissement de ses forces productrices. Confondues dans une philosophie doctrinale, ces deux puissances sont déjà de l'action. L'homme cultivé trouvera en lui-même la raison de s'y soumettre et de se sacrifier. C'est le civisme.

Cette formation, qui tend à faire des responsables, paraît frivole ou inutile si l'on ne prend garde qu'à ses moyens. À quoi bon lire une page de poète ou savoir l'histoire d'une défaite ? Et que servira à l'avocat de discerner les éléments d'une cellule ? Mais à la prendre toute, à la juger dans ses fruits, on demeure émerveillé. Le jeune homme qui la possède est mûr pour la spécialisation. Comme en biologie l'individu se constitue par la différenciation d'éléments d'abord semblables, il peut s'élancer et réussir. Il ne cristallise pas. Il a reçu un passe-partout de modèle uniforme, mais distinct pourtant par quelque trait plus enfoncé, qui lui permettra d'ouvrir les portes donnant sur toutes les carrières.

C'est un fait qu'affirment de nombreux témoignages, venus des pays les plus pratiques, comme des nations les plus idéalistes. C'est un fait que la guerre a scellé. Si la science a triomphé, c'est qu'elle fut guidée par la raison et mue par le sentiment. Là où la partie paraissait perdue, l'invention et la méditation reconstituaient la victoire. Foch a dit : « Pendant que Ludendorff déployait sa stratégie, je philosophais. »

* * *

La culture générale conduit au seuil de la profession. Poussant plus loin ses enseignements, l'Université offre aux étudiants le champ des spécialités. Quelques-uns choisissent l'art de la politique ou la mission du praticien social : deux spécialisations relativement récentes.

L'attitude séculaire d'Oxford prouve qu'il n'est pas indispensable, pour former un citoyen à l'esprit ouvert et au tempérament généreux, de le diriger vers des études strictement appropriées. Le classicisme pur, bien utilisé, préparera les *educated citizens of an imperial democracy, fit for the duties of leadership in public life*, comme le remarque un *fellow* de *Balliol College*. Ces citoyens auront la curiosité des problèmes actuels et le souci du bien public parce qu'ils auront médité sur les perpétuels recommencements qui révèlent, à travers l'histoire, la persistance du sentiment humain. Dès le collège, et dans les clubs, ils ont pu, d'ailleurs, exercer leur dialectique et entrevoir leur carrière active.

Mais des écoles de sciences politiques et de sciences sociales ont été organisées. Au lendemain de 1870, et dans le dessein de donner à la France un

moyen de relèvement rapide et de lui assurer un élément de prestige pour l'avenir, Émile Boutmy fondait à Paris l'*École libre des Sciences politiques* qui a joué depuis cinquante ans un rôle de premier plan. Dans les administrations, dans les Chambres et même à la présidence de la République, elle a reconnu nombre de ses élèves. Je pourrais mentionner, outre les écoles de sciences politiques d'Oxford, de Cambridge et de l'Université de Londres, d'autres institutions du même genre, en Angleterre et dans l'Empire, où la politique fait l'objet d'études suivies dont quelques-unes ont été très sérieusement orientées depuis la guerre. L'Allemagne a reconnu que ces préoccupations lui avaient manqué, elle qui s'enorgueillissait pourtant d'avoir institué la première école d'économie politique. Si elle avait aussi bien possédé la psychologie des peuples que leur économie, elle n'aurait peut-être pas risqué l'enjeu qu'elle a placé sur un monde qu'elle n'avait pas su pénétrer.

Il n'est personne qui n'applaudisse à ce mouvement. Aussi bien me bornerai-je à quelques considérations sur le mode de cet enseignement.

Il s'agit de préparer des chefs de ligne qui dirigeront les mouvements sociaux ou politiques. Que l'Université ait une action indirecte sur la politique, et une forte emprise sur l'esprit public est excellent. D'abord parce qu'il n'est pas mauvais que les dirigeants aient une culture universitaire ; ensuite parce qu'il est essentiel qu'une opinion s'élabore et s'exprime en dehors des Chambres. La solution des problèmes actuels le demande de plus en plus. De là viendra, en définitive, le salut. Malheureusement, l'opinion est souvent d'autant plus puissante qu'elle est plus pauvre. Au point de vue social, sinon au point de vue politique, il appartient à l'université de l'enrichir d'une direction qui ne s'égare pas au moindre détour. C'est ici que se rattache l'action de la presse, des conférences, des clubs, des sociétés où fermentent les idées désintéressées, exprimées pour le bien de la collectivité, précédant d'une longue avance l'action politique ou législative, mais jetées néanmoins dans le peuple d'où, devenues sentiments, elles passeront dans le vote.

Les écoles de sciences politiques sont donc d'un puissant secours. L'ampleur de leur programme, où passe l'évolution des civilisations humaines, est connue. C'est un plaisir pour les initiés de constater, année par année, le déploiement de ces institutions. Elles préparent à la plupart des carrières publiques : haute administration, diplomatie, fonctions parlementaires, directions économiques ou sociales. Elles livrent au pays les compétences dont il a besoin ; il reste à souhaiter que le pays les utilise.

La base de leur enseignement est ce qu'on peut appeler, d'un terme très général, l'institution politique. On y étudie la science politique, l'histoire constitutionnelle, l'histoire politique, les finances publiques, le droit administratif et le droit public. C'est le noyau auquel s'ajoute, selon les circonstances, une série de cours d'appoint, depuis l'économie sociale et la géographie jusqu'à la statistique, en passant au besoin par certains aspects des questions commerciales, douanières ou agricoles. Tel est le type initial.

Que nous apprend cette expérience de quelques années ? Que demander de plus à ces écoles, aujourd'hui que le monde subit un malaise social de plus en plus aigu ?

L'importance que prennent les questions sociales fait à la philosophie une plus large place dans les programmes. Le lien entre la politique et la sociologie est trop étroit pour que ceux qui aspirent à posséder le pouvoir ou à conduire l'opinion négligent ce que le pouvoir doit aux masses ou ce que les masses veulent imposer à l'opinion. On peut pendant un certain temps atténuer les problèmes à coups d'expédients, mais on se rendra compte un jour qu'ils ne seront résolus que par l'application d'une doctrine où les droits et les devoirs de chacun seront exposés.

Quant à la politique, les méthodes paraissent déjà rajeunies : les universités se tournent davantage vers l'actualité et l'étude comparée des civilisations.

L'Université ne saurait renoncer à l'actualité qui est affaire d'opinion mais qui constitue une expérience vivante, la seule que puisse se permettre la science politique. Le professeur est de son temps. Traitant d'événements contemporains, il fera part d'abord à ses élèves de ses théories, et exposera en toute impartialité les thèses contraires. L'actualité peut encore être réservée aux conférences, ou discutée au cours de débats simulés dont le modérateur écartera les discours oiseux ou trop enflammés. Le débat est à l'école de sciences politiques ce que le bureau commercial est à l'école de commerce : un moyen d'éprouver, par une sorte de pratique, les abstractions de l'enseignement.

Mais l'enseignement de la politique a été donné surtout, dans le passé, avec le secours de l'histoire. Il est certain que l'étude de la politique des temps anciens est utile à des fins de comparaison. La méthode, cependant - de même d'ailleurs que pour l'actualité - ne laissait pas d'être incomplète. Soit que l'on s'attachât trop aux faits, et pas assez aux idées, soit que l'on négligeât le moment et les antécédents, on n'arrivait pas à donner l'impression juste, à pénétrer jusqu'à l'âme de l'histoire. Des résistances risquaient ainsi de demeurer inexpliquées que l'avenir pourrait réveiller ; l'action des sentiments, comme celle du mysticisme racial, demeurait mal définie, qu'un jour les nations pourraient trouver dressée devant elles. La guerre a révélé l'influence de ces impondérables.

On chercha mieux. À l'histoire, on ajouta la religion, l'économie politique, la géographie, l'anthropologie, la sociologie, les langues, la législation, la statistique et l'étude des institutions et des mœurs. Des précisions, apportées par ces sciences, jusque-là dispersées, on a fait un tout révélateur qui dégage les caractères fondamentaux d'un peuple ou d'un groupe. C'est le procédé appliqué dans certaines universités américaines, à Columbia notamment et, avec une intention déterminée, dans les « *courses arranged at the teaching institutions of the University of London in imperial studies.* »

Cette collaboration des sciences de l'homme, être moral, se réalise assez facilement en faisant tomber quelques-unes des cloisons qui séparent les facultés et les écoles ; elle est pleine de promesses et réserve à l'enseignement de la politique un avenir magnifique. D'autant que la recherche scientifique, appliquée avec succès aux sciences physiques, chimiques et naturelles, peut être étendue, toute réserve faite, aux études d'ordre politique, économique ou social. Harvard a organisé un *Committee on Economic Research*, Washington possède l'*Institute of Sociology* ; partout existent des « séminaires » où, comme le dit l'annuaire de l'Université de Londres, *the student is taught how to use the apparatus of documents, books and statistics that serves for him the same purpose that the balance, the blow-pipe, or the microscope serve to the student of natural science*. Enseignement fructueux, où le professeur se donne tout entier : esprit, méthode et expérience, où la leçon passe dans la réalité.

À la recherche s'ajoute un moyen de vulgarisation développé depuis quelque temps : l'extension universitaire qui porte l'enseignement au dehors et jusqu'au peuple. Pour les sciences sociales, ce mode est particulièrement intéressant. C'est une diffusion d'un autre genre que l'échange des professeurs allant d'une université à l'autre, ou dans des écoles internationales, dire les résultats de leurs travaux et faire bénéficier les étrangers de leur savoir. Je ne sache pas de meilleur moyen de faire connaître au loin les véritables caractères d'une nation.

La connaissance profonde des milieux et des races s'impose plus que jamais. Que de jugements hâtifs un enseignement bien nourri, moins féru de détails et plus préoccupé des causes, eût empêchés dans le passé ! Un peuple, si petit soit-il, a son histoire, ses traditions, sa terre, sa langue, sa religion, ses mœurs, tout le faisceau de ses fiertés, qui sont des forces qu'il convient de ne pas ignorer et des droits qu'il n'est pas permis de mépriser. Désormais, l'étude des peuples sera donc dirigée vers la totalité de leur histoire où il entre autant de sentiment que d'apparente logique, si l'on ne veut pas qu'ils continuent à s'entre-déchirer pendant que la science formulera les sentences d'une érudition trop courte.

* * *

La même complexité et la même acuité caractérisent les problèmes sociaux vers lesquels se portent nos inquiétudes.

La question sociale renaît, plus vive aujourd'hui qu'avant la guerre ; et qu'elle persiste ainsi, après une pareille lutte, repoussant les bienfaits d'une paix si dure à conquérir, est la preuve indéniable qu'elle est rivée au cœur de l'homme, toujours torturé par le rêve de l'égalité. Elle s'est alourdie, le long des siècles, à mesure que les idées enfantaient des mondes nouveaux, suscitaient des systèmes ou aboutissaient à l'âpre conflit des sentiments. Il est triste que le progrès soit ainsi chargé de haine.

Des problèmes, plus spéciaux et moins étendus, surgis de phénomènes économiques, se dressent au sein de la question sociale : l'alcoolisme, la dépopulation, la désertion des campagnes, le surpeuplement, les maladies des sociétés et tant d'autres maux qui s'en prennent au bonheur, à la vie même des orgueilleux civilisés que nous sommes. Une solidarité terrible confond l'humanité dans la souffrance : la contagion du mal n'épargne personne. Des individus, elle gagne les masses, puis les peuples.

Or, nul n'a le droit d'ignorer le sort que tous subiront peut-être demain. Les problèmes sociaux intéressent la sérénité morale comme la vitalité physique des sociétés. On conçoit donc que les universités se soient depuis longtemps penchées sur eux, et qu'elles aient préconisé des solutions que déjà ceux qu'elle a formés répandent avec succès. L'enseignement universitaire a trouvé là une de ses plus bienfaisantes orientations. On apprécie, à l'égal des résultats qu'il a obtenus dans le domaine des sciences naturelles ou appliquées, l'action qu'il a su provoquer dans les sphères élevées de la philanthropie.

Tout homme a un devoir social à remplir ; mais l'homme de profession plus que les autres. Prenant place dans l'élite, il reçoit la mission de diriger au moins ceux qui dépendent immédiatement de lui. C'est ce que j'appelle la fonction sociale, rayonnement de l'activité purement professionnelle.

L'université le sait, qui a inscrit au programme de ses écoles spéciales des cours d'économie politique, d'économie sociale, d'hygiène et de législation industrielle. Il serait nécessaire d'élargir cette initiative. Pour le prouver, je prendrai trois types : l'avocat, le médecin et l'ingénieur.

Il paraît bien que, de toute éternité, l'avocat ait été désigné pour faire de la politique. Le miracle, c'est qu'on ne la lui enseigne pas toujours. De même que l'on apprend aux étudiants des facultés de commerce l'économie politique et sociale, la politique commerciale, les finances publiques, on doit familiariser l'avocat avec les grandes questions que pose l'actualité économique et politique pour qu'il continue de jouer un rôle à côté de concurrents de plus en plus instruits, et qu'il apporte à l'exercice de sa profession autre chose que la connaissance des textes, où la coutume est déjà figée sinon morte. L'avocat social, si j'ose dire, est un spécialiste que la société réclame.

Le médecin voit chaque jour sa profession prendre de l'ampleur. N'est-il pas, dans toute l'acception du mot, un « praticien social » ? Il prolonge sa clinique dans les oeuvres. À la ville comme à la campagne, il est aux avant-postes dans la lutte contre les contagions. Non content de guérir, il a inventé la prophylaxie. Il brave le mal. Voilà pourquoi l'université lui révélera la philosophie sociale, afin qu'il possède, dès son point de départ, les hautes raisons de son apostolat.

Peut-on mieux définir la multiple fonction de l'ingénieur que ne faisait déjà Vauban : « Point d'ingénieur parfait, parce qu'il faut être à la fois charpentier, maçon, architecte, peintre, orateur, politique, soldat et bon officier, et

surtout avoir bon cœur, bon esprit et une longue expérience. » Chacun de ces mots, étrange à la première lecture, est au fond fort juste. L'ingénieur invente, dirige et exécute. Il est l'intelligence, c'est-à-dire un des facteurs essentiels, et même le facteur initial de la production. Il lutte aussi, et conseille. Il est près du patron et près de l'ouvrier. Officier, pour reprendre les mots de Vauban, il doit se faire soldat. Voilà donc un des hommes à préparer le plus complètement, et on ne l'a pas toujours fait. S'il m'était donné de réviser les programmes des écoles de génie civil, j'y porterais volontiers des leçons sur la finance, sur l'organisation des entreprises modernes ; et je chargerais davantage les cours d'économie politique, d'économie sociale, de science sociale appliquée et de législation industrielle. N'oublions pas que l'ingénieur entre dans la mêlée sociale.

Viennent ensuite les spécialistes, hommes de pensée et d'action, sociologues ou social *workers*. L'université leur a ouvert ses portes et, parfois, les abrite somptueusement. Les écoles de sciences sociales se multiplient. Timides au début, elles s'affirment déjà. On sent que la sollicitude de l'université tend vers elles. La liaison s'opère de plus en plus entre la chaire et l'œuvre sociale. Et c'est un des plus beaux mérites de l'enseignement contemporain, qui trouve ici son aboutissement logique.

Ces écoles diffèrent des écoles de sciences politiques en ce qu'elles amorcent immédiatement la pratique. Mais, quel doit être leur enseignement théorique, et à quelles conditions leur action pratique prendra-t-elle toute sa valeur ?

L'économie politique et l'histoire économique sont à la base de ces études spécialisées, mais vivifiées et complétées par l'ensemble imposant de la philosophie sociale. Dans le passé, l'économiste s'est volontiers fait sociologue, poursuivant dans leurs applications les principes qu'il avait formulés. On enseignait alors l'économie politique et sociale. Puis, à la suite de travaux dont je ne méconnaissais pas l'importance, l'économie, insensible à ce qui devrait être, s'est arrêtée surtout ce qui est ; elle s'est livrée à la détermination scientifique des lois, abandonnant au sociologue le souci de l'action. Cette doctrine mi-classique semble perdre le prestige que gagne à ses côtés la sociologie, si ardemment développée ces temps derniers ; et l'économie se rétablit, de plus en plus, dans son droit d'être une science sociale.

Trop longtemps les économistes ont négligé le sentiment et la responsabilité morale, qui ont été, pendant la guerre où l'activité totale de l'esprit s'est manifestée, de si puissants mobiles. Le retour que je signale est donc heureux. Charles Mills Gayley, le brillant professeur de *Berkeley*, le définit en poète dans ses *Idols of Education* : « *Taking fresh heart of ethics, economics wears a new and most seductive smile. No longer the minimizing of material cost, but the maximizing of vital value, she regards. She seeks the psychic income, the margin of leisure for the soul, the margin of health for the body ; the greatest of national assets - the true wealth of nations.* » Plus direct encore est le témoignage de M. William Caldwell, professeur à McGill : « *We could*

never get that training in moral and social habits that is required by all citizens until ethics and ethical considerations enter more definitely, and more organically, into our school and academic systems than they do at present. Japan and France could teach us important things in this regard. » Ces nobles préoccupations se retrouvent chez des économistes anglais, français, américains, et même allemands, en particulier chez le professeur William Roscher, de Leipzig.

Ainsi conçue et vraiment pratique, l'économie aidera à résoudre les problèmes sociaux. On l'admettra un jour, lorsque toutes les expériences nous auront lassés : ce sont les hommes qu'il faut atteindre et les cœurs qu'il faut changer. Voilà l'inappréciable avantage d'une doctrine, juste pour les puissants comme pour les faibles, animant le sens social, imposant au besoin l'amère satisfaction de sacrifier l'intérêt individuel au salut commun. Des compatriotes anglais ont répété que la vieille province de Québec ne broncherait pas devant l'invasion des idées révolutionnaires et qu'elle saurait garder ses volontés séculaires, à cause de la fermeté de ses traditions, et des enseignements qu'elle a reçus.

Ces constatations nous éclairent sur les caractères que devra revêtir l'action assumée par beaucoup d'universités sous la forme de la pratique sociale (*field work*). L'enseignement universitaire coudoie, ici encore, la réalité. Les *social workers* fréquentent les institutions : hôpitaux, colonies, oeuvres de protection de toute sorte ; et les milieux économiques ou sociaux : usines, réunions populaires, chambres professionnelles. Il n'est pas de plus vaste laboratoire ni de plus intéressant. Les cliniques que suivent ainsi les praticiens sociaux ont été organisées avec intelligence et réparties selon les tâches que les étudiants désirent entreprendre plus tard. Tout cela est bien conçu. Gardons-nous de croire, cependant, que le *field work* résolve tout et n'exagérons pas sa valeur éducative. Il ramène le problème de la spécialisation exclusive : il ne suffit pas de former un praticien, habile à faire glisser les fiches ou à conduire des enquêtes. L'esprit guide la main. J'apprécie les écoles où l'enseignement de la sociologie inspire le *field work* ; mais je prise par-dessus tout celles qui exigent des étudiants une forte culture générale. L'homme véritablement cultivé dépassera sa tâche quotidienne. Au service des oeuvres sociales, il voudra les faire connaître, les promouvoir, les ramifier. Sa pensée animera les cercles où ces problèmes seront discutés. Il deviendra un chef social, puissant sur l'opinion.

Toutes les universités ont accepté la mission d'élaborer et de garder la science, puis de la répandre au sein de la société. Elles remplissent ainsi, comme elles l'exigent des individus, une double fonction de pensée et d'action. Logiques, elles prêchent d'exemple. Peut-être ne se rend-on pas suffisamment compte des bienfaisantes influences qu'elles exercent ? L'initiative universitaire est souvent à l'origine des reconstitutions sociales, par la recherche scientifique, par les leçons et les sollicitations faites du haut des chaires, et même par l'effort des compétences que plusieurs années de vie studieuse ont préparées. Les lois, plus tard, consacrent ces enseignements et, dans le peuple,

le pouvoir reçoit le mérite d'un travail que d'autres ont amorcé. Loin de moi la pensée de récriminer. Je voudrais seulement que les universités s'unissent pour révéler au grand public la beauté de l'œuvre universitaire, trop peu connue, et pour lui donner la place qui lui revient de droit au sein d'une civilisation qu'elle protège et grandit.

Pour une doctrine (1931).

La conquête économique : Tome III : Perspectives

VI

La politique commerciale du Canada

(vue en 1917)

[Retour à la table des matières](#)

Avant 1846, le Canada était soumis aux restrictions du pacte colonial et aux *Acts of Navigation*, maintes fois modifiés depuis Cromwell. L'Angleterre, pour développer sa marine marchande, perpétuer son empire sur les mers et promouvoir ses industries, avait, par un régime protecteur compliqué, réservé à ses nationaux le marché britannique et le marché colonial. Les possessions fournissaient à la métropole les matières premières que transportaient des navires anglais ; en retour, elles devaient acheter en Angleterre les produits manufacturés qu'il leur était interdit de fabriquer. Le Canada n'avait donc pas d'économie propre : il disposait seulement des droits qu'il percevait sur son territoire. L'adoption du libre-échange par l'Angleterre lui donna la liberté, mais suscita une crise. Des suppliques demandèrent même à Londres le retour à la politique ancienne, qui privait le Canada de toute autonomie commerciale, mais lui assurait une préférence sur le marché anglais où il écoulait une large part de son bois.

Le régime nouveau donna naissance à quatre mouvements : la doctrine du libre-échange eut ses adeptes et fut défendue par John Young ; la politique protectionniste fut prêchée par Isaac Buchanan ; l'annexion aux États-Unis réunit quelques Canadiens français et le groupe assez nombreux des Canadiens anglais qui, comme John Rose et J.-J.-C. Abbott, voulaient la « rupture paisible et amicale du lien colonial » ; enfin, le gouvernement de lord Elgin appuya le projet d'un traitement réciproque entre la République américaine et le Canada.

Beaucoup de ces idées subsisteront pendant le XIXe siècle et se retrouveront dans les programmes des partis politiques ; mais la réciprocité prit aussitôt forme et, le 5 juin 1854, un traité fut signé avec les États-Unis. Il fut dénoncé après la guerre de Sécession, au moment où les Américains retournaient aux idées protectionnistes et cherchaient à restaurer leurs finances par des recettes douanières. D'ailleurs, les États-Unis montraient de l'humeur envers notre pays, coupable de sympathie pour le Sud, et croyaient, en nous livrant à nos seules forces, nous imposer l'annexion.

Le contraire se produisit. L'indépendance économique du Canada résulta de cette tactique. Dès 1867, la Confédération était chose faite et les barrières, dressées entre les quatre provinces désormais fédérées, tombaient ; le pouvoir central réglementait le commerce extérieur et prélevait les droits d'entrée. Le régime douanier, à tarif unique, qui avait été élaboré quelques années plus tôt, avec l'appui de M. Isaac Buchanan et de l'Association for *the Promotion of Canadian Industries*, et remanié dans un sens libéral, resta très modéré. En 1874, les droits furent portés de quinze à dix-sept et demi pour cent. Enfin, le parti conservateur étant revenu au pouvoir, Sir John-A. Macdonald, toujours sympathique aux Américains mais désireux en même temps d'aider nos industries naissantes, présenta aux Chambres le fameux tarif de 1879, le premier qui fût vraiment protecteur. Il fit ainsi adopter le principe de sa politique nationale qui, « par une rédaction judicieuse du tarif, favoriserait les intérêts agricoles, miniers, industriels et autres du Dominion ... et qui, ayant en vue l'établissement d'une réciprocité de tarifs avec nos voisins, autant que peuvent le demander les intérêts variés du Canada, tendrait à procurer éventuellement à ce pays une réelle réciprocité d'échanges. » Une clause, insérée dans chacun des tarifs qui furent dressés par la suite, jusqu'en 1894, laissait la porte ouverte aux États-Unis, dont on espérait toujours, mais en vain, un changement d'attitude ; la République américaine s'enfonçait de plus en plus dans le protectionnisme.

Les recettes douanières étaient le plus clair du revenu fédéral. L'imposition de droits avait donc un double objet : protéger les industries et alimenter le Trésor. Il en avait besoin si le Dominion, à peine organisé, devait monter son outillage économique. Les travaux publics furent poussés avec vigueur. Il fallait unir les parties du territoire immense qui se constituait à mesure que des provinces se joignaient à la Confédération : le Manitoba, la Colombie, l'Île du Prince Edouard. Le système de navigation intérieure fut étendu, le réseau des chemins de fer, agrandi : en 1876, l'*Intercolonial* était achevé et, en 1885, le

Pacifique canadien unissait l'Est à l'Ouest. « Ma politique est une politique de chemins de fer, » disait Sir Georges-Étienne Cartier. Ainsi, le nom d'un ministre canadien-français s'attache à une oeuvre de construction, comme celui de Louis-Hippolyte Lafontaine symbolise l'application des principes de la constitution anglaise aux colonies.

Le Canada, après 1896, entreprend par étapes la conquête des marchés extérieurs. Avec les États-Unis où le tarif Dingley dresse sa muraille, nulle chance de rapprochement. Les libéraux se tournent vers l'Angleterre. Ils lui accordent une préférence et obtiennent la dénonciation des traités anglo-allemand et anglo-belge qui assuraient au Zollverein et à la Belgique le traitement de la nation la plus favorisée. Le Canada accentua peu après la préférence et la porta à trente-trois et un tiers pour cent, en 1900. Il ne recevait rien en retour. L'Angleterre rappela sans doute le droit sur le blé : ce n'était qu'une demi-victoire. Que ne le maintenait-elle à l'égard des pays étrangers ! Mais c'eût été faire brèche au libre-échange auquel elle était restée fidèle. Ces idées nouvelles, mises en pratique par le Canada, furent longuement débattues aux conférences intercoloniales. La politique de préférence a été conçue et réalisée par Sir Wilfrid Laurier. Je ne relève le fait que pour démontrer, en ajoutant ce nom-là aux autres, quel rôle important les Canadiens français ont joué dans la politique coloniale au XIXe et au XXe siècle. Il y aurait un livre à écrire sur ce sujet. Pour des *illiterates* et des *patoisants*, cela n'est déjà pas si mal !

En 1907, un nouveau tarif maintenait la préférence à l'Angleterre, mais établissait un droit spécial sur chaque article, au lieu du dégrèvement général de trente-trois et un tiers pour cent sur tous les produits d'origine anglaise. Un tarif *intermédiaire*, moins élevé que le tarif général, et servant « d'invite à des négociations », suivant le mot de M. Jules Siegfried, serait concédé aux pays disposés à se lier avec nous par des conventions ; un tarif général serait appliqué aux autres nations. Enfin, une surtaxe de trente-trois et un tiers pour cent frappait les produits des pays envers lesquels nous voulions user de représailles : dans l'espèce l'Allemagne qui, depuis dix ans, nous faisait grise mine et nous retirait son tarif conventionnel.

Un traité fut d'abord signé avec la France : la convention 1907-1909, qui remplaça celle de 1893 et servit de base à nos négociations avec la Belgique, la Hollande et l'Italie. Bientôt, par la clause de la nation la plus favorisée, dix-huit pays bénéficièrent des avantages donnés à la France.

En 1910, quelques articles de notre tarif intermédiaire étaient accordés aux États-Unis, et la surtaxe imposée à l'Allemagne, abandonnée. En 1911, la réciprocité était soumise au peuple. Peu après, le Canada se rapprochait des Antilles et concluait un arrangement avec certaines colonies des Indes Occidentales. Enfin, pour des raisons « d'intérêt national » et afin d'« obtenir pour le blé du Canada libre accès aux États-Unis », le gouverneur en conseil, agissant en vertu des pouvoirs octroyés par la *loi des mesures de guerre*, a décrété que le « blé, la farine de froment et la semoule seraient placés sur la

liste des articles qui peuvent être importés en franchise au Canada ». Cet arrêté, longuement motivé, applique le principe même sur lequel est fondée la réciprocité.

Pendant ce temps, le Canada faisait sien le siècle que l'on avait promis à ses ambitions. Le phénomène qui caractérise cette phase de notre évolution est, avec l'augmentation de notre commerce extérieur, l'industrialisation de l'est et de l'ouest du pays. La valeur des produits fabriqués monta à plus d'un milliard et demi de dollars. La guerre de 1914 a suscité des industries nouvelles, et le chiffre de notre production manufacturière s'est maintenu. Sur notre politique commerciale, les hostilités ont eu surtout pour effet la rupture de nos relations avec l'ennemi et la majoration de notre tarif en vue d'augmenter nos recettes.

* * *

Reste l'avenir ¹ possible à prévoir et qu'il faut préparer.

Partout, la politique revêt un caractère économique. Des citations empruntées à des écrivains qui ne sont pas de la partie, à trois grands critiques littéraires : Brunetière, Faguet et Lemaître, le démontreraient. On ne fait plus de la politique, disait l'un d'eux, mais bien de l'économie politique. Même à l'heure actuelle, où la guerre est pour beaucoup une guerre de munitions, de finances, germe déjà, prend corps, s'affirme de plus en plus la préparation à la paix qui viendra et où les forces s'uniront pour réparer les pertes et reprendre la production. Assez longtemps nous avons construit, produisons ! dit Sir George-E. Foster : « *And let us boost. What ? Production... Production, production everywhere ; let us boost production till we come up to the measure and capacity of the mechanism already erected in this country for carrying the results of production.* »

Déjà l'Allemagne se prépare. Elle accumule les marchandises, construit des navires, utilise la guerre sous-marine pour détruire les concurrences de demain. Ses commis-voyageurs et ses agents chercheront, sitôt le premier rayon de paix, à renouer le commerce d'avant-guerre. Les auteurs le disent, qui prêchent la préparation économique. Tous insistent sur l'organisation allemande. Guglielmo Ferrero écrit cette phrase caractéristique : « *Même aujourd'hui, après tant de sang, beaucoup d'adversaires de l'Allemagne oscillent entre l'horreur et la crainte des excès commis par elle et le désir de s'approprier ses méthodes et le secret de ses succès.* » Voici ce qu'en pense M. Edouard Herriot : « *De toute évidence, si nous voulons que demain la France puisse travailler, produire et vendre ; que l'ouvrier puisse gagner les salaires dont il aura besoin ; que nos finances publiques puissent s'appuyer sur une forte organisation nationale, nous devons prévoir. L'Allemagne, même fortement atteinte, nous opposera, dans la paix comme dans la guerre, sa*

¹ Cette étude date de 1917. Je la publie parce qu'elle indique des initiatives qui ont été réalisées par la suite.

robuste structure, brutale, savamment ordonnée, forte de la subordination des intérêts particuliers au plan général. »

Les produits allemands seront refusés partout ? Prenons garde que l'intérêt est le mobile de l'action économique et qu'il faut compter avec lui. Mieux vaut agir, accumuler les moyens de réussite, concerter les initiatives et les énergies.

Sans doute, une telle entreprise repose en grande partie sur l'initiative individuelle. Le Canadien ne fonde pas toutes ses espérances sur l'État. Il est actif, parfois audacieux. L'État respectera ses dispositions, encouragera le travail des particuliers. Ainsi, l'initiative sera éclairée par l'instruction, distributrice des idées générales qui nous sont aussi nécessaires que les lumières la nuit. Elles nous aideront à comprendre les grandes questions ou les projets qui solliciteront notre attention. Le reste est affaire de volonté et de persévérance.

Cependant, l'initiative individuelle ne peut pas tout entreprendre ni tout conduire. « Quand on pense, écrit Lysis, à l'immensité de l'œuvre à accomplir dans notre pays, une première vérité s'impose en dehors de toute discussion doctrinale : dans cette réorganisation de nos forces productives, dans cette mise en valeur intensive de nos richesses naturelles, c'est à l'État qu'incombent les devoirs les plus impérieux et les plus lourdes responsabilités. »

L'État interviendra donc ; mais en quoi ? Quelle sera la politique commerciale de demain ? Est-il d'ores et déjà possible, en tenant compte des expériences passées, d'indiquer, fût-ce à grands traits, dans quel sens l'action de l'État se fera sentir afin de donner à cette politique une orientation féconde ?

La discussion sur le libre-échange et la protection, où entre surtout une dialectique d'écoles, où la réalité n'est plus maîtresse, où les faits sont ignorés pour laisser la place à des théories, est une discussion plutôt « doctrinale », comme dit Lysis. Il paraît admis, même par les grands libre-échangistes anglais, qu'un pays neuf peut être modérément protectionniste. Les libre-échangistes français font l'éloge de Colbert qui dota la France d'industries en instituant un régime protecteur. Les producteurs britanniques, qui bénéficient du libre-échange en Angleterre, veulent être protégés dans l'Inde. Le Canada ne saurait être libre-échangiste absolument, ni prohibitionniste.

Sir Wilfrid Laurier s'est défendu d'avoir jamais voulu établir le libre-échange absolu. Il se ralliait à l'opinion de la Convention Nationale de 1893 *qui, tout en reconnaissant la supériorité du principe de la liberté des échanges*, avait recommandé un tarif destiné à procurer au Trésor la plus grosse partie du revenu que réclamaient nos besoins et nos obligations. Les tenants de la réciprocité eux-mêmes, tout en exigeant le libre-échange pour les produits agricoles, admettent la nécessité d'un tarif fiscal et d'une protection pour les produits manufacturés. C'est bien le sens de notre politique commerciale. Nous ne réglerons pas autrement les difficultés qui s'élèveront entre l'Est industriel et l'Ouest agricole. L'entrée en franchise des matières premières

et des produits de la ferme favorise le manufacturier et, par contre-coup, l'agriculteur ; si nous voulons également développer nos industries, nous accepterons une protection modérée, sans oublier que, suivant le mot de Frédéric Bastiat, « on ne doit l'impôt qu'à l'État » et qu'il serait impolitique et injuste d'instituer des droits ne protégeant que certains particuliers. Nous avons, d'ailleurs, le traité de commerce, qui pallie tout, évite l'intransigeance doctrinale, et sert nos meilleurs intérêts en appliquant à chaque cas la solution appropriée aux besoins d'un jeune pays et aux nécessités du milieu économique où son industrie grandit.

La politique des traités de commerce et la concession de notre tarif intermédiaire aux nations disposées à nous accorder un traitement de faveur seraient donc avantageuses. Nous fixerons ce tarif à notre gré, car nous garderons la liberté, comme fait la France, de modifier les droits qui le composent. Dix années se sont écoulées depuis le tarif de 1907 : il faudrait réviser peu à peu notre tarif intermédiaire, et chercher quelles concessions nous obtiendrions en retour des abaissements de droits que nous consentirions.

Sir George-E. Foster conseillait à nos industriels de s'emparer des marchés qui offrent la moindre résistance : le Canada d'abord, puis la Grande-Bretagne et l'Empire, puis l'Amérique latine. C'est fort bien ; mais pas assez. Il y a la France, la Belgique, l'Italie et la Russie ; il y a la Suisse et la Hollande. Bref, l'Europe, sans parler des États-Unis. Certes, nos négociants ont intérêt à s'assurer le marché national. La guerre les y a poussés. C'est une conquête nécessaire. Nous exportons nos matières premières et nous importons des produits ouvrés. Notre tâche sera d'utiliser sur place nos matières premières et de vendre au Canada et à l'étranger nos produits. L'Empire nous offre un vaste champ. Mais, quelle sera l'attitude de l'Angleterre après la guerre ? La protection bénéficie d'un fort courant d'opinion. Des libre-échangistes comme lord Rosebery et l'honorable John Hodge conseillent un tarif douanier pour solder une partie des dettes qui pèsent sur le pays et pour procurer aux industriels une plus large part du commerce intérieur. L'impérialisme économique de Chamberlain est repris : il s'appuie cette fois sur les déclarations de la Conférence des Alliés, réunie à Paris en juin 1916. Quoi qu'il en soit, nous ne devons pas borner notre politique commerciale à l'Empire et ne concéder de faveurs qu'à l'Angleterre et à ses colonies. Nos deux grands clients sont la Grande-Bretagne et les États-Unis qui absorbent plus des huit-dixièmes de notre commerce extérieur. C'est une situation qui peut, un jour ou l'autre, devenir gênante et qui n'a pas de raison d'être absolue. Ouvrons grande la porte sur le monde. Produire et exporter, voilà le mot d'ordre. Préparons une route où passeront nos exportations, tout en conservant à l'Angleterre les préférences dont elle bénéficie. Commerçons avec l'Europe. Naguère, le sénateur Charles Beaubien a fait valoir des arguments, que quelques intéressés avaient déjà fournis et qu'une expérience récente lui a permis de renouveler d'une façon pressante, en faveur des relations commerciales entre la France et le Canada. Le commerce franco-canadien n'a jamais été ce qu'il aurait dû être, quoique, depuis 1914, il ait pris une extension considérable. Loin de là. C'est une question d'affaires, et sérieuse. Nous pouvons vendre beaucoup à la

France, fût-ce en temps de paix. Nous y parviendrons, si nous rompons, de part et d'autre, avec les méthodes surannées et si nous faisons litière des préjugés qui ont nourri notre routine.

Le traité, si avantageux et si flexible qu'il soit, n'est pas le seul instrument de politique commerciale. L'État se préoccupe de promouvoir, par d'autres moyens, le commerce national. Une réforme administrative suivra sans doute la guerre. Une *commission du tarif* s'impose. Rien n'est compliqué comme la détermination d'un droit de douane, dont on ne connaît pas toujours l'incidence et qui heurte des intérêts multiples. De plus, le régime douanier, tout en offrant de la stabilité, ne sera pas à ce point rigide qu'on ne puisse le modifier. Nous avons une commission des chemins de fer : pourquoi pas une commission du tarif, qui connaîtrait des contestations ? Elle instituerait un tarif spécialisé, dont les sous-divisions permettraient d'obtenir tel degré de protection ou de faire naître telle source de revenus.

Un *Office national du commerce extérieur*, établi à Ottawa sous la direction du ministre du commerce, réunirait, avec la collaboration de conseillers du commerce extérieur disséminés dans le pays ou résidant à l'étranger, des renseignements qui seraient publiés dans le *Weekly Bulletin* ou placés dans des dossiers et mis à la disposition du public. D'autres pays ont créé des commissions permanentes d'étude, des conseils supérieurs du commerce et de l'industrie, des offices de documentation économique. Nos gouvernements provinciaux s'inspireraient avec avantage de ces initiatives pour instituer des corps consultatifs de même nature ; mais la création d'un office et d'un conseil du commerce extérieur donnerait à l'État fédéral un moyen de connaître les marchés. N'est-ce pas l'essentiel ? Nous sommes toujours étonnés de voir comment les hauts fonctionnaires étrangers, chargés de négocier les traités, apprécient les ressources économiques de notre pays. C'est qu'ils les ont étudiées. Sachons donc les marchés du monde si nous voulons les pénétrer et les conquérir.

Les *Chambres de commerce*, dont on néglige trop souvent les conseils, fourniraient à l'Office national du commerce extérieur des précisions et des suggestions. Elles sont malheureusement isolées, sans caractère officiel. Elles aideraient au groupement des forces en vue de l'expansion commerciale. Les exportateurs qui en font partie seraient atteints, renseignés, unis au besoin dans une collaboration qui leur ouvrirait les marchés.

Sur ces marchés, des *délégués commerciaux* nous représentent. Ils ne sont pas encore assez nombreux. Pourquoi n'y en a-t-il pas en France, en Suisse, en Espagne ? Pourquoi ne pas les multiplier en dehors de l'Empire où on les confine volontiers ? L'exportateur canadien peut recourir aux agents consulaires anglais, mais il serait préférable que nous eussions partout des représentants canadiens, formés dans une école supérieure de commerce. Un de nos hommes d'affaires cut un jour la curiosité de s'adresser à un agent consulaire pour savoir quelle maison lui fournirait du bois canadien. - Londres vous renseignera lui répondit-on. Nos délégués commerciaux devraient être

autorisés à examiner les formules d'expédition des exportateurs. Ceux-ci n'y comprennent souvent rien et seraient enchantés, fût-ce moyennant une légère rétribution, de confier ce soin à un agent canadien, qui viserait en même temps les formules et les factures afin que nos douaniers soient assurés du sérieux des prix. Ainsi l'article dit *anti-dumping*, inséré dans notre loi des douanes, serait respecté. De plus, les factures seraient visées le jour de l'achat plutôt que le jour de l'expédition, différence appréciable pour le calcul du prix de revient.

Les délégués commerciaux exerceraient aussi une surveillance sur les salles d'exposition que nous installerions dans la plupart des grandes villes, comme font, depuis longtemps, les républiques sud-américaines. Trop souvent, nos expositions permanentes consistent en quelques bocaliers poussiéreux où dorment de pauvres échantillons et des gerbes fatiguées, qui n'ont plus rien de leur orgueil premier. Nos produits ne sont pas assez connus. Le nom du Canada est aujourd'hui répandu partout ; mais ses immenses ressources ne sont pas encore appréciées. Depuis 1855, et surtout depuis 1900, nous avons participé aux expositions internationales, et le pavillon du Canada a attiré des foules ; mais ces expositions ont donné une idée incomplète du pays. On y faisait valoir notre agriculture plus que notre industrie. Nous n'avons même pas pris part à toutes. À la deuxième foire de Lyon, nous n'avions qu'un exposant : *The Nova Scotia Steel and Coal Company*. Il faudrait intensifier notre propagande à l'étranger. Précisément, le sénateur Charles Beaubien, attaché à la commission canadienne qui visita l'Angleterre, la France et l'Italie, vient de lancer un projet intéressant, accueilli avec faveur par la presse française et qui reçut, au Canada, l'appui de l'Association des Manufacturiers et du Sénat : faire circuler en France un train-exposition où seraient disposés les produits agricoles et les produits fabriqués du Canada.

Espérons que le gouvernement agira. Déjà, le ministère du commerce a organisé le *Bureau of Practical Export Intelligence* qui recueillera dans les pays étrangers les produits qui y sont importés, en calculera le coût de fabrication et de transport et les exposera au Canada, afin que nos exportateurs se rendent compte s'ils sont en mesure de concurrencer les maisons étrangères. C'est le principe des *musées commerciaux* où sont exposés les produits nationaux et étrangers, et qui constituent la meilleure leçon de choses, prolongée et mise en pratique par un *bureau de renseignements*. Peu importe que cela coûte cher ! Quand donc admettrons-nous que certaines dépenses sont nécessaires, dût-on y employer des millions ? On ne fait rien avec presque rien ; et mieux vaut l'abstention que la parcimonie. Ce n'est pas demain, ni après-demain, qu'il faut considérer : c'est le temps. Il nous rapportera avec largesse les intérêts des sommes consacrées aux institutions économiques ou aux maisons d'enseignement. Subventionner l'instruction, c'est placer sur la meilleure des hypothèques : la compétence scientifique.

Enfin, la politique commerciale ne se désintéressera ni du crédit ni des transports. L'organisation du crédit en vue de faciliter l'exportation, soit par la création d'un organe central, soit par l'établissement de succursales à l'étranger, ne va pas, si désirable qu'elle soit, sans de sérieuses difficultés. Notre

système de banque, solide et souple, permettra sans doute de réaliser cette entreprise sans qu'il soit nécessaire de le modifier. Quant aux transports, le programme est tracé : établir des lignes directes entre notre pays et les ports étrangers et construire une marine marchande battant pavillon canadien. Lorsque nos chantiers maritimes seront en activité et lorsque nos navires sillonneront les mers, l'homme d'État pourra se reposer : il nous aura donné l'avenir.

Tout se ramène, en définitive, à ce seul mot : organiser. C'est la leçon de la guerre. Organiser les forces, diriger les initiatives, grouper les intérêts, ne rien laisser au hasard : voilà la clé du succès. - Que nous faudrait-il donc pour exploiter notre pays, demandais-je un jour à un fonctionnaire français ? - Une méthode, nous répondit-il. Vous y viendrez. Vous comprendrez la nécessité de l'organisation, et vous cesserez de tailler en plein drap, en enfants prodiges et insoucients que vous êtes.

Nous avons souligné ce phénomène : l'industrialisation du Canada. L'agriculture est, certes, à la base de la production, et l'État doit seconder l'effort du paysan. Cependant, nous comptons sur l'industrie et nous y trouvons un élément de notre commerce extérieur. Or, pour développer les industries qui existent et pour en faire surgir d'autres, il faut d'abord connaître nos ressources. Faisons un inventaire sérieux ; puis, nous installerons des laboratoires de recherches et nous répandrons le goût des études ayant pour objet des réalisations pratiques. La vie industrielle du Canada reprendra sans doute. N'ayant pas été atteint dans son territoire, il consacrera ses forces à la reconstruction de ceux qui l'ont été et participera à l'œuvre de paix ; mais à condition qu'il s'y soit préparé.

Cela signifie qu'il faut étudier les questions économiques. Un Américain écrivait récemment : *We are economic illiterates*. De son côté, le colonel George Pope, président de l'Association nationale des Manufacturiers américains, disait : « *Now-a-days a manufacturer, whether he realizes it or not, is compelled to be an economist, student and state man.* » Pour produire davantage, apprenons les moyens d'augmenter la production et sachons où nos forces s'emploieront. L'enseignement professionnel nous le dira. Quoi qu'il nous en coûte, formons des compétences et confions-leur les destinées de notre jeune pays.

1917.

La conquête économique : Tome III : Perspectives

VII

Les deux conventions commerciales franco- canadiennes.

(septembre 1912)

[Retour à la table des matières](#)

Les premières négociations en vue d'une entente commerciale entre la France et le Canada remontent à 1880. Depuis 1763, les deux pays étaient restés presque étrangers l'un à l'autre. Si la France n'ignorait pas complètement le Canada non plus que l'effort des Canadiens à lui rester fidèles, des raisons politiques l'empêchaient de renouer les liens brisés par la conquête. La guerre de 1870 modifia la situation. L'explosion de sympathie qu'elle provoqua chez les Français d'Amérique marqua le départ de relations dont le caractère, fut tout de suite patriotique et qui suscitèrent l'idée d'un rapprochement économique : la communauté d'origine a été, en effet, un des premiers et des plus solides arguments invoqués par ceux qui se montrèrent favorables à un traité.

Le Canada n'avait pas encore de politique extérieure bien arrêtée. Pays agricole, il cherchait à créer une industrie nationale et à la protéger. Le tarif douanier, voté en 1878, était nettement protectionniste, et considéré comme le remède unique à la crise que le Dominion venait de traverser. Évidemment,

pareil régime ne pouvait pas aller jusqu'à la prohibition, à cause des exigences que présente la vie économique de tout pays neuf. Incapable, faute de capital suffisant et de main-d'œuvre, d'exploiter l'ensemble de ses richesses naturelles, le Canada était forcé d'exporter, en même temps que ses céréales, la plus large part des matières premières inutilisées sur place et, en retour, d'acheter de l'étranger les objets manufacturés qu'il ne produisait pas lui-même. Le Dominion dépendait donc des autres nations. S'il voulait étendre son industrie pour alimenter son commerce extérieur, il ne devait se mettre à dos ni ses fournisseurs ni ses clients. Il n'était pas encore assez fort pour suivre la ligne de conduite hardie et périlleuse des États-Unis.

Ces considérations disposaient l'opinion à plus de libéralisme. Du côté des États-Unis, les hommes politiques canadiens semblaient rester ouverts à toute proposition, mais, dans leur esprit, se dessinait le projet d'accorder à l'Angleterre un traitement privilégié qui permettait au Canada, tout en se protégeant par ailleurs, de conquérir plus facilement le marché anglais.

Quant à la France, deux raisons plus spéciales militaient en faveur d'un arrangement commercial. Les Canadiens auraient d'abord voulu lui vendre les marchandises que lui fournissaient les États-Unis, ce qui paraissait possible par la concession au Dominion de taux plus favorables dont ne bénéficieraient pas les États-Unis soumis au tarif général français, et par la création d'une compagnie de transport maritime qui eût permis l'envoi en droiture des produits canadiens. Le Canada désirait aussi manifester son indépendance économique par la signature d'un traité où l'Angleterre ne serait plus, ouvertement et uniquement, partie contractante en son nom, la Métropole liant par ses conventions avec d'autres pays l'ensemble de ses possessions. C'était un dernier pas à faire dans la voie de l'autonomie et qui fut dès cette époque vivement espéré. Le lien colonial était-il un obstacle à la conclusion d'un traité par une colonie ? L'occasion était unique de tenter l'expérience et d'établir un précédent, car l'Angleterre, depuis 1872, avait refusé d'elle-même de comprendre ses colonies dans ses accords commerciaux avec la France, leur laissant, au moins en apparence, le droit de disposer à leur guise de leur tarif.

Enfin, la France faisait preuve des intentions les meilleures puisque, après le remaniement de son tarif général, en 1881, et le maintien d'un tarif conventionnel applicable aux nations alliées économiquement, elle avait fait connaître au Canada sa volonté d'entrer en pourparlers.

Les deux pays étant d'accord sur l'opportunité d'une convention, il restait à en déterminer les clauses, à trouver un terrain d'entente. Le premier plan était des plus modeste : il s'agissait, pour le Canada, d'obtenir l'application du tarif conventionnel à deux ou trois de ses produits et, pour la France, de faire supprimer un droit de 30% sur ses vins légers, voté par le parlement canadien à titre de représailles, après le traité franco-anglais de 1872 qui enlevait au Dominion le traitement de la nation la plus favorisée dont il avait joui jusque-là. Or, deux circonstances allaient garantir les ambitions du Canada et élargir le cadre des négociations : l'établissement, en 1880, grâce à l'initiative de M.

de Molinari, d'un crédit francocanadien qui promettait aux entreprises canadiennes l'appui des capitaux français, et, en 1881, la formation de la compagnie transatlantique dont j'ai fait mention et qui venait d'obtenir un subside du gouvernement. L'obstacle allait disparaître qui empêchait le Canada de faire concurrence aux États-Unis sur le marché français. Il pourrait désormais transporter directement ses marchandises, de Québec et même de Montréal, aux ports français. L'avenir commercial et industriel éclairé de ce côté, il importait d'obtenir de la France le plus de concessions possible, puisque chaque concession constituait un privilège.

Deux conférences furent ouvertes, en 1882 et 1883, auxquelles participèrent lord Lyons, ambassadeur anglais, M. Tirard, ministre du commerce français, et un négociateur canadien, Sir Alexander Galt. Des notes furent échangées et plusieurs questions débattues.

Pour des raisons difficiles à éclaircir, ces premières rencontres n'eurent pas de résultat pratique. Peut-être la situation était-elle compliquée du côté de l'Angleterre dont les relations avec la France n'étaient pas alors ce qu'elles sont devenues plus tard : l'attitude plutôt intransigente du commissaire canadien aurait été de commande et propre à mettre la France dans l'impossibilité d'accepter des conditions trop difficiles comme, par exemple, la suppression de la surtaxe d'entrepôt. Le refus venant de Paris, Londres dégageait sa responsabilité. Quoi qu'il en soit, la conduite de notre délégué fut ouvertement critiquée lorsqu'on lut, en Chambre canadienne, les procès-verbaux des conférences de Paris ; et, malgré la suspension des négociations, le projet de traité ne fut pas abandonné.

Au contraire, cet échec secoua les énergies et souleva une seconde campagne en faveur de ce qu'on appelait alors « les affaires françaises ». Plusieurs rapports furent dressés, pour leur gouvernement, par les représentants de la France et du Canada. Tous s'accordaient à reconnaître les avantages d'une entente commerciale et à les préciser. La comparaison des chiffres portés aux deux tarifs français indiquait clairement la large diminution de taux dont bénéficieraient, à leur entrée en France, les principaux produits du Dominion. D'autre part, la modification du tarif canadien en faveur de la République était propre à créer une plus forte demande des produits français sur notre marché et à entraîner par là-même une augmentation et non une diminution, comme quelques personnes l'avaient prétendu, des revenus publics de la Confédération.

Pourtant, les choses en restèrent là. La France évoluait, par étapes, vers le protectionnisme et ne semblait pas désirer la conclusion de nouveaux traités avant l'expiration de ceux qu'elle avait déjà consentis et qui devaient prendre fin en 1892.

Cette même année, elle changea complètement sa politique économique et modifia son système douanier, en instituant un double tarif, général et

minimum, tarif autonome, dont l'un, le minimum, marquait la limite extrême de ses concessions.

Cela rendait plus difficile la situation du Canada qui se voyait appliquer le tarif maximum, en fait l'ancien tarif général majoré. La nécessité d'une convention s'imposait d'autant plus. Les pourparlers furent repris et conduits, cette fois, vigoureusement puisque, dès le 6 février 1893, un traité était conclu à Paris et entra en vigueur en 1895. Il porte les signatures de Lord Dufferin, de Sir Charles Tupper, de M. Develle et de Jules Siegfried, Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies.

La convention comportait peu de clauses. D'une part, le droit de 30% *ad valorem* sur les vins non mousseux, titrant 15 degrés ou moins, et tous les vins mousseux d'origine française était supprimé. Les droits applicables, en 1893, aux savons communs, aux savons de Marseille, étaient diminués de moitié, et ceux applicables à la même époque aux noix, amandes, pruneaux et prunes, réduits d'un tiers. La France, l'Algérie et les colonies obtenaient le traitement de la nation la plus favorisée. D'autre part, la France accordait son tarif minimum à un certain nombre de marchandises canadiennes - vingt-deux - énumérées au traité, pourvu qu'elles fussent importées directement et accompagnées de certificats d'origine. C'était des produits alimentaires ou de consommation. Il était stipulé que toute réduction de droits, accordée à un autre État sur l'une de ces marchandises, serait étendue au Canada.

La convention devait rester exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de douze mois après la dénonciation par l'une ou l'autre des nations signataires. Enfin, et les vins dénommés plus haut « venaient à être l'objet d'un relèvement de droits à l'entrée au Canada, le gouvernement français pourrait, en dénonçant le présent arrangement en faire cesser immédiatement les effets, sans attendre l'expiration du délai de douze mois prévu ci-dessus. »

Ce traité souleva les mêmes objections que les projets nombreux, discutés ou simplement élaborés avant 1893. Pour les uns, *il* entraînerait la ruine du Trésor du Dominion ; pour les autres, *il* mettrait un insurmontable obstacle au développement de la fabrication des vins canadiens ; enfin, on le trouvait insuffisant et condamné à l'inefficacité. Pourtant, le plus grand nombre y voyait l'intérêt de la France comme du Canada et en augurait bien.

Évidemment cette convention ne bouleversait rien, et elle devait bientôt paraître étroite. Elle ne répondait pas aux ambitions des plus fervents. Elle ne permettait guère la politique de concurrence aux États-Unis rêvée par le Canada. Mais *il* faut tenir compte des circonstances et de ce que l'avancement économique du Dominion, n'étant pas ce qu'il est devenu par la suite, il importait de ne pas négliger un seul moyen de le promouvoir. Du point de vue français, le dégrèvement de 30% sur les vins était un avantage sérieux et de nature à augmenter l'exportation.

Le traité eut, en effet, d'heureuses conséquences. Le commerce franco-canadien, dans les années qui suivirent, s'il ne toucha pas le chiffre qu'il aurait dû atteindre, monta ; nos exportations en France, qui n'avaient cessé de décroître depuis 1884, se relevèrent, et la France conquist le troisième rang parmi les nations qui font commerce avec nous. Certes, l'accord de 1893 n'en fut pas la cause unique. Tout n'est pas dans un traité ; mais il en peut sortir beaucoup plus que ce qu'on a voulu y mettre. Celui qui nous occupe a été à l'origine d'un mouvement qu'il a suscité et soutenu. C'est en cela surtout qu'il est appréciable. Il a rapproché la France du Canada et permis à l'ancienne colonie française de manifester son activité, de faire connaître ses ressources. « La convention de 1893, écrivait en 1907 M. Henry Dallemagne, consul général à Montréal, ne trouve plus guère aujourd'hui grâce devant personne et Canadiens et Français la considèrent comme un instrument défectueux et vieilli. Il ne faudrait cependant pas pousser trop loin l'injustice et oublier les circonstances dans lesquelles elle a été faite comme les services qu'elle a rendus. On ne peut demander à une convention qui porte une dizaine d'articles - et j'exagère - d'avoir une bien grande répercussion sur le commerce de deux pays, mais, telle quelle, si elle n'existait pas, il faudrait l'inventer et, si elle venait à disparaître bientôt sans être remplacée par une nouvelle, on ne tarderait pas à la regretter amèrement des deux côtés ».

Le traité de 1893 devint vite insuffisant, mais il ne fut pas inutile. Soit par ses dispositions, soit par son influence, il a donné un nouvel essor au commerce franco-canadien. Cela seul lui rendait justice et le condamnait tout à la fois. Resté le même alors que les échanges se multipliaient, il se démoda. Il fallut le remplacer, et c'est ce qui a d'abord conduit à négocier un autre accord, sur des bases plus larges et avec des éléments plus variés. Le développement économique et social du Canada, qui allait obliger le pays à adopter une politique capable de parer aux exigences d'une situation mieux établie, y poussait aussi.

Grâce au nombre croissant des terres défrichées, aux méthodes plus pratiques d'exploitation, aux moyens de transport mieux outillés, plus répandus, l'agriculture avait réalisé de grands progrès et qui laissaient prévoir le jour où le pays deviendrait « le grenier de l'Empire », comme on se plaisait à le dire à Londres, lors du jubilé de la Reine Victoria. L'industrie aussi s'était fortifiée ; elle avait grandi, normalement ou par des moyens qui avaient été jugés artificiels - droits protecteurs, primes, - mais qu'on retrouve partout à l'origine des grandes puissances économiques.

Le commerce intérieur avait nécessairement profité de cet état de choses. Il s'était constitué un marché national que les industriels alimentaient, mais qui restait limité, le Canada ne comptant que cinq à six millions d'habitants. Pour permettre à l'industrie canadienne une vie plus large et plus assurée, il fallait trouver des débouchés au dehors et développer le commerce extérieur. Le gouvernement opéra des réformes successives de tarif, de façon à obtenir, le moment venu, des traités avantageux. C'était la meilleure marche à suivre. La question de l'exportation entraîne pour le Dominion un gros problème de

transport, à cause de son éloignement de l'Europe et de l'Asie, et il était clair que l'obtention de droits spéciaux sur certains de ses produits lui serait une aide doublement précieuse.

Le tarif douanier fut remanié en 1897 et en 1906, et dans un sens un peu plus libéral chaque fois. La première refonte établissait aussi un régime de faveur pour les produits anglais, et leur accordait le bénéfice d'une différence de droits assez accentuée, soit douze et demi pour cent, puis, plus tard, vingt-cinq et même, en 1906, trente-trois et un tiers pour cent.

Le tarif de 1897 ne servit de base à aucune entente commerciale. En 1902, à la suite d'autres entrevues, Sir Wilfrid Laurier avait bien rencontré quelques hommes d'État, lors d'un séjour en France, mais les pourparlers, ébauchés seulement, n'avaient pas abouti. Notre régime douanier, que l'existence d'un tarif général, seul à côté du tarif préférentiel en faveur de l'Angleterre, rendait trop rigide, se prêtait mal à la négociation de traités de commerce. Aussi, en 1906, un système fut-il établi, plus compliqué, mais plus souple. En dehors du tarif général, un tarif *intermédiaire*, applicable aux nations désireuses de se lier avec nous, fut créée.

Le Canada se tourna d'abord vers la France. Celle-ci, depuis 1892, et sauf certaines modifications, avait conservé le double tarif général et minimum. Les ouvertures faites par le Dominion et par la France furent débattues entre leurs représentants sans l'intervention de la Métropole, qui nous laissa entière liberté pendant toute la durée des conférences auxquelles prirent part deux ministres canadiens, M. Brodeur et M. Fielding, assistés de M. Anatole Poindron, délégué commercial du Gouvernement canadien. Le 19 septembre 1907, le second traité franco-canadien était signé à Paris. Il fut ratifié peu après par les Chambres canadiennes et, le 6 février 1908, par la Chambre française.

La France consent l'application de son tarif minimum à cent cinquante-deux classes de marchandises d'origine canadienne. Parmi ces marchandises, plusieurs figuraient déjà au traité de 1893, et d'autres n'ont pas droit au tarif minimum, mais tombent sous le coup du tarif général français. Si ces dernières font partie de l'accord de 1907, c'est « pour mémoire », et en prévision d'un changement ultérieur de tarif dont elles bénéficieront *ipso facto*.

Le Canada fait deux concessions importantes. Il accorde son tarif intermédiaire à quatre-vingt-dix-huit produits français, dont certains également n'apparaissent qu'au tarif général canadien, mais qu'une raison semblable à celle que nous venons de dire a fait mentionner. En plus - et ceci est important - le Dominion crée en faveur de la France un tarif préférentiel, plus avantageux que le tarif intermédiaire et dont bénéficieront douze produits français : l'huile d'olive, les légumes et les poissons conservés, les vins mousseux et non mousseux, les préparations pharmaceutiques, les dentelles et broderies, les velours de soie, les rubans et soieries, les livres.

Pour tous les produits prévus au traité, les deux parties contractantes stipulent réciproquement la clause de la nation la plus favorisée ; c'est-à-dire qu'elles s'engagent à faire bénéficier ces produits de toute réduction de droits accordée par la suite à un pays quelconque.

Le traité englobe les colonies françaises et pourra, par une entente spéciale, s'étendre à la Tunisie.

Ce sont là les dispositions fondamentales de la convention, qui renferme d'autres clauses d'un caractère plus général, clauses d'usage en quelque sorte : les produits, aujourd'hui admis en franchise, jouiront, s'ils sont taxés plus tard, des droits les plus réduits ; le traitement de la nation la plus favorisée est établi pour tout ce qui a rapport au commerce, à l'industrie et à la propriété industrielle, sauf une ou deux réserves faites par la France ; aucune restriction ne sera apportée à l'exportation, excepté par mesure de police sanitaire ou « en vue d'événements de guerre » ; les marchandises exportées dans l'un ou l'autre des deux pays ne seront pas assujetties à des droits intérieurs plus lourds que ceux qui grèvent les marchandises indigènes.

Enfin, certaines stipulations, que la discussion qui a suivi la conclusion du traité a plus vivement mises en lumière, valent d'être détachées :

L'article 8 porte que « les produits originaires de France et des colonies devront être transportés sans transbordement d'un port de ces territoires ou d'un port d'un territoire intermédiaire dans un port maritime ou fluvial du Canada. » Réciproquement « les produits canadiens devront être transportés sans transbordement d'un port du Canada ou d'un port d'un pays jouissant du tarif minimum français dans un port de France, d'Algérie, des colonies et possessions françaises et des pays de protectorat de l'Indo-Chine. »

L'article 9, qui complète le précédent, stipule que « la France ou le Canada pourront exiger que les produits soient accompagnés de certificats d'origine » ou autres déclarations, et que ces certificats de valeur ou d'analyse pourront être délivrés par des corps légalement reconnus ou des institutions scientifiques officiellement autorisées.

La convention, conclue en principe pour dix ans, pourra être dénoncée en tout temps, sauf préavis de douze mois.

Les droits concédés à la France sur les douze produits privilégiés inscrits à l'annexe C sont *consolidés*, c'est-à-dire fixés une fois pour toutes. La France, au contraire, n'accorde pas son tarif minimum mais « les chiffres de ce tarif », ainsi que l'a expliqué M. Klotz à la Chambre, et elle reste libre de les modifier.

La nouvelle de la signature du traité fut reçue avec enthousiasme au Canada : commerçants et industriels manifestèrent leur satisfaction et la ratification fut presque aussitôt votée.

En France, le traité, après avoir eu une assez bonne presse, subit un sort moins heureux. Il provoqua en Chambre une brève discussion, à ce point courtoise que les dissidents se rallièrent au projet ; mais, au Sénat, il fut pris à partie et rencontra une opposition qui fut longue à désarmer.

La plupart des critiques furent un mélange d'approbation et de blâme qui les rendirent hésitantes. On reconnut généralement plus d'un bon côté à la convention et ses principales clauses conservèrent une certaine faveur auprès des plus ardents dénonciateurs. Au fond, c'était une question de nuance : on admettait que la convention de 1907 était favorable à la France, mais on lui reprochait de ne l'être pas assez. « Certains industriels se plaignent, disait le président de la Chambre de commerce de Montréal, non pas d'avoir vu les négociateurs français ne pas se préoccuper de leur procurer des dégrèvements suffisants pour développer leur commerce, mais seulement de n'avoir pas pu réussir à leur procurer l'exclusivité de ces dégrèvements ».

* * *

J'écarte les objections trop tendancieuses. Ainsi, on reprocha au Canada de n'avoir pas de code commercial ni de tribunaux de commerce. C'était jouer sur les mots. Le Canada, de même que l'Angleterre, possède un ensemble de lois commerciales, et si les causes commerciales sont de juridiction civile, elles sont entendues suivant les règles d'une procédure spéciale. C'est un système différent, voilà tout. Jamais le Dominion n'aurait atteint le chiffre de son commerce extérieur sans ces garanties primordiales. On a reproché encore au Canada certaines mesures d'ordre intérieur, par exemple, le fait que les voyageurs de commerce paient patente. Nous n'avons pas à juger ces règlements ni à blâmer la France d'avoir adopté des mesures plus ou moins semblables, ou de maintenir des impôts spéciaux qui ont eu leur raison d'être, mais dont on peut penser, avec beaucoup de Français, qu'ils gênent le libre jeu des opérations financières.

L'objection capitale et la plus irréductible était « l'objection suisse ».

M. Jules Siegfried, dans son rapport à la Chambre sur le projet de traité franco-canadien, énumérait les pays qui en bénéficieraient. « Le Canada, disait-il, ayant encore peu de conventions directes avec les pays étrangers, ceux qui pourront profiter des avantages qui sont faits aux produits français sont, d'après la loi douanière : les pays britanniques, la République argentine, l'Autriche-Hongrie, la Bolivie, la Colombie, la Corée, le Danemark, le Japon, le Libéria, le Maroc, le Mascate, la Perse, la Russie, la Suède, le Salvador, l'Espagne, le Tonga, le Vénézuëla. » La Suisse ne figurait pas dans cette liste étrange qui prouve si peu de logique dans l'élaboration de la politique économique où nous engagea l'Angleterre au gré de ses traités. Or, on découvrit qu'il existait une convention commerciale anglo-suisse de 1855, qui, en accordant à la République helvétique le traitement de la nation la plus favorisée en Angleterre et dans tout l'Empire, plaçait ce pays sur le même pied que

la France à l'égard du Canada et lui donnait les mêmes privilèges. La concurrence restait donc possible que faisait la Suisse aux produits français, notamment aux soieries et rubans, et les industriels de Lyon et de Saint-Étienne, entre autres, perdaient le bénéfice du traité.

Les conditions de l'accord étaient modifiées. La France était en droit d'exiger quelque avantage supplémentaire en compensation de ce qu'elle perdait.

M. Georges Trouillot commenta la situation dans son rapport au Sénat. Après avoir cité les paroles de M. Jules Siegfried, il expliqua pourquoi la Suisse ne figurait pas dans la liste des pays privilégiés. « Des explications données par les représentants du gouvernement fédéral, il résulte que l'omission de la Suisse dans la liste fournie à nos négociateurs provient d'une erreur qui se serait glissée dans un document officiel publié bien antérieurement aux négociations. » Mais les anciens traités consentis par l'Angleterre sans l'approbation postérieure du parlement canadien - tel ce traité anglo-suisse de 1855 - s'appliquaient-ils au Canada ? « L'attention une fois appelée sur ce point, les gouvernements de Londres et d'Ottawa ont examiné la question et ont reconnu que la Suisse avait droit à ce bénéfice. » Cela nécessitait la reprise des négociations avant l'approbation du traité par le Sénat.

L'objection ne faisait que mettre en question la clause même de la nation la plus favorisée et, à proprement parler, elle reprochait au traité de 1907 « d'être un accord commercial », comme l'a fait remarqué la Chambre de commerce de Marseille. Ce traitement de faveur se trouve aujourd'hui dans presque toutes les conventions et le Canada, tout comme un autre pays, avait le droit - reconnu ou simplement toléré - de l'accorder ou de le maintenir. Le nier était vouloir empêcher le Canada, en tant que Dominion britannique, d'avoir une politique commerciale. En fait, seize états devaient bénéficier de l'arrangement franco-canadien ; M. Siegfried les avaient énumérés, et l'opinion ne s'en était pas autrement émue : en quoi l'entrée en scène de la Suisse changeait-elle quelque chose au principe ? Le Canada concédait à la France une situation favorable, mais non pas unique. C'eût été se lier les mains pour l'avenir et, suivant ce que disait un industriel, « se boycotter soi-même ». Il ne s'agissait pas de constituer une ligue douanière, mais bien d'opérer une tractation commerciale ordinaire, c'est-à-dire de lier, par contrat, la France seule, d'un côté, et le Canada seul, de l'autre. Les deux pays ne peuvent pas avoir les mêmes raisons de conduite extérieure. Si l'on comprend que, à certain moment de son développement économique et notamment lorsqu'il a possédé enfin la libre gestion de ses intérêts, le Canada ait voulu renoncer à des conditions que d'autres avaient dictées pour lui et qu'il ait demandé le rejet des traités anglo-allemand et anglo-belge, on ne saurait admettre que chaque fois qu'il signe un traité il en dénonce un autre.

Du reste, la France concédait son tarif minimum à tous les pays européens, et le Dominion aurait eu mauvaise grâce à s'en plaindre, encore que cela atténuaît sensiblement les avantages concédés par la France. De même, le

Canada aurait-il pu difficilement réclamer le jour où la France aurait voulu conclure plus de traités hors d'Europe, en Amérique par exemple, et suscité ainsi aux produits canadiens une concurrence redoutable.

Ceux qui élevaient « l'objection Suisse » fondaient leurs arguments sur des statistiques et rapprochaient l'exportation des soieries et rubans de la France et de la Suisse au Canada. Mais les statistiques du commerce franco-canadien étaient de beaucoup inférieures à la réalité, parce qu'une foule de marchandises passant par Anvers, New-York ou Liverpool perdaient leur nationalité. Il eût fallu tenir un compte assez large de leurs inexactitudes. Acceptons cependant les statistiques telles qu'elles furent présentées et admettons que la France ait exporté au Canada, en 1906, pour 678000 dollars de soieries et la Suisse pour 611000. Une convention intervient entre la France et le Canada, qui s'applique par contre-coup à la Suisse. Qu'en résulte-t-il ? D'abord, les concurrents restent maîtres des mêmes moyens, et cela est quelque chose, nous allons le voir. Par ailleurs, il n'y a pas de raison pour que l'exportation des soieries diminue ; la détaxe au contraire la fera plutôt augmenter. La demande sera plus forte et la France - en même temps que la Suisse ou non - y gagnera.

Or, il en aurait été tout autrement si la convention de 1907 n'avait pas été ratifiée. On a parlé de représailles, de tarif de guerre, de rapprochement avec l'Allemagne : solutions extrêmes, possibles mais auxquelles il n'eût pas été nécessaire de recourir. Le Canada n'aurait eu qu'à poursuivre sa politique, celle qu'indique l'institution du tarif intermédiaire en 1906. Naturellement conduit par l'attitude de la France à dénoncer le traité de 1893, puisque celui-ci accorde à la République le traitement de la nation la plus favorisée et peut contraindre le Canada à concéder plus tard les avantages qu'on refuse aujourd'hui d'accepter, le Dominion n'aurait eu qu'à nouer d'autres relations, avec l'Italie par exemple, ou l'Espagne ou le Japon pour que, en vertu du traité de 1855, la Suisse en bénéficie. Un spécialiste français disait avec raison que si l'existence d'une convention anglo-suisse avait été « connue avant la signature du traité franco-canadien, il eût été du devoir de la France de conclure ce dernier. »

La seconde objection était également d'ordre international : *il s'agissait des États-Unis, du péril américain*. On craignait, par exemple, de voir les Américains profiter du traité pour fonder au Canada des usines dont les produits auraient inondé le marché français ; on craignait surtout que les marchandises d'origine américaine ne passent le Canada en transit pour arriver en France moins lourdes de droits.

L'établissement d'usines au Canada, propre du reste à augmenter la force économique du pays, c'est-à-dire en définitive sa puissance d'achat n'aurait pas changé la nature des marchandises fabriquées. Le capital ne crée pas la nationalité du produit. Les machines agricoles, par exemple, - puisqu'il était surtout question d'elles - fabriquées dans de telles usines, devenaient des machines canadiennes, au même titre que les produits manufacturés en France à l'aide

de capitaux étrangers sont des produits français, répandus par le monde comme tels et qui ne sont pas connus autrement.

M. Siegfried apportait, au sujet de ces machines agricoles si redoutées, un argument décisif appuyé de quelques détails intéressants : « Les machines agricoles sont taxées actuellement à quinze francs par cent kilos au tarif général et à neuf francs au tarif minimum. Il n'est pas probable qu'une différence de six francs pour des machines pesant en général de deux à trois cents kilos, soit de douze à dix-huit francs par machine, puisse être un danger pour notre industrie, qui du reste ne produit pas certains types spéciaux très recherchés par notre agriculture. Celle-ci a un réel intérêt à pouvoir se procurer à des conditions avantageuses ces machines qui, pour elle, sont un outil d'autant plus nécessaire que la main-d'œuvre rurale devient de plus en plus rare ». La France, sauf peut-être dans certaines régions où la configuration du sol et la division extrême de la propriété s'y opposent, trouverait avantage à employer plus qu'elle ne l'a fait jusqu'ici les machines agricoles : la plupart de ceux qui s'occupent d'économie rurale l'affirment, avec raison, si l'on considère les progrès accomplis par les pays qui ont appliqué la mécanique à l'agriculture.

Pour ce qui regardait le transit par le Canada des marchandises américaines, chose difficile, les États-Unis subissant le tarif général canadien, la convention y pourvoyait formellement, et la clause 9 a dû être rédigée pour éviter toute surprise de ce genre. Elle stipule, on le sait, que des certificats d'origine seront joints aux produits exportés et que ces certificats seront visés à l'occasion. La clause engageait les deux pays, et si la France pouvait se croire protégée du côté américain, le Canada restait également à l'abri d'une tentation du côté allemand ou italien ; car, il serait gratuit et injurieux de supposer que les autorités constituées délivrent des certificats de complaisance. Au reste, un article analogue avait été inséré dans le traité de 1893.

En fait, ce que la France appréhendait le plus, c'était l'invasion du bétail américain. Mais la concurrence étrangère est, en ce domaine, fort difficile. Elle se heurte à trop d'obstacles : droits protecteurs élevés, frais de transport, primes d'assurance, pertes et déchets. Les conditions d'une lutte semblable sont onéreuses. Ce n'est qu'à la faveur d'une hausse formidable que la réussite est possible, encore cette hausse serait-elle propre à stimuler les ambitions individuelles et à provoquer une reprise de l'élevage, national en France.

D'ailleurs, un autre article du traité devait atténuer au moins les inquiétudes, celui qui permettait la dénonciation de la convention en tout temps. La résiliation pure et simple est certes une mesure fâcheuse ; mais la dénonciation ne signifie pas la rupture ; elle peut intervenir pour permettre telle modification que l'on croit nécessaire.

Toutes ces critiques ont amené la conclusion que l'accord n'était pas suffisamment favorable à la France, qu'il valait mieux ne pas le ratifier et maintenir le *modus vivendi*. On pouvait penser le contraire et croire que,

favorable aux deux pays, le traité serait, au moins dans les premiers temps de son application, plus avantageux pour la France que pour le Canada : le commerce de la France au Canada étant beaucoup plus fort que le commerce canadien en France, la France bénéficierait à la fois d'une plus grande sphère, d'action et d'une détaxe plus considérable dans son ensemble. M. Siegfried évaluait la diminution de perception en faveur des produits français à un million de francs, et à deux cent mille francs ou guère plus pour les produits canadiens. Encore faudrait-il tenir compte de l'inexactitude des statistiques dont j'ai parlé. De plus, et dans un autre ordre d'idées, la France ne concède que son tarif minimum et reste libre d'en changer les chiffres tandis que le Canada, non seulement accorde son tarif intermédiaire, mais crée un tarif spécial pour la France et le consolide.

Le traité était favorable à la France parce qu'il était conforme à l'intérêt *général* de ce pays. Je le répète : un traité n'est pas une fin, mais un moyen. La convention franco-canadienne telle qu'arrêtée ne pouvait qu'accroître, et accroître très rapidement, le courant des exportations françaises au Canada. C'était le point essentiel.

L'avenir économique du Canada était une garantie. Les auteurs français, économistes et publicistes, en avaient tout dit : il n'y aurait d'embarrassant que le choix des citations à puiser dans les articles ou les livres nombreux, publiés par MM. de Molinari, Méline, Leroy-Beaulieu, Siegfried, Dewavrin et d'autres. Ceux même qui redoutaient le traité franco-canadien reconnaissaient les progrès rapides et significatifs du Dominion. À peine quelques-uns émettaient-ils un doute sur la possibilité de prévoir au juste l'expansion future d'une nation. Évidemment. Mais on pouvait facilement tirer une conclusion toute autre des prémices qu'ils posaient. En réalité, deux pays en Amérique, les États-Unis mis à part, semblaient devoir avancer sûrement, l'Argentine et le Canada, parce qu'ils subissaient une évolution semblable à celle que les grands pays producteurs ont traversée, parce qu'ils font preuve d'énergie, de vitalité, de travail, d'ambition et que, étant donné leurs premiers pas, ils ne peuvent pas « s'arrêter en route » - ce sont les mots dont se servait M. Méline en parlant du Canada.

Deux ou trois chiffres suffiront à préciser la situation économique du Dominion. La valeur des produits manufacturés passe, de 1901 à 1906, de un milliard huit cent cinquante millions à trois milliards six cent millions de francs ; les transports terrestres, excellent criterium de la prospérité nationale, accusent en 1910 une recette de huit cent soixante-neuf millions de francs ; enfin, le commerce extérieur atteint trois milliards quatre cent soixante dix millions de francs la même année.

Incapable, malgré sa richesse, de se suffire à lui-même, le Canada offrait, à mesure qu'il grandissait, un plus large débouché aux exportations étrangères. En un temps où il était partout question de surproduction, de crise et de mévente, il importait de s'emparer, même au prix de certains sacrifices, d'un marché que les États-Unis et l'Angleterre occupaient pour une bonne part mais

non pas complètement. Or, le traité franco-canadien permettrait à la France d'y posséder la place qu'elle méritait. L'application du tarif intermédiaire y contribuerait d'abord. Devenu plus riche, le Canada achèterait plus. Il voudrait le luxe ; et c'est la France surtout qui pourrait le lui fournir. Et cela d'autant plus facilement que la *plupart des produits bénéficiant du tarif spécial à la France, sont*, pour un pays tel que le Canada, *des articles de luxe* : l'huile d'olive, les conserves de *choix*, les dentelles, les soieries, les vins.

Voilà le plus sûr avantage du traité, celui qui eût dû entraîner dès le début toutes les volontés. « C'est donc bien toujours l'article de luxe, écrivait M. Henry Dallemagne, qui a le plus de chance d'être fourni par nous et j'ajoute que, le Dominion se développant, la richesse y devenant plus grande chaque jour, nos articles de luxe sont assurés d'y recevoir un accueil de plus en plus large. Nos marchandises fines sont appréciées ici, comme partout ailleurs, dès qu'elles sont connues. Ce qu'il faut obtenir, c'est qu'une plus grande quantité des objets qui ont fait la renommée de l'industrie française, puissent pénétrer dans le Dominion ». M. de Novion a développé la même thèse dans le *Journal des Économistes* d'octobre 1907.

Enfin, en dehors de toutes celles que j'ai données, il était une dernière raison d'accepter la convention. Elle a son importance, et l'on s'apercevrait en la creusant un peu que son caractère n'est pas uniquement sentimental. C'est la situation particulière dans laquelle se trouve le Canada à l'égard de la France.

Un Français a écrit : « Il ne saurait nous être indifférent que près de deux millions de Français - plus de deux millions si l'on compte ceux de la Nouvelle-Angleterre - maintiennent fièrement leur existence, leur langue et leur culture propre... Les Canadiens ont beau n'être unis à nous par aucun lien politique, ils n'en font pas moins partie de la grande famille française, constituant pour notre cause dans le monde une force véritable. »

Je n'insisterai pas. La France possède sur le continent nord-américain une colonie, qui ne lui coûte rien. Les Canadiens-français, dans leur abandon, ont accepté la lourde tâche de fonder un peuple. Ils l'ont accomplie en restant fidèles à « leur terre et à leurs morts », pour leur appliquer une expression chère au romancier de la vie lorraine, et dont le sens profond se retrouve dans la simple devise qu'ils se sont donnée : *Je me souviens*. L'avancement de cette population, son développement ne dépend plus d'événements politiques, mais économiques. La bataille n'est plus engagée sur le même terrain, et les Canadiens-français doivent apprendre, après s'être rendus maîtres du sol, à s'emparer du commerce et de l'industrie. La France peut les y aider. La question était de savoir si elle y consentirait, ou si elle laisserait se fermer devant son influence et son génie des horizons nouveaux.

* * *

Toutes ces raisons, sur lesquelles il n'était peut-être pas inutile d'insister, ont prévalu. Les secondes négociations furent laborieuses. Les intérêts

agricoles résistaient. Il fallut leur concéder quelque chose en retour de ce que perdaient les fabricants de Lyon et de Saint-Étienne. À la suite d'un échange de lettres entre M. Ruau, ministre de l'Agriculture, et M. W. S. Fielding, une convention complémentaire fut conclue, à Paris, le 23 Janvier 1909, par les plénipotentiaires de la France et du Canada. En vertu de l'article premier « les animaux en état d'engraissement pour la boucherie sont exclus de la liste des produits canadiens bénéficiant du tarif minimum à leur entrée en France. » C'était la seule modification à la convention primitive.

Le Sénat français consacra deux séances assez mouvementées à la discussion du projet de traité ainsi remanié. Les protectionnistes agrariens tentèrent un suprême effort en agitant le spectre de fer des machines agricoles. M. Cruppi, ministre du commerce, dont l'appui nous a été si précieux, termina ainsi un magnifique discours :

« Dans ces sujets économiques qu'il faut traiter en hommes d'affaires avec le sentiment pratique et parfois brutal du *do ut des* commercial, *il y a* aussi quelquefois des causes morales d'entente et d'accord qui tiennent à l'histoire et des raisons de sympathie profonde qu'entretiennent entre deux pays la communauté de l'origine et du langage.

« Messieurs, Sir Wilfrid Laurier ne manquait pas à ses devoirs de loyalisme politique envers la métropole lorsqu'il s'écriait dans un discours célèbre : « J'aime la France parce qu'elle nous a donné la vie. » Il ne me sera pas interdit de dire à mon tour, même dans un débat économique, que la France aime aussi le Canada, ce pays découvert par ses matelots, peuplé par elle de Français, qui ont conservé nos usages, notre langue, l'amour de l'ancienne patrie, les dénominations données par nos anciens au grand fleuve, le Saint-Laurent, et aux cités canadiennes.

« Il est vrai, Messieurs, je m'empresse de le dire, que ces raisons du cœur ne seraient pas du tout ici à leur place si nous ne savions - et je fais appel aux plus expérimentés d'entre nous - que *les ententes sympathiques créent aussi et développent les ententes d'intérêt*.

« C'est une oeuvre de cette sorte, c'est une union sérieuse et raisonnée, forte et pleine d'avenir que les conventions franco-canadiennes, j'en ai la conviction absolue, vont consacrer, si le Sénat veut bien y consentir. »

Le Sénat y consentit. L'article unique du projet de loi fut adopté à l'unanimité moins six voix. La convention revint à la Chambre des députés où elle fut approuvée le 13 juillet 1909.

M. Jules Siegfried eut un mot charmant pour calmer les craintes inapaisées de l'agriculture : « Si des défenseurs de l'agriculture comme M. Méline ou comme M. Viger, au Sénat, ont accepté la convention, nous n'avons aucune crainte à avoir ». Le parlement canadien, de son côté, reconnut la convention supplémentaire par une loi qui fut sanctionnée le 13 décembre 1909.

L'échange des ratifications eut lieu à Paris le 1er février 1910 et, le 13 février, le décret de promulgation paraissait à l'Officiel. L'arrangement 1907-1909 entraient enfin en vigueur.

Septembre 1912.

La conquête économique : Tome III : Perspectives

VIII

Les expositions canadiennes à l'étranger

(Septembre 1912)

[Retour à la table des matières](#)

Dans les pays neufs où les ressources naturelles abondent, le capital, que la distance ou le manque de garanties apparentes avaient fait hésiter, se rend à l'évidence des premiers résultats ; mais les millions, sans l'apport du travail, ne suffisent pas. Il faut des bras au défrichement comme aux industries naissantes ; et quoique leur rareté ait singulièrement stimulé le génie de l'inventeur, l'emploi du machinisme, si généralisé qu'il soit devenu, ne saurait suffire à l'œuvre d'établissement qu'un peuple jeune doit accomplir.

Aussi notre premier souci a-t-il été de faire appel à l'Europe et d'accueillir les immigrants que le dénûment ou l'ambition guidaient vers un monde nouveau, ouvert aux énergies. Commencé sous l'ancien régime, le mouvement s'amplifia après le traité de Versailles et persista à travers le XIXe siècle ; après 1891, et surtout après 1900, il s'est accentué. Le Canada oriental reçut les premiers colons. Puis la Prairie et l'Extrême-Ouest se peuplèrent rapidement. Le phénomène qui s'était manifesté aux États-Unis se renouvela : la

civilisation gagna l'Ouest. Il se produisit même une migration intérieure aux dépens de l'Est, dont les vieilles provinces s'inquiétèrent.

Pour attirer au Canada un grand nombre de travailleurs, l'État a eu recours à des moyens divers, dont aucun n'a semblé plus précieux ni d'une portée plus sûre que les expositions à l'étranger. L'exposition a eu, dès le début, un double rôle : faire connaître le pays et faire valoir ses « possibilités » économiques, comme disent les Anglais, de façon à intéresser ceux que n'effraie pas l'aventure d'une vie nouvelle.

En 1855, ces préoccupations retenaient déjà nos gouvernants et elles se trouvent, très nettement marquées, dès les premières pages d'un opuscule que publiait, à l'occasion de l'exposition industrielle de Paris, notre commissaire général : « Le lecteur n'oubliera pas, écrivait M. J. C. Taché, que ce petit volume est fait pour tout le monde : ainsi l'homme de lettres n'y trouvera guère de littérature, le touriste peu de pittoresque, le savant à peine de science, l'économiste pas assez de chiffres peut-être ; mais si tous peuvent y puiser des renseignements qu'ils n'ont pas, et si beaucoup de gens en Europe peuvent s'y convaincre que le Canada n'est pas, comme on l'a souvent représenté, le domicile obligé des frimas et des glaces, alors ce livre aura « touché le but », et quelque chose aura été fait dans la vue d'indiquer au trop plein de la population européenne un pays où l'émigrant peut trouver une nouvelle patrie, un champ libre et vaste à son industrie, sous la protection d'institutions libres et sages, qui permettent au culte de toutes les affections et de tous les souvenirs de s'exercer en paix. »

Il fallait faire vivre cette patrie lointaine, la montrer sous un jour favorable et vrai ; et les directeurs de nos expositions s'ingénierent à mettre en valeur la fécondité du sol, la salubrité du climat, l'abondance et la variété des produits naturels, les richesses minières (on ne connaissait guère, à cette époque, en fait de mines d'or que celles de la Chaudière et de l'Ottawa), les ressources de la forêt, de la grande pêche et de la traite. Il fallait donner une leçon de choses et faire de l'exposition un argument.

* * *

En 1912, date de cette étude, j'exposais ainsi la question :

Le double caractère de nos expositions passées est à maintenir. L'appel de bras s'est fait plus pressant dès le début du XXe siècle. Aux Anglais, aux Allemands et aux Américains sont venus se joindre les Européens du Midi et de l'Est. En dix ans, de 1901 à 1910, près d'un million et demi d'immigrants ont franchi les frontières. Le besoin est toujours le même et l'accueil, s'il se fait avec raison plus vigilant de la part du Canada, n'en reste pas moins empressé.

D'un autre côté, le Canada mérite d'être mieux connu dans son ensemble, dans sa force, j'allais dire dans son honnêteté économique. Il sied donc de

continuer une propagande qui a déjà porté ses fruits, quand elle ne servirait qu'à répondre, par des faits, aux critiques d'esprits chagrins ou intéressés qui satisfont leur besoin de dénigrement, soulagent leur mauvaise humeur ou tentent de venger leur dépit, en accumulant les erreurs ou les inepties sur le compte d'un pays dont le seul tort, bien souvent, fut la tranquille franchise de son hospitalité.

Notre développement économique nous a valu un commencement de renommée. Il nous a donné mieux que des arguments : une évidence. Il s'est imposé à l'attention des autres peuples dont il a éveillé l'intérêt ou l'appréhension. Et ce sera désormais le rôle de nos expositions d'en manifester l'ampleur et d'en faire prévoir l'avenir.

À la vérité, ce rôle a toujours été rempli, en partie. Notre production économique occupa une place importante dans nos expositions. Le progrès de notre industrie et de notre agriculture fut mis en évidence suivant la nature des concours. Mais c'est l'agriculture qui reçut le plus souvent un rang privilégié. Elle a eu la grande vedette. À l'exposition franco-britannique, les murs étaient chamarrés de blé et le trophée central s'élevait à la gloire du *Canada's red grain hopper*. Juste symbole. Le Canada fut longtemps un pays presque exclusivement agricole. Il doit son existence au sillon. Aujourd'hui encore, la moisson domine notre vie économique. Une part se dirige vers les pays étrangers, l'autre alimente le consommateur canadien. Du reste, le Canada demeurera agricole et le défrichement augmentera sa fortune.

Cependant, il s'est produit chez nous, depuis 1880 et à la suite de certains événements d'ordre économique, un mouvement, lent au début, puis précipité, et dont les conséquences heureuses se précisent : l'industrialisation du Canada. C'est un fait intéressant pour nous, et qui est encore mal connu en dehors de l'Empire. On consent à sourire des trop fameux arpents de neige, mais on s'en tient aux hectares de blé : parler du Canada industriel, c'est provoquer la surprise.

À l'abri d'un tarif révisé dans un sens modérément protecteur, le Canada a vu grandir ses usines. Le capital vint du dehors, la matière première fut trouvée sur place, la main-d'œuvre s'avéra vite suffisamment exercée, et l'énergie, à la fois prudente et tenace des manufacturiers canadiens, fit le reste. L'industrie fut renouvelée, développée, nantie d'un outillage ultra-moderne. Des entreprises furent créées qui tentèrent, avec succès, la mise en oeuvre de produits délaissés. On procéda par étapes. Plusieurs industriels se contentèrent de l'article semi-ouvré, jusqu'à ce que, les forces venues, il n'y eut pas trop de risques à entreprendre davantage. Beaucoup de nos produits naturels restèrent longtemps perdus pour nous. L'étranger les achetait à l'état brut pour les transformer, réalisant ainsi le bénéfice que nous perdions. Cette situation dure encore, mais on tente d'y remédier en poursuivant le plus possible, par l'industrie nationale ou nationalisée, l'exploitation de nos superbes richesses. La voie est ouverte sur l'avenir. S'il reste encore beaucoup à faire, l'avantage que nous avons pris avec rapidité sur nos concurrents doit nous encourager.

Le succès des autres ou de soi comporte toujours une leçon. Puisse l'œuvre de libération économique se continuer avec autant de vaillance qu'elle fut entreprise.

L'industrialisation s'est fait sentir aussi dans l'agriculture. L'industrie laitière date du XIX^e siècle. Elle fut créée en 1868. On connaît ses progrès. Le Canada oriental surtout en tire profit et, lorsque notre consommation intérieure, toujours de plus en plus exigeante, nous le permettra, nous continuerons sans doute la lutte sur le marché extérieur. La culture elle-même est devenue une industrie. Beaucoup de nos cultivateurs sont aussi industriels et commerçants. À leur propos, M. Dubois, dans son cours de géographie commerciale, faisait remarquer que la distinction classique entre l'agriculture et l'industrie est près de disparaître, de la pratique tout au moins. La machine aura bouleversé les vieux traités d'économie rurale.

Quelques chiffres préciseront notre évolution. De 1891 à 1906, la valeur de nos produits manufacturés a presque doublé ; en cinq ans, de 1900 à 1906, elle a augmenté de plus de cinquante pour cent.

En 1901, la valeur des produits manufacturés dépasse d'un tiers celle des produits agricoles. Enfin, notre exportation de produits ouvrés, insignifiante en 1868, se développe à partir de 1890 : elle dépasse, en 1910, trente et un millions de dollars. Au cours des quarante-trois dernières années, nous avons exporté pour près de quatre cent millions de dollars en produits manufacturés. « Quand on parle du Canada, écrivait fort justement M. Pierre Leroy-Beaulieu, on ne pense guère qu'aux immenses étendues de l'Ouest, que la charrue effleure encore à peine et qui produisent déjà vingt-cinq millions d'hectolitres de froment. On ignore presque entièrement, au contraire, l'essor industriel qui commence à se manifester dans les provinces relativement anciennes de l'Est et qu'il est cependant intéressant de connaître. »

Le Canada n'est donc pas essentiellement un pays agricole. Il *s'organise économiquement*. L'industrie prend place à côté de la culture.

Bien avant que ce mouvement ne se produisît avec intensité, nos industriels participaient aux concours internationaux. J'ai mentionné l'Exposition de 1855 à Paris. Notre pays était représenté par trois cent trente-cinq exposants. « Nonobstant la longueur du voyage et le prix du transport, écrivait M. Tenré, les objets exposés par le Canada se sont élevés à trois cent quatre-vingts environ », classés dans le catalogue officiel aux titres : art des mines et métallurgie ; art forestier, chasse, pêche et récoltes obtenues sans culture ; agriculture ; mécanique générale appliquée à l'industrie ; mécanique spéciale et matériel des chemins de fer et autres transports ; mécanique spéciale et matériel des ateliers industriels ; mécanique spéciale et matériel des manufactures de tissus ; arts de précision ; industries économiques de la chaleur, de la lumière et de l'électricité ; arts chimiques ; hygiène, pharmacie, médecine et chirurgie ; marine et art militaire ; constructions civiles ; aciers ; ouvrages ordinaires en métaux ; orfèvrerie ; verrerie et céramique ; laines ; chanvres et

lins ; bonneterie, passementerie, broderie, etc. ; tapisserie ; confections de tout genre ; dessin, imprimerie, etc. ; instruments de musique ; gravure et lithographie. » ¹

Sept ans après, à la seconde exposition de Londres, le Canada remportait de nouveaux succès ; soixante médailles et vingt-huit mentions lui étaient décernées, dont une bonne part allait à l'industrie.

Il en fut ainsi par la suite, et notamment à Paris, en 1867, où le Canada, au dire de M. Audiganne, rallia les suffrages, grâce à « une exhibition fort habilement disposée. Ses collections en fait de minéraux et de végétaux ligneux, continuait-il, ne pouvaient être examinées avec trop de soin. Le Canada est d'ailleurs une des dernières attaches des puissances européennes sur le continent de l'Amérique. Otez les possessions anglaises dans le nord, d'où la Russie a eu la prévoyance de se retirer ; ôtez les Guyanes dans l'Amérique du Sud, et le continent tout entier n'appartient plus qu'à des États américains. *Combien de temps le Canada fera-t-il exception ?* Cette question échappe à notre sujet, mais elle plane malgré tout au-dessus des contrées que baignent le fleuve et le golfe Saint-Laurent. À l'heure qu'il est, nous n'avons qu'à noter le progrès économique qui s'y est accompli depuis une quinzaine d'années surtout, progrès commun, peut-on dire en dernière analyse, à l'ensemble des colonies britanniques qui occupent une si large place sur le globe terrestre ».

L'industrie canadienne est restée fidèle à ses débuts : elle a grandi et le côté industriel de nos expositions a pris un caractère plus dégagé, notamment à Paris en 1878 et 1889.

Le Canada occupe une place relativement importante dans le rapport publié à l'occasion de l'exposition universelle internationale de 1900 à Paris, sous le titre « Le bilan d'un siècle », par M. Alfred Picard, membre de l'Institut. Le développement industriel de notre pays (combustibles, minéraux, métallurgie, fils et tissus, pâte de cellulose, cuirs, industrie du bois, transports, etc.), y est mis en bonne lumière dans des tableaux de statistique comparée.

Au sujet de notre enseignement professionnel, organisé peu après dans notre province, par la création d'une école forestière, de deux écoles techniques et de l'École des Hautes Études commerciales de Montréal, M. Picard écrit : « On ne rencontre pas encore d'organisation générale pour l'enseignement technique au Canada. Des lois spéciales à la province de Québec ont créé l'École polytechnique de Montréal et sept écoles d'arts et métiers ; le gouvernement local a institué des cours gratuits de coupe. La province d'Ontario possède trois écoles industrielles et une grande école des sciences appliquées. C'est dans la Nouvelle-Écosse que l'œuvre semble la plus complète : des cours de travaux manuels sont prévus à titre facultatif, au programme des écoles publiques ; une école du bois a été annexée à l'école

¹ L. Tenré, consul de la république du Paraguay : « Les États américains, leurs produits, leur commerce, en vue de l'exposition universelle de Paris, 1867 » pp. 248 et suivantes.

normale d'Halifax ; trois écoles du bois et deux écoles d'économie domestique (filles) reçoivent des subventions. Le Gouvernement fédéral soutient quarante-six écoles industrielles exclusivement fréquentées par des Indiens. Plusieurs villes canadiennes ont fondé des établissements d'instruction professionnelle ; l'Université McGill, à Montréal, s'est adjoint des sections techniques, puissamment constituées grâce à une dotation de plus de quinze millions faite par un généreux donateur ; les congrégations religieuses dirigent leur activité vers l'enseignement industriel et commercial ».

Le Canada économique a tiré grand bénéfice de sa participation à l'exposition de 1900. Il nourrissait à cette époque d'ambitieux projets ; il voulait prendre rang, se manifester à l'extérieur, étendre au loin ses conquêtes. Il fut accueilli avec sympathie. Sa jeunesse confiante, sa vigueur physique, l'éclat de sa fortune, lui valurent les suffrages des autres nations. On lui promit le siècle qui s'ouvrait.

À Londres en 1909 et à Bruxelles en 1910, les organisateurs de l'exposition canadienne avaient disposé, à côté de la matière à l'état brut, l'objet fabriqué. La section des bois et forêts offrait un intérêt particulier. Le Canada demeure la plus considérable des cinq grands réserves forestières du monde et, hors d'Europe, le pays qui, avec les États-Unis, envoie à l'étranger le plus de bois. Cette richesse ne sert pas à l'exportation seulement ; elle entre - soit comme matière première, soit autrement - dans trop d'industries pour que nos capitalistes n'en aient pas vu l'intérêt. L'industrie de la pulpe, par exemple, a pris de l'extension. Les usines se sont multipliées, et le capital engagé a rapidement atteint plusieurs millions de dollars. Aussi avait-on placé avec raison, tout à côté des différentes essences qui servent d'élément de base à cette industrie, les produits qu'on en obtient.

C'est une excellente méthode. Elle manifeste notre effort pour tirer d'une nature prodigue plus qu'elle ne nous donne spontanément et révèle que, si le Canada est un pays riche, les Canadiens y sont pour quelque chose. L'insolente fécondité du sol n'est pas tout : nous avons dû créer nos transports, établir notre crédit, accumuler les millions de notre commerce et ceux de notre industrie. On croit trop volontiers à la vie facile des pays neufs. M. Théodore Roosevelt rappelait en 1910, dans une conférence qu'il fit à la Sorbonne, « l'époque où les ancêtres aux bandes éparses, dans leur rude bataille contre les rigueurs d'une terre rébarbative, posaient les fondations de ce qui est devenu la République géante de l'Ouest. C'est, ajoutait-il, au prix d'une guerre farouche que peut se maîtriser un continent et dompter l'âpre rudesse d'une nature sauvage... »

Nous avons fait le premier pas, mais il faut écouler notre production. Jusqu'ici le marché national lui a fourni un débouché que l'augmentation rapide de la population faisait plus large d'année en année. Le développement de la consommation intérieure a même provoqué, dans l'exportation de certains produits, de brusques reculs qui sont un indice de prospérité quoiqu'ils diminuent le total de nos échanges avec l'étranger. Mais une organisation

meilleure permettra à l'industrie canadienne de se tourner de plus en plus vers le dehors et de s'y assurer des débouchés plus nombreux et plus étendus.

Notre politique économique se précise et s'oriente. La révision douanière de 1907 a consolidé la préférence britannique et rendu possibles certains rapprochements économiques, par la création d'un tarif conventionnel. Sur cette base, le traité franco-canadien de 1907-1909 fut substitué à celui de 1893, devenu trop étroit. Cet arrangement semble devoir servir de norme à nos relations extérieures. Il marque, jusqu'ici, le maximum, très large à la vérité, de nos concessions dont, il ne faut pas l'oublier, dix-huit pays profitent par le seul jeu de la clause de la nation la plus favorisée. Nous avons mis fin aux représailles contre l'Allemagne. Nous avons concédé aux États-Unis, en retour de leur tarif minimum, un fléchissement de notre tarif général, dont profitent, il est vrai, tous les pays étrangers. Nous nous sommes tournés vers l'Italie, la Belgique et la Hollande. La partie est engagée et nous n'avons pas l'intention qu'elle se joue contre nous.

Cette politique doit être utile à notre expansion industrielle. Déjà, notre industrie a pris place sur les marchés extérieurs. Les neuf-dixièmes de notre exportation agricole se dirigent vers l'Empire. Au contraire, notre exportation industrielle est plus répandue. Nous vendons à l'Empire quarante-trois pour cent seulement de nos produits manufacturés, sans compter les conserves de poisson ni certains produits semi-ouvrés, et le reste s'écoule sur les autres marchés. Nous vendons beaucoup aux États-Unis et notre commerce avec l'Allemagne, la Belgique et la France est sérieux. Ce mouvement grandira, si nous savons profiter des concessions que nous avons obtenues et qui rendent la lutte moins difficile.

Notre participation aux expositions internationales aidera à cette conquête de notre industrie, à condition que cette participation soit sérieuse.

Dans son rapport sur l'exposition de Londres, dont je cite la traduction officielle, M. Wm Hutchison écrit : « Si quelques produits manufacturés étaient à l'honneur du Canada, nous en avons d'autres qui ne méritaient pas d'être exposés. Le seul but de certains exposants paraît être de mettre leur marchandise sur le marché sans s'inquiéter de leur qualité, et c'est je crois une chose très regrettable. Sans doute j'admets que c'est une bonne chose d'essayer de créer des relations commerciales, mais il faut se rappeler que le public juge nos produits d'après les marchandises exposées. »

Pourquoi quitter notre habituelle prudence ? Nous nous intéressons fort, par exemple, à l'exportation des produits laitiers : nos exportateurs et l'État lui-même ont pris toutes les mesures nécessaires au maintien d'un type d'une certaine qualité. Ils ont compris que la marchandise est une réclame et le marché quotidien une exposition permanente. N'en devrait-il pas être ainsi quand il s'agit de concours internationaux, qui peuvent être à l'origine d'un mouvement commercial important ? Comme M. G. Murray le constatait dans un article sur la *lutte du Canada pour la suprématie industrielle*, le temps n'est

plus où la qualité peut-être sacrifiée au bon marché. Ce fut longtemps la politique de l'Allemagne, mais la nécessité de conserver ses débouchés extérieurs la contraignit à plus de vigilance. Le manufacturier serait mal venu aujourd'hui à établir la médiocrité de ses produits. Et ce serait désastreux pour nous qui commençons à édifier notre fortune industrielle. Il faut aux étrangers des raisons de venir à nous. Trop souvent nos produits sont systématiquement décriés au Canada même ; et il n'est pas facile de venir à bout de ce qui n'est que préjugé. Combien d'exemples on citerait de cette disgrâce propre à rendre la victoire doublement ardue pour nos industriels, s'il leur faut vaincre à la fois la concurrence et une renommée défavorable.

Il convient donc - et l'on s'y essaie - de ne pas donner prise à des critiques qui ne demandent qu'à se confirmer. Autrement, les avantages que l'on attend d'une exposition resteront illusoires. Les négociants sont nombreux qu'une visite à notre pavillon peut décider à se rapprocher de nous. M. Hutchison le constate à propos de l'exposition de Londres : « Nous avons reçu, écrit-il, un grand nombre de demandes de renseignements sur des questions commerciales ou industrielles. Ne voulant montrer aucune partialité envers une industrie ou une maison particulière, des instructions furent données de renvoyer toutes ces demandes aux chambres de commerce des centres où ces industries avaient leur siège. Je puis dire toutefois que toutes les marchandises exposées par nos fabricants canadiens ont attiré beaucoup d'attention, et si j'en juge d'après le nombre de demandes de renseignements que nous avons reçues, des relations commerciales ont dû être créées ou celles qui existaient déjà ont dû être étendues, dans une grande mesure, entre les hommes d'affaires du Canada et de l'Europe. »

À ce témoignage, on en joindrait facilement d'autres. En France même, notre exposition à Londres en 1909 a eu sa répercussion et plusieurs capitalistes, éclairés sur notre production économique, ont décidé de tenter quelque chose de notre côté.

Organisons donc des expositions complètes : expositions d'agriculture et d'émigration qui révèlent au colon la promesse du sol qu'il défrichera demain ; mais, en même temps, expositions industrielles qui prouvent la diversité des ressources, de l'effort et des résultats. À l'exposition de Bruxelles, comme à celle de Londres, nos provinces n'ont pas été représentées individuellement : il n'y eut qu'un pavillon, celui du Canada. Les organisateurs ont cru susciter ainsi une impression plus forte. Il doit en être de même du Canada économique. Il faut donner l'idée d'ensemble, en réservant une part égale aux divers éléments de la production nationale. Place aux produits naturels, à l'agriculture, mais place aussi à l'industrie.

Faisant un jour visiter un pavillon canadien à une étrangère, le cicerone officiel s'approcha d'une photographie de Sir Wilfrid Laurier et prononça, souriant et solennel : « Voilà, madame, le Premier Ministre de l'Agriculture du Canada ». Parole authentique qui décèle une impression fausse.

Le Canada économique tenait tout entier dans le « trophée central » de l'exposition canadienne à Bruxelles : des machines agricoles qu'entouraient des minéraux et des gerbes. L'agriculture et l'industrie, voilà les deux éléments constitutifs de l'unité économique que nous rêvons de plus en plus puissante, éléments aussi importants l'un que l'autre et tributaires l'un de l'autre. Le Canada devra compter sur ces deux forces pour atteindre l'avenir de progrès qu'il espère avec raison et ce que Lord Grey appelait ses « *tremendous potentialities* ». Le mot est d'hier ; mais il fut exprimé en 1881 par un économiste de très grand renom, dont la vieillesse illustre a longtemps gardé du Canada un souvenir vivant, M. de Molinari : « Le Canada est un jeune géant qui grandit à vue d'œil. »

* * *

L'exposition universelle et internationale de Gand, qui doit avoir lieu en 1913, va nous fournir une occasion d'appliquer les principes que j'ai posés ici.

Le Canada y sera officiellement représenté. Le comité exécutif de l'exposition vient de lancer *un appel aux producteurs*. « Après Bruxelles, Anvers et Liège, la vieille capitale des Flandres entend à son tour affirmer son importance commerciale et industrielle et convier les producteurs du monde entier à l'exposition qu'elle projette. »

L'exposition comprendra, dans ses grandes divisions, les groupes suivants : beaux-arts ; éducation et enseignement ; instruments et procédés généraux des lettres, des sciences et des arts ; matériel et procédés généraux de la mécanique ; électricité ; génie civil, moyens de transport ; agriculture ; horticulture et arboriculture ; forêts ; chasse ; pêche ; cueillette ; aliments ; mines, métallurgie ; décoration et mobilier des édifices publics et des habitations ; fils, tissus, vêtements ; industries chimiques ; industries diverses ; économie sociale ; hygiène ; bienfaisance ; enseignement pratique, institutions économiques, travail manuel de la femme ; commerce, colonisation ; armées de terre et de mer ; sports ; congrès et conférences. »

Gand est à la fois une vieille cité, renommée pour ses richesses archéologiques, et un centre industriel et commercial fort important. L'exposition aura donc un caractère artistique et pratique.

Elle manifestera l'œuvre de colonisation accomplie récemment par la Belgique. « *Un Palais du Congo*, dit l'appel aux producteurs, montrera l'effort glorieux réalisé par le peuple belge dans son grand domaine africain. » Le groupe colonisation nous intéresse directement. Il comprend les procédés de colonisation, le matériel colonial et les produits spéciaux destinés à l'exportation dans les colonies. Nous saurons apporter là notre expérience, indiquer nos méthodes et les résultats que nous avons obtenus. En retour, cette exposition nous fournira des indications précieuses propres à nous induire, soit à continuer la ligne de conduite que nous avons suivie, soit à modifier certaines de nos attitudes, soit à entreprendre de nouvelles tâches.

J'ai insisté sur le programme de l'exposition pour indiquer, d'une façon précise, le champ qu'elle ouvre à nos initiatives et les bénéfices qu'offre ce concours universel.

Le Canada peut participer à tous les groupes qui le montreront non plus comme pays essentiellement consommateur, client de tout le monde, mais comme pays producteur, pays-patron, si l'on peut dire, capable dans une bonne mesure de se suffire, grâce à l'organisation de ses industries. Notre avenir se jouera, pour une part, à l'étranger. Conquérir des marchés pour tous nos produits, nous ouvrir des voies nouvelles et nous créer des moyens de pénétration ; faire connaître, non seulement nos ressources mais aussi les résultats que nous avons obtenus en les exploitant ; divulguer nos industries, indiquer leur rendement ; manifester enfin, avec tout l'éclat possible, notre activité, notre puissance productrice : voilà les éléments nécessaires de notre politique.

Nous éveillerons ainsi l'intérêt des nations plus anciennes ; nous attirerons chez nous le capital industriel, que nos succès passés détermineront ; nous donnerons une idée de l'ensemble de notre économie, avec l'impression pleine, exacte, de notre force, et le spectacle d'un peuple jeune, entreprenant, vigoureux, légitimement ambitieux.

Septembre 1912.

La conquête économique : Tome III : Perspectives

IX

Le Canada à l'exposition de Gand

(Décembre 1913)

[Retour à la table des matières](#)

L'exposition de Gand succédait aux expositions de Liège, de Bruxelles et de Charleroi ; et cependant, elle a pleinement réussi. Les Flandres sont un pays ravissant ; la population est industrielle et hospitalière et Gand est la ville des fleurs : ce sont de sûrs éléments du succès.

Le Canada était le seul pays d'Amérique qui fût représenté officiellement. Aussi lui a-t-on fait bon accueil. Le pavillon canadien, de style Renaissance et néo-grec, était situé sur *l'Avenue du Canada*, à côté du Palais du Congo belge. L'édifice couvrait plus de cinquante mille pieds carrés. Une tour, haute de quarante mètres, dominait le palais et portait les couleurs anglaises. Le hall d'entrée, très large, était orné par les portraits de l'honorable R. L. Borden, de Lord Strathcona, de la reine Marie d'Angleterre, du roi Georges V, de la duchesse et du duc de Connaught, de Sir Wilfrid Laurier, de la reine douairière Alexandra et du Roi Edouard VII. Des fleurs, disposées le long des murs, achevaient de parer ce vestibule un peu lourd.

Pénétrons dans le pavillon.

À gauche, une grande toile de fond prolonge un plan en relief : c'est Port-Arthur et Fort-William, sur la rive nord du Lac Supérieur.

Nous sommes à l'origine du vaste système de navigation intérieure du Dominion. Le grain, venu de l'Ouest, est entreposé et chargé sur des navires. Dix-sept élévateurs, d'une architecture bizarre, s'alignent à perte de vue. Un train minuscule, composé de quarante wagons, circule dans ce décor qu'il anime : il s'arrête un moment au pied d'un élévateur et repart vers l'est, chargé de grain. C'est ici la porte du fameux grenier de l'Empire où se condense notre vie agricole dont la fertilité déborde sur le pays, sur le monde. Il faut retenir ce flot et le diriger. Le cultivateur peut vendre son blé tout de suite, s'il y voit son intérêt. Veut-il attendre pour profiter des variations du marché : il emmagasine sa moisson et reçoit un certificat de dépôt.

Des chiffres précisent cette richesse : superficie des terres à blé, partie exploitée, récoltes, exportation.

À gauche du hall d'entrée, faisant pendant à ce tableau de l'Ouest canadien, s'étale la plus riche récolte de fruits qui soit : un des succès de l'exposition.

Ici, comme partout ailleurs, des inscriptions parlent aux visiteurs. Elles célèbrent les pommes du pays « dont la beauté de forme, la richesse de coloris, et l'exquise saveur font qu'elles n'ont pas de rivales au monde. » C'est justice : les meilleures pommes de France ne s'appellent-elles pas « Canada » ? Ces fruits proviennent de nos provinces : Québec, Ontario, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Île du Prince-Edouard, Colombie britannique. Ils sont disposés sur une pelouse, dans des corbeilles rustiques, faites de branches d'arbres, ou placés dans des bocaux, sur des gradins. Grâce à un procédé tenu secret, on a conservé toute leur fraîcheur. Ils sont vivants, en quelque sorte. Rien ne les altère : on croirait qu'ils sont cueillis d'hier et qu'ils attendent l'acheteur. Une toile de fond, représentant la cueillette des fruits au Canada, complète cette exposition. Le coup d'œil est ravissant.

À l'extrémité du corridor, au fond d'une grotte, scintille une scène polaire, à laquelle rien ne manque, et qu'une pancarte explique ainsi : « les terrains miniers du Canada s'étendent jusqu'à l'Océan arctique ».

C'est donc ici le domaine mystérieux des richesses minières. Elles abondent. Plus on avance vers le nord, plus on en découvre. Des glaces même, elles jaillissent, inattendues. Elles sont inépuisables. Les espèces minérales que nous extrayons en si grande quantité sont jetées pêle-mêle dans cette grotte : amiante, corindon, nickel, cobalt, argent, jaspe, apatite, mica, feldspath, et enfin l'or, le roi des métaux, l'or de la grande capitale du nord, Dawson. C'est d'un joli effet. Cette section, qui fut organisée pour l'Exposition

canadienne du *Crystal Palace*, lors du couronnement du roi George V, remporte toujours un vif succès : c'est une synthèse audacieuse mais singulièrement intéressante. D'ailleurs, la section des mines de nos expositions a toujours fait, depuis Buffalo, l'admiration des ingénieurs. À Gand, les minéraux ont été dispersés un peu partout : il y en a dans tous les coins ; ils sont le *leitmotiv* de notre exposition.

Le *Hall* central est vaste et imposant. Cette section principale dégage une forte impression d'ensemble. Sous une abondante lumière, très bien distribuée, les objets sont disposés avec méthode et non sans art. « Je ne puis qu'admirer, écrit M. Edouard C..., dans la *Gazette* de Bruxelles, ce talent de présentation lucide et frappante dont les sections canadiennes nous donnent des exemples. Il y a là beaucoup à apprendre. Il est vrai que l'aménagement d'une pareille section ne s'improvise pas, que tout y doit être prévu, combiné suivant un plan mûrement étudié par un metteur en scène inventif, expérimenté et armé de pouvoirs particuliers... Cela montre qu'il y a un art d'exposer, encore un peu confus, et qui pourrait être profitablement développé. »

Au milieu de la section, et sur toute sa longueur, des modèles de paquebots : ceux qui traversent l'Atlantique et ceux qui sillonnent l'Océan Pacifique, de la Colombie britannique aux côtes éloignées du Japon et qui relient ainsi, par une dernière chaîne, l'Europe à l'Extrême-Orient ; enfin les bateaux qui font le cabotage entre Vancouver et Prince Rupert, et qui desservent les ports des États-Unis.

Tout autour du hall sont rangées des vitrines rectangulaires qui renferment chacune un produit et ses dérivés. Ce sont là autant de monographies. Ainsi, la vitrine réservée au nickel contient, à côté du minerai et du métal brut, toute une série d'articles ouverts : ustensiles, monnaies, etc. Tous les minéraux canadiens sont représentés. On les apprécie. On les suit dans les transformations qu'ils subissent. On a procédé de même manière pour les produits agricoles, les grains, les raisins, les fruits, les farines, le miel. Cette partie de l'exposition formerait le plus beau musée permanent.

Au-dessus des vitrines, une frise de quatre mètres circule autour du hall. C'est une oeuvre de longue patience. Elle est faite de pailles, d'herbes et de grains, d'un nombre incalculable de tiges pressées les unes contre les autres et qui forment un tableau aux couleurs vives, représentant une suite de scènes de la vie agricole : la moisson au village canadien, la ferme du colon, la maison du laboureur, les champs immenses et lourds de blé.

Au-dessus de cette frise, en plan incliné, une série de transparents, fort bien faits, reproduisent la mise en oeuvre, l'exploitation de nos richesses : la récolte sur les fermes de l'Île du Prince-Edouard, de la Nouvelle-Écosse, de Québec, de l'Ontario, de la Colombie britannique et des provinces de l'Ouest ; le battage mécanique du blé ; la livraison du blé aux entrepôts ; les vastes pâturages de l'Ouest ; les haut-fourneaux de la Dominion *Iron and Steel*

Company, à Sydney ou de la *Canadian Copper Company*, à Copper Cliff ; l'usine de force motrice de la *Ontario Development Company*, à Niagara Falls.

Enfin, le haut des murs est occupé par une large guirlande de tiges pressées qui retombe en festons.

Les produits de la forêt, de la pêche et des mines occupent la dernière salle : encore et toujours l'abondance de nos richesses naturelles.

Un tableau de vastes proportions représente un épisode de la vie du colon, conquérant des terres vierges. Pour passer, pour s'établir, il a abattu la forêt. Il a quitté son abri de branches et de troncs d'arbres qui subsiste encore, pour cette maison moins primitive, mieux assise, riante. Il est heureux. Il a trouvé, sinon la fortune, du moins le bonheur et la paix en labourant ce champ qu'il a préparé, qu'il tient de son seul travail, opiniâtre et tenace. C'est la trouée de la civilisation. La zone cultivée, riche et féconde, s'agrandit aux dépens de la sauvagerie qui recule. La faune, jusque-là maîtresse des bois, fuit vers les rochers du nord. Les buffles laissent la place aux troupeaux de la ferme, qui paissent maintenant dans ces nouveaux espaces, à côté des vallées fertiles. Tout cela exprime, avec des moyens conventionnels sans doute, l'effort nécessaire au défrichement, à la colonisation. De nombreuses inscriptions disent les facilités et les avantages que notre pays offre à ceux qui veulent aller y cultiver la terre ; et font miroiter l'espoir d'un succès rapide.

Le mouvement de la culture laisse subsister une immense étendue de forêts qui est notre principale ressource. Le Canada, je l'ai fait remarquer déjà, demeure la plus considérable des réserves forestières du monde et, hors d'Europe, le pays qui, avec les États-Unis, envoie à l'étranger la plus forte quantité de bois. En 1912, la valeur totale des produits forestiers atteignait 182,300,000 dollars, soit une augmentation de 11,700,000 sur l'année précédente. Nos exportations s'élevaient, en 1912, à 40,892,574 dollars, ce qui représente près de quatorze pour cent de nos exportations totales. Un graphique aurait donné une idée saisissante et juste de l'ensemble de ces richesses, mieux peut-être que cette inscription : « Le Canada renferme plus de 2,400,000 kilomètres de bois sur pied. Il possède d'immenses quantités de bois dur, de bouleau surtout, produit dont le prix augmente constamment à cause du grand usage que l'on en fait. »

L'industrie du bois, qui est celle où nous trouverons la plus grande fortune, ne dispose que d'un compartiment exigü et sans grand intérêt. Des photographies retracent les phases de la production, qu'on peut suivre avec un peu de bonne volonté. Le bois coupé, jeté pêle-mêle dans les rivières descend jusqu'aux moulins où il est préparé, scié, mesuré. Aux murs pendent des échantillons de nos meilleures essences, et, tout autour de la section, des articles en bois tourné, disposés avec symétrie, dessinent sur un fond noir d'étranges arabesques. Tout cela n'est guère attrayant. Rien qui éveille et retienne l'attention ! Rien, sauf peut-être les castors, ornement obligé de nos expositions.

L'industrie de la pulpe occupe seule la section voisine. Une forêt minuscule, faite de petits arbres coniques plantés à égale distance l'un de l'autre dans une terre sablonneuse, représente la matière première de l'industrie de la pâte de cellulose et du papier. Des transparents expliquent les procédés de fabrication. Prolongeant la forêt, quelques articles manufacturés : seaux, cuves, papiers peints, sont disposés sans ordre. Une inscription célèbre sans réserve la qualité de ces produits. Une autre, en résumant le bilan d'une compagnie d'exploitation, montre les résultats que l'on obtient. Quelques phrases imprécises sur l'étendue de nos forêts de pin, d'épinette ou de bouleau, auraient dû être complétées par un ou deux chiffres sur les progrès réalisés par l'industrie de la pâte de cellulose. Il est bon d'être riche ; il est utile parfois de le dire ; mais il est mieux de faire voir le parti que l'on a su tirer des ressources de la nature. On comptait au Canada, en 1910, trente-huit usines de pulpe, au capital global de trente et un millions de dollars. La valeur de la production annuelle atteignant 9,200,000 dollars. En 1912, quarante-huit usines ont produit 683,000 tonnes de pâte, près de 100,000 de plus que l'année précédente. Voilà ce qu'il faut dire à l'étranger.

La section des pêcheries est modeste. Quelques spécimens empaillés ou moulés en gélatine sont placés chacun dans une boîte : saumon, morue, maskinongé, truite des lacs, doré, barbue, brochet, esturgeon, se suivent, rigides et colorés. Un chiffre indique la valeur annuelle des produits de la pêche ; une inscription affirme que le Canada possède les plus grandes pêcheries du monde. Et c'est tout, à part quelques boîtes de saumon conservé, un des principaux éléments de notre commerce d'exportation.

Au mur, un magnifique trophée de chasse raconte les prouesses de nos coureurs des bois.

Les tabacs ont leur coin. De larges feuilles, vertes et souples, sont conservées dans un bocal. Tout à côté, quelques bouteilles aux étiquettes multicolores : c'est le whisky canadien, le *canadian whisky*. Les tabacs sont récoltés sur nos fermes, « dans les comtés de Joliette et de Montcalm, situés à la même latitude que l'Italie septentrionale, et dans le comté d'Essex, province d'Ontario, à la latitude de l'Italie centrale. Ces districts sont réputés ».

Enfin, près d'une seconde section des minéraux - admirable ensemble de minerais ferrugineux et de quartz aurifères -, un jeu de lumière fait apparaître successivement sur une toile trois scènes. C'est d'abord le district argentifère de Cobalt ; puis, cette région sauvage s'efface doucement et la découverte du minerai pendant la construction du chemin de fer la remplace ; finalement, Cobalt apparaît, tel qu'il est actuellement, animé, enrichi. Cette succession de tableaux symbolise les conquêtes de notre vie économique, rapides et définitives.

Notre exposition a remporté un vif succès ; et c'est justice. Elle a fait voir la richesse du Canada et apprécier ses ressources multiples et variées. Le pavillon canadien était un des plus recherchés : chaque jour, il y avait foule. Les paysans des Flandres, venus en grand nombre, étaient attirés par la renommée, déjà établie en Belgique, de notre pays lointain. Ils regardaient avec admiration nos produits et lisaient les inscriptions. Un nombre énorme de brochures furent distribuées. M. Girardot, qui s'occupait de la publicité, a reçu des quantités de lettres, véritables questionnaires sur le Canada économique. Car c'était le Canada dans son ensemble qui occupait le pavillon ; on n'avait pas réservé de place spéciale à telle ou telle province. L'exposition y gagnait en unité. Cependant des inscriptions établissaient l'origine des principaux produits et rendaient ainsi justice à chaque province. Comment ne pas citer celle qui attirait l'attention sur l'élément français de notre population et disait le rôle prépondérant qu'il a joué dans l'œuvre de colonisation : « La population du Canada est d'environ huit millions d'habitants, parmi lesquels on compte un million huit cent mille descendants de Français. Le Canada est redevable aux Français d'une large part de sa prospérité. Ils ont été les pionniers de son agriculture qui est aujourd'hui la principale ressource du pays. » Mais le Canada tout entier était à Gand. Cette phrase d'un visiteur, que j'ai relevée sur un registre, exprime parfaitement l'impression que me laissa l'exposition : « *A visit around this beautiful exhibit is a nice trip to Canada, from the Atlantic to the Pacific.* »

Pourtant, il convient de faire quelques réserves touchant l'industrie. Les organisateurs de l'exposition ont voulu surtout provoquer l'immigration, attirer les colons vers notre pays en leur montrant les chances de succès qu'ils y rencontreraient. D'ailleurs, ils n'en ont pas fait mystère. Témoin cette inscription : « Il est universellement admis que pas un pays n'offre autant d'avantages que le Canada à l'entreprise individuelle et spécialement à ceux qui veulent faire de l'agriculture. De l'est à l'ouest, on voit la preuve évidente d'une prospérité sans pareille ; les « possibilités » de son expansion et de ses progrès de demain sont sans limites et les Canadiens invitent cordialement les agriculteurs *et les capitalistes* de toutes les nations du monde à y participer. »

Tout cela est parfaitement légitime. Nous avons besoin de main-d'œuvre et la Belgique nous donnera des travailleurs sérieux et courageux. Mais l'invitation s'adresse également aux capitalistes. Il nous faut des capitaux, élément nécessaire de la production. Comment déterminerons-nous les financiers ? Est-ce en montrant nos ressources sans insister sur les résultats de leur mise en œuvre ? Sans doute, c'est quelque chose que de laisser soupçonner ce que l'on peut faire, mais ne serait-il pas mieux d'indiquer ce que l'on a fait déjà ? M. Henri Davignon écrivait dans la Revue hebdomadaire cette phrase, qui nous a fait réfléchir sur les résultats de notre exposition : « Des dix-neuf nations représentées à Gand, en dehors de la Belgique, il n'y en a que trois qui le soient vraiment : la France, l'Angleterre et les Pays-Bas. Les autres n'ont que des figurations de fortune ou limitées à des spécialités *agricoles* ou scientifiques, tels que le Canada et l'Argentine. » C'est assez clair. Pourquoi nos industries ont-elles été à peu près laissées de côté ? C'est un recul fâcheux.

Si la participation des industriels n'a pas été jusqu'ici suffisamment sérieuse, formons, ainsi que le conseille M. de Bray, un comité des expositions à l'étranger dont le rôle sera de voir à ce que toute notre puissance productrice, toutes nos énergies, soient révélées. C'est à ce compte-là d'ailleurs que nous développerons notre commerce extérieur. Voilà un des points essentiels de notre politique économique. Il faut que nous écou lions nos produits sur les marchés du dehors. Nos industries progresseront à ce prix. C'est pour cela du reste que nous signons des traités. Je parlais plus haut de la pâte de bois. Sait-on combien d'années d'un persévérant travail il a fallu pour lancer ce produit sur le marché français ? On faisait valoir contre son emploi des arguments plus ou moins sûrs ; on disait notre pâte inutilisable ; on le disait et on le croyait. Des expériences furent faites, grâce à l'initiative de M. Anatole Poindron. Elles réussirent à convaincre des industriels qui achètent aujourd'hui notre pâte perforée.

Ainsi de nos bois et de nos fruits. Un marché, c'est une conquête difficile et longue, demandant des efforts répétés et suivis. Les expositions et surtout les musées permanents, qui les prolongent, y aideront ; la représentation de nos intérêts commerciaux par des hommes compétents fera le reste. Rien ne se fait sans méthode. Il faut utiliser avec ordre et plénitude tous les moyens d'action dont nous disposons. C'est la condition essentielle de notre développement économique.

F I N